



unesco

L'UNESCO
en action pour
**L'ÉGALITÉ
DES GENRES**

2024
2025



Publié en 2025 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture (UNESCO)
7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2025

<http://doi.org/10.63813/HCNZ3784>



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike
3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication
acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès
UNESCO (<https://www.unesco.org/fr/open-access/cc-sa>).

Les images marquées d'un astérisque (*) ne sont pas couvertes par la
licence CC-BY-SA et ne peuvent en aucune façon être reproduites sans
l'autorisation expresse des détenteurs des droits de reproduction.

Titre original : *UNESCO in Action for Gender Equality 2025-2026*

Publié en 2025 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture

Les désignations employées dans cette publication et la présentation
des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO
aucune prise de position quant au statut juridique des pays,
territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de
leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles
des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue
de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Ce rapport a été préparé sous la direction de Begoña Lasagabaster,
Directrice de la Division pour l'égalité des genres de l'UNESCO.

L'équipe éditoriale, dirigée par Danielle Cliche, inclut Donia Allani,
Florisse Hendschel, Melika Medici et Aylin Taftali, avec le soutien
technique de Caroline Bordonni, Mary Joy Brocard, Yuliya Ivankevych
et Paula Muga (Division pour l'égalité des genres).

Des remerciements particuliers sont adressés à Sinéad Andrews
pour sa contribution à la préparation initiale du rapport, ainsi
qu'au personnel de l'UNESCO dans les différents secteurs de
programme, notamment : Giulia Altimari, Louisa Ben Said, Anais
Chagankerian, Annapaola Coppola, Evanna Corona Van Vliet, Sabrina
D'Amico, Antonia Eser Ruperti, Dafna Feinholz, Lora Gailly, Ibrahim
Ghouonzengnigni, Intissare Ibn Mokrane, Kadiatou Kante, Dulat
Kasymov, Yasmina Kassim, Eleonora Lamm, Matilda Machimura,
Anna Maria Majlőf, Karalyn Monteil, Saorla McCabe, Elspeth McOmish,
Dana Muresan, Tural Mustafayev, Laura Nonn, Yordanos Negash,
Ana Persic, Marissa Potasiak, Maya Prince, Tiffany Rachelle, Patricia
Safi, Garance Sarlat, Justine Sass, Anastasia Slojneva, Alicia Straza,
Olivier Van Bockstael, Luis-Alberto Vargas Rojas, Leona Verdadero,
Lihui Xu et Ahmed Zaouche, ainsi qu'aux collègues des bureaux hors
Siège de l'UNESCO à Amman, Almaty, Beijing, Beyrouth, Brasilia,
Le Caire, Dakar, Dhaka, Jakarta, Juba, Kaboul, Katmandou, Kingston,
Lima, Montevideo, Nairobi, Quito, Rabat, Ramallah et Venise, dont
la contribution a été déterminante pour la réalisation du rapport.

Couverture : © Rega Ayundya Putri

Création graphique : Corinne Hayworth

Traduction : Traducteo. Relecteur : Edouard Isar

Impression : UNESCO.

Promouvoir l'égalité des genres dans une époque marquée par l'incertitude

Alors que nous célébrons les trente ans de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, le paysage mondial de l'égalité des genres révèle une dynamique complexe faite de reculs et de progrès.

Les crises en cascade – du changement climatique aux conflits armés – affectent les éducatrices, les femmes scientifiques, journalistes, artistes, ainsi que les apprenantes de manière disproportionnée. Ces crises ont poussé l'UNESCO à anticiper et à agir en chef de file, pour intégrer une perspective de genre dans des domaines encore peu explorés tels que la biodiversité, la gestion des océans et de l'eau, tout en mobilisant les hommes et les garçons comme alliés dans la lutte contre les stéréotypes de genre dans la culture, les médias et le sport.

Les avancées technologiques ont facilité l'émergence de violences de genre facilitées par la technologie, avec de graves conséquences sur la santé mentale et la sécurité physique des femmes et des filles. L'invisibilité des femmes leaders dans le domaine de la culture a également inspiré l'UNESCO à rétablir leur présence dans les récits exprimés à travers les sites patrimoniaux, les éléments du patrimoine vivant, les collections muséales, les archives ou les médias, notamment en Afrique.

Alors que le système des Nations Unies met en œuvre son Plan d'accélération pour l'égalité des genres et que les États membres s'engagent à revitaliser le multilatéralisme en faveur de l'égalité des genres, l'UNESCO ouvre la voie pour traduire les engagements mondiaux en changements concrets.



L'UNESCO
en action pour
**L'ÉGALITÉ
DES GENRES**

2024
2025

Message du Directeur général

La Constitution de l'UNESCO repose sur la paix, et son mandat consiste à construire cette paix dans l'esprit des individus grâce à l'éducation, aux sciences, à la culture, à la communication et à l'information. Pour que l'UNESCO serve toutes les personnes, y compris les femmes et les filles, qui représentent 50 % de l'humanité, il est nécessaire d'agir pour défendre leurs droits et les autonomiser afin qu'elles participent pleinement à la construction d'un avenir plus prometteur.

Nos efforts commencent dans les salles de classe. Au cours des deux dernières années, 27 millions d'élèves ont bénéficié de l'action de l'UNESCO visant à réduire les préjugés et les stéréotypes dans les programmes scolaires, les supports pédagogiques et les pratiques enseignantes. Parallèlement, 89 pays, dont les 54 pays du continent africain, ont révisé leur système national d'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques afin de réduire les inégalités persistantes entre les genres dans ces disciplines.

L'appel à l'action de l'UNESCO *Réduire l'écart entre les genres dans les sciences* a mobilisé plus de 8 000 expertes et experts à travers le monde, reconnaissant le rôle essentiel des femmes en tant que dirigeantes, innovatrices et détentrices de savoirs fondamentaux. Nos efforts pour promouvoir l'égalité des genres ont traversé continents et océans. Dix petits États insulaires en développement ont ainsi intégré la dimension de genre dans les initiatives qu'ils ont menées en faveur de la biodiversité et des écosystèmes.

Dans le domaine culturel, notre Organisation continue de travailler pour garantir que les principes d'égalité des genres soient intégrés dans les politiques culturelles et pour exploiter pleinement le potentiel de l'économie créative afin d'autonomiser les femmes et les filles.

À mesure que de nouveaux défis émergent, l'action de l'UNESCO continue d'évoluer. L'intelligence artificielle générative, par exemple, s'est révélée reproduire des stéréotypes nuisibles et faciliter la violence basée sur le genre. C'est pourquoi l'UNESCO a publié le *Guide Red Teaming* pour aider les organisations et les individus à jouer un rôle actif dans l'élimination des biais de genre dans l'intelligence artificielle.



Khaled El-Enany
Director-General of UNESCO

© UNESCO

L'UNESCO élargit également sa plateforme *Women4Ethical AI* afin de collaborer avec des femmes dirigeantes dans l'industrie de l'IA, pour accroître le nombre de femmes à la tête d'écosystèmes numériques plus inclusifs, innovants et à fort impact, qui ne laissent personne de côté.

Étant donné que les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les conflits, l'UNESCO veille également à ce que l'égalité des genres fasse partie intégrante des processus de relèvement des sociétés après les conflits.

Bien souvent, la recherche de l'égalité des genres est reléguée au second plan par rapport à d'autres impératifs. À l'UNESCO, au contraire, nous en faisons l'un de nos principaux objectifs, et nos efforts pour intégrer cette exigence dans nos programmes et au sein de notre personnel ont été reconnus par la récente évaluation de la MOPAN et par l'ONU-SWAP, qui ont placé l'UNESCO parmi les organismes des Nations Unies les plus efficaces dans ce domaine.

Cette publication reflète le chemin parcouru, mais aussi celui qu'il reste à parcourir. Nous espérons que les réussites de ce biennium nourriront notre action collective dans les années à venir.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Khaled'. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the right.

CADRE DE LA PRIORITÉ GLOBALE ÉGALITÉ DES GENRES DE L'UNESCO

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Réduire les inégalités et promouvoir des sociétés apprenantes et créatives à l'ère numérique par le biais d'une éducation de qualité pour tous et toutes

FOCUS ÉGALITÉ DES GENRES

**PARVENIR À L'ÉGALITÉ
DES GENRES
DANS ET PAR L'ÉDUCATION**

Œuvrer à l'édification de sociétés durables en protégeant l'environnement par la promotion de la science, de la technologie, de l'innovation et du patrimoine naturel

**ENCOURAGER ET SOUTENIR LES FEMMES
DANS LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE
POUR L'ACTION ENVIRONNEMENTALE**

DOMAINES D'ACTIVITÉ

ACCÈS

FORMATIONS
ET
PÉDAGOGIES

STIM

LEADERSHIP
SCIENTIFIQUE

ÉCOSYSTÈMES
ET
BIODIVERSITÉ

EAU
ET OCÉANS

- L'accès à une éducation et un apprentissage équitables et sensibles au genre est élargi, y compris dans les sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM)
- Des lois, politiques et stratégies pour l'égalité des genres dans et par l'éducation sont développées et mises en œuvre
- L'enseignement, les contenus éducatifs et les possibilités d'apprentissage intégrant la dimension de genre sont élargis
- L'écart de genre dans les résultats de l'apprentissage et l'achèvement scolaire est réduit

► *Participe aux cibles 4.1, 4.3, 4.5, 4.7 des ODD*

- Les carrières des femmes et leur accès à des postes de décision progressent et des rôles modèles sont promus
- Les politiques en sciences, technologie et innovation (STI) et en science ouverte transformatrices en matière de genre sont améliorées
- La résilience des femmes et des filles et leur action en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles sont renforcées
- La gestion et la gouvernance de l'eau et des océans tenant compte de la dimension de genre sont encouragées

► *Participe à la cible 5.5 des ODD*

THÈME TRANSVERSAL

FEMMES, PAIX, ET SÉCURITÉ :

ACTIONS

- Sensibilisation accrue via des campagnes de plaidoyer et des débats publics
 - Capacités et compétences renforcées
- Élaboration et révision des lois, politiques et stratégies nationales soutenues



Construire des sociétés inclusives, justes et pacifiques en promouvant la liberté d'expression, la diversité culturelle, l'éducation à la citoyenneté mondiale, et en protégeant le patrimoine

PROMOUVOIR L'INCLUSION ET COMBATTRE LA VIOLENCE DE GENRE

DISCRIMINATION ET STÉRÉOTYPES

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE CRÉATION

TRAVAIL DÉCENT ET PROTECTION SOCIALE

- Les menaces, violences, discriminations et stéréotypes basés sur le genre sont éliminés, y compris dans le monde numérique
- Les apprenants et les environnements d'apprentissage sont équipés pour être sûrs et sains
- Les conditions de travail, l'employabilité, et les droits économiques, culturels et sociaux des femmes sont améliorés
- L'égalité des genres est promue dans et par les secteurs des médias et de la culture

► *Participe aux cibles 4.2a, 5.1, 5.2, 5.6, 8.5, 8.8, 16.10 des ODD*

Favoriser un environnement technologique au service de l'humain par le développement et la diffusion des connaissances et des compétences ainsi que l'élaboration de normes éthiques

COMBLER LA FRACTURE NUMÉRIQUE ENTRE LES GENRES

STANDARDS ÉTHIQUES POUR L'IA ET LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET À L'INFORMATION

APTITUDES ET COMPÉTENCES NUMÉRIQUES

- Des normes éthiques s'attaquant aux biais de genre dans les technologies numériques et les systèmes d'intelligence artificielle (IA) sont élaborées et mises en œuvre
- L'accès et l'utilisation équitables et tenant compte du genre de l'information et des connaissances dans le monde numérique sont favorisés
- Les femmes et les filles sont dotées d'aptitudes et de compétences numériques
- Le leadership des femmes dans l'IA et l'environnement numérique est soutenu

► *Participe à la cible 5.b des ODD*

PRÉPARATION AUX CRISES ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

- Informations, connaissances, et données collectées, analysées et partagées
- Assistance technique et conseils politiques fournis
- Partenariats et réseaux créés, renforcés, et soutenus

OBJECTIF STRATÉGIQUE

1

**PARVENIR
À L'ÉGALITÉ
DES GENRES DANS ET
PAR L'ÉDUCATION**



p. 10

OBJECTIF STRATÉGIQUE

2

**ENCOURAGER ET
SOUTENIR LES FEMMES
DANS LES SCIENCES
ET LA TECHNOLOGIE
POUR L'ACTION
ENVIRONNEMENTALE**



p. 26

OBJECTIF STRATÉGIQUE

3

**PROMOUVOIR
L'INCLUSION
ET COMBATTRE
LA VIOLENCE DE GENRE**



p. 42

**OBJECTIF
STRATÉGIQUE**

4

**COMBLER
LA FRACTURE
NUMÉRIQUE
ENTRE LES GENRES**



p. 60

**THÈME
TRANSVERSAL**

**FEMMES ET
PRÉPARATION
AUX CRISES, RÉPONSE
AUX SITUATIONS
D'URGENCE ET
RELÈVEMENT RAPIDE**



p. 76

L'égalité des genres à l'UNESCO

p. 92

**La communauté mondiale
de l'UNESCO**

p. 100

En conclusion

p. 108

**OBJECTIF
STRATÉGIQUE**

1

PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS ET PAR L'ÉDUCATION



L'UNESCO réduit les inégalités et promeut des sociétés apprenantes et créatives à l'ère numérique par le biais d'une éducation de qualité pour tous et toutes, en renforçant les systèmes éducatifs pour qu'ils deviennent transformateurs du genre et donnent aux filles et aux femmes, aux garçons et aux hommes les moyens d'améliorer leurs conditions de vie et de façonner un avenir meilleur par l'éducation.

Réduire les inégalités et promouvoir
des sociétés apprenantes et créatives
à l'ère numérique par le biais
d'une éducation de qualité
pour tous et toutes

**PARVENIR À L'ÉGALITÉ
DES GENRES
DANS ET PAR L'ÉDUCATION**

ACCÈS

FORMATIONS
ET
PÉDAGOGIES

STIM



Participe aux cibles 4.1, 4.3, 4.5, 4.7 des ODD

FAITS ET CHIFFRES CLÉS



139 millions de garçons
133 millions de filles
ne sont
pas scolarisés

(UNESCO, 2025)



16 % des pays
ne garantissent
toujours pas le
droit à l'éducation
dans leur législation
(UNESCO, 2023)



Les **femmes**

ne représentent que

35 % des diplômés en STIM.

Ce chiffre n'a pas évolué en **10 ans**

(UNESCO, 2024)



D'ici à 2030, le coût global
pour les gouvernements de
l'abandon scolaire des **filles**
et des **garçons**



pourrait atteindre

3 000 milliards de dollars des États-Unis
(UNESCO, 2024)



Les **femmes** constituent

57 % des **enseignants du secondaire**

45 % du **personnel académique de l'enseignement supérieur**

30 % des **dirigeants de l'enseignement supérieur**

(UNESCO, 2025)



Entre 2010 et 2023,
seulement **27 %**
des **ministres**
de l'Éducation et
de l'Enseignement
supérieur
étaient des **femmes**

(UNESCO, 2025)

LA SITUATION DANS LE MONDE : UNE PÉRIODE CRITIQUE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS L'ÉDUCATION

Trente ans après que le Programme d'action de Beijing ait établi des objectifs ambitieux pour l'éducation des filles, les progrès vers l'égalité des genres dans l'éducation sont à la croisée des chemins. Si des avancées ont été observées à l'échelle mondiale vers la parité des genres dans l'accès à l'éducation de base, des disparités subsistent entre les pays et au sein même des pays et les inégalités structurelles continuant d'influencer les opportunités et les résultats en matière d'éducation, en particulier parmi les populations marginalisées.

Dans les situations de crise et de conflit, les filles sont plus de deux fois plus susceptibles que les garçons d'être déscolarisées, et l'écart entre les genres devient flagrant lorsque l'on regarde au-delà des moyennes mondiales. Si les chiffres mondiaux indiquent que 133 millions de filles et 139 millions de garçons ne sont pas scolarisés¹, ce sont les filles les plus vulnérables à travers le monde qui sont le plus touchées, et ce de manière disproportionnée. En Afrique subsaharienne, les filles des zones rurales issues des familles les plus pauvres sont confrontées aux obstacles les plus importants : au Mali, au Niger et en Tanzanie, moins d'un quart des filles atteignent le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Sans des actions structurelles durables pour s'attaquer aux obstacles de genre persistants et aux défis émergents,

la promesse d'une éducation de qualité pour tous les apprenants restera lettre morte. Les répercussions sur les individus, les familles et les sociétés sont désastreuses. En effet, dans le rapport inédit intitulé *Le prix de l'inaction*, publié en 2024², l'UNESCO, l'OCDE et le Secrétariat du Commonwealth ont estimé que si le monde continuait sur sa lancée, **la déscolarisation et les lacunes en matière d'éducation auraient un coût mondial de 10 000 milliards de dollars par an d'ici 2030**. Le rapport révèle que les pays ne peuvent pas libérer tout leur potentiel économique sans donner la priorité aux investissements dans l'éducation et dans l'action transformatrice en matière d'égalité des genres.

Mais les défis qui empêchent une participation égale à l'éducation sont complexes. L'un des principaux défis est **la pénurie mondiale d'enseignants et les disparités de genre dans la profession enseignante elle-même**. Le *Rapport mondial sur les enseignants*³ de 2024 de l'UNESCO a révélé un besoin urgent de 44 millions d'enseignants du primaire et du secondaire dans le monde entier d'ici à 2030, dont 15 millions de nouveaux enseignants en Afrique subsaharienne. Cette situation est aggravée par de profonds déséquilibres entre les genres à différents niveaux de la profession enseignante, avec de faibles taux d'enseignants masculins dans l'éducation préscolaire et une sous-représentation des femmes dans l'enseignement supérieur et aux postes de direction des écoles. En l'absence d'éducateurs et de dirigeants diversifiés à tous les niveaux, les apprenants ne bénéficient pas de perspectives et modèles variés qui sont essentiels pour développer leur plein potentiel.

Lorsque les écoles sont dirigées par des femmes, celles-ci sont plus susceptibles d'adopter des pratiques inclusives, autonomisantes et collaboratives et, lorsque les femmes sont politiciennes, elles tendent à donner la priorité aux décisions en matière d'éducation. Cela a été confirmé dans le rapport de 2025 de l'UNESCO intitulé *Women Lead for Learning*⁴ qui présente des données mondiales sur **les nombreux obstacles qui empêchent les femmes de parvenir à une représentation égale dans les postes de direction**, notamment dans la gestion et l'administration des écoles. Le rapport indique que les obstacles sont le résultat de stéréotypes et de préjugés enracinés, conscients et inconscients, ainsi que d'autres processus institutionnels ou mécanismes de développement professionnel qui ne favorisent pas suffisamment l'évolution professionnelle des femmes.





© UNESCO/Bryan Cereijo

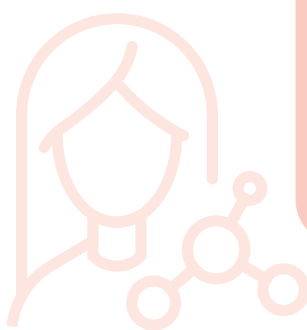
Des écolières et gardes forestières du parc national des Everglades (États-Unis), site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les normes et les stéréotypes de genre ont également des effets négatifs sur les décisions en matière d'éducation, tant pour les garçons que pour les filles.

Certaines familles gardent les filles à la maison pour qu'elles s'occupent des tâches ménagères et des autres membres de la famille, tandis que les mariages précoces et les grossesses non désirées peuvent les obliger à écourter leur parcours scolaire. Cette situation est particulièrement grave dans les situations de conflit, où le taux de mariages précoces est environ 14,4 points de pourcentage plus élevé que dans les pays où il n'y a aucun conflit en cours. Malgré des progrès au niveau mondial, en 2025, 2 % des pays limitent encore explicitement le droit à l'éducation des filles mariées, enceintes et mères, institutionnalisant ainsi l'exclusion à des moments où les jeunes femmes ont le plus besoin de soutien⁵. Pour les garçons, la pauvreté et les attentes sociales créent un piège différent, qui les pousse à travailler tôt et à sortir du système scolaire lorsque leur famille a besoin d'un revenu immédiat. La violence fondée sur le genre et le harcèlement scolaire aggravent encore cette situation, en dissuadant les filles et les garçons d'aller à l'école.

L'écart entre les genres dans l'enseignement des STIM constitue un défi important pour la représentation future sur le marché du travail.

Seulement 15 % des jeunes femmes choisissant d'étudier un domaine des STIM contre 35 % des hommes⁶. Cette disparité a des conséquences considérables : au niveau mondial, les femmes sont sous-représentées dans les emplois dans le domaine des STIM, avec une représentation tout aussi faible dans les domaines émergents, comme les données et l'intelligence artificielle (26 %), l'ingénierie (15 %) et l'informatique en nuage (12 %). La fracture numérique accentue ces difficultés, les hommes étant 189 millions de plus à utiliser Internet en 2024⁷. Cette exclusion systématique continue de limiter les opportunités individuelles et entrave le progrès social et économique, en particulier à l'heure où les carrières dans les STIM deviennent de plus en plus pertinentes et cruciales pour l'innovation et le développement durable.



Les jeunes femmes sont 8 % plus susceptibles d'être sans emploi après l'obtention de leur diplôme, atteignant 30 % dans la trentaine et la quarantaine

Doubler la représentation
des **femmes**
dans le secteur de
la **technologie** d'ici
à 2027 pourrait accroître
le PIB de **600**
milliards d'euros

La recherche révèle que les performances académiques n'expliquent pas cet écart. Une étude de l'UNESCO menée en 2024⁸ a révélé qu'à l'école primaire et secondaire, les filles obtiennent souvent d'aussi bons, voire de meilleurs, résultats en science que les garçons, mais qu'elles sont moins susceptibles

d'exprimer un intérêt à poursuivre des études dans un domaine des STIM. Plus troublant encore, dans 50 des 54 pays⁹ étudiés, les filles sont moins susceptibles d'obtenir les meilleurs résultats en mathématiques alors qu'elles affichent des performances académiques globales égales ou supérieures. Cela suggère que cette disparité découle de facteurs externes plutôt que des aptitudes.

Quels sont les obstacles si les capacités académiques n'en constituent pas un ? La réponse se trouve dans les messages sociétaux omniprésents et dans les stéréotypes de genre.

Les filles reçoivent des signaux de leurs pairs, parents, enseignants et conseillers scolaires suggérant que les domaines des STIM conviennent davantage aux garçons.

La publication de l'UNESCO intitulée *Tester l'intelligence artificielle pour le bien commun - Guide*¹⁰ (2025) révèle que les grands modèles de langage de l'IA perpétuent eux aussi ce préjugé lorsqu'on leur demande d'examiner le profil d'un homme et d'une femme pour un emploi dans un domaine des STIM. Ces préjugés sapent la confiance des filles dans leurs capacités, ce qui les amène à revoir leurs aspirations à la baisse et réduit leur engagement dans les domaines des STIM malgré leurs compétences avérées.

Parvenir à l'égalité des genres dans et par l'éducation nécessite une action coordonnée sur plusieurs fronts, notamment la mise en œuvre de pratiques d'enseignement qui promeuvent l'égalité des genres dans les écoles, la garantie d'un accès numérique équitable dans les régions mal desservies et l'élaboration de cadres éducatifs adaptés aux situations de crise qui sécurisent les opportunités d'apprentissage des filles. Le succès sera mesuré non seulement par le nombre d'inscriptions, mais aussi par la création de voies durables qui permettent à tous les étudiants de mettre leurs talents au service de la résolution des défis les plus pressants de l'humanité. C'est pourquoi l'UNESCO promeut une éducation transformatrice en matière d'égalité des genres, c'est-à-dire une éducation qui comprend, reconnaît et remet en question les causes profondes des inégalités entre les genres, notamment les normes de genre nocives et les déséquilibres de pouvoir. Si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes des écarts entre les genres dans l'éducation, les disparités risquent de s'aggraver, ce qui accentuera les inégalités économiques et limitera la capacité de la société à exploiter pleinement son potentiel intellectuel.

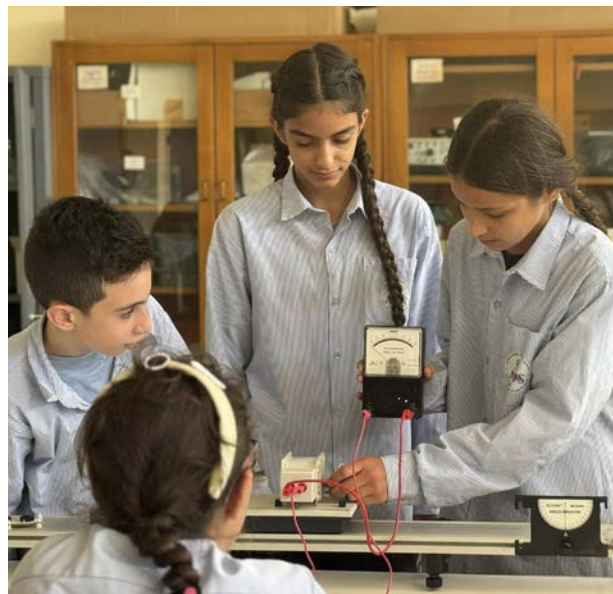
L'UNESCO APPORTE DES SOLUTIONS

L'UNESCO est l'agence des Nations Unies responsable de la coordination de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 4 – Éducation 2030.

Durant l'exercice biennal 2024-2025, conformément à sa stratégie 2019-2025 pour l'égalité des genres dans et par l'éducation, l'UNESCO a soutenu la communauté internationale de l'éducation pour :

- faire progresser la collecte de données et introduire des cadres juridiques, politiques et de planification pour garantir un accès égal à une éducation de qualité qui favorise l'égalité des genres ;
- développer les capacités d'enseignement et d'apprentissage pour autonomiser les femmes et les filles au niveau national ;
- promouvoir des programmes scolaires et des approches pédagogiques transformateurs dans le domaine du genre, avec une attention particulière portée à l'enseignement des STIM.

Une évaluation indépendante à mi-parcours commandée par l'UNESCO a révélé que cette stratégie est très pertinente et bien alignée sur les engagements internationaux et nationaux, offrant la possibilité d'une contextualisation plus forte.



© UNESCO

Plus de 2 500 élèves libanais ont participé à des expériences pratiques dans le cadre de l'initiative Green Demonstration Room de l'UNESCO, guidés par des enseignants formés à intégrer une perspective de genre et à éviter les stéréotypes de genre.

Garantir un accès égalitaire à une éducation transformatrice dans le domaine du genre et aux résultats d'apprentissage

Pour relever le défi de l'accès, l'UNESCO s'est concentrée sur l'amélioration de la collecte de données et du suivi de l'éducation et de l'apprentissage transformatrice dans le domaine du genre. Ce travail s'est également penché sur l'intersectionnalité entre le genre et d'autres facteurs de vulnérabilité, comme les conflits, les handicaps, l'isolement géographique et le statut socio-économique faible.

La Plateforme mondiale pour l'égalité des genres dans et par l'éducation, un partenariat multipartite issu du Sommet de 2022 sur la transformation de l'éducation et codirigé par l'UNESCO, a mis au point le *Tableau de bord mondial de reddition de comptes*. Le tableau de bord propose une ressource unique qui permet de **suivre les progrès réalisés par les pays par rapport à des indicateurs clés en matière d'éducation transformatrice dans le domaine du genre**. Il met également en lumière les mesures prises par les gouvernements et leurs partenaires, et fournit une base de données factuelles sur les initiatives et les bonnes pratiques de 193 pays. Depuis son lancement en novembre 2023, le tableau de bord a été consulté plus de 4 000 fois ; il fournit désormais des profils complets de plus de 750 organisations œuvrant à la promotion de l'égalité des genres dans et par l'éducation et de plus de 1 100 initiatives transformatrices mises en œuvre par les gouvernements, la société civile et les agences internationales. Le tableau de bord est hébergé sur le site web *Evidence for Gender and Education Resource* (EGER) et s'appuie sur des données rigoureuses collectées auprès de différentes sources, notamment *SonAtlas* de l'UNESCO.

Encadré 1

Renforcer l'intégration de l'égalité des genres dans le système éducatif jordanien

Dans le cadre du Partenariat pour le renforcement du système mis en place avec le ministère jordanien de l'Éducation, l'UNESCO continue de soutenir la transformation du système éducatif jordanien afin de garantir sa résilience, sa capacité à répondre aux crises et son orientation vers une gouvernance solide et une planification fondée sur des données factuelles.

Dans le cadre de ces efforts, l'UNESCO a soutenu la mise en œuvre du Plan d'action national pour l'égalité des genres 2023-2025. En 2024, une série d'ateliers de renforcement des capacités a permis de former 216 responsables de l'éducation à l'intégration de l'égalité des genres. En outre, le programme de formation accrédité *Leading Change: Integrating Equity and Equality into Leadership Skills* (Mener au changement : intégrer l'équité et l'égalité dans les compétences de leadership) a été testé auprès du personnel du ministère, dans le but d'institutionnaliser un leadership sensible au genre.

Afin d'ancrer davantage l'égalité des genres à tous les niveaux, un réseau de 73 points focaux pour l'égalité des genres (dont 49 % de femmes) a été renforcé dans les 42 directions régionales, améliorant ainsi la coordination et le suivi des pratiques sensibles au genre au niveau décentralisé.



Les femmes du marché de Yopougon (Côte d'Ivoire) célèbrent leur réussite à l'obtention du Certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE) de l'UNESCO.



© Dah, Olo Yoann Marc-olivier

L'UNESCO a publié des recherches essentielles, dont le rapport *Le prix de l'inaction* (2024),¹¹ élaboré en collaboration avec l'OCDE et le Secrétariat du Commonwealth, qui rassemble des données provenant de 140 pays et des études de cas détaillées de 20 pays. Le rapport a fait l'objet d'une couverture médiatique importante avec plus de 200 articles dans de grands journaux, comme *Le Monde*, *le Financial Times* et *Le Figaro*. Les résultats indiquent que **les filles et les garçons sont confrontés à des défis éducatifs différents qui nécessitent des interventions ciblées** : tandis que les filles sont plus à risque de ne pas être scolarisées au niveau primaire et rencontrent des obstacles plus importants pour accéder à l'éducation, les garçons sont plus susceptibles de redoubler, de ne pas progresser et de ne pas apprendre de manière efficace à l'école.

Le rapport souligne qu'une éducation transformatrice dans le domaine du genre doit s'attaquer à ces schémas différentiels en créant des environnements d'apprentissage inclusifs qui défient les préjugés et les stéréotypes de genre, tout en veillant à ce que tous les enfants aient des chances égales d'apprendre et de s'épanouir. L'UNESCO concrétise les conclusions du rapport en actions significatives au niveau national : par exemple, en juin 2025, le ministère sénégalais de l'Éducation nationale, avec le soutien de l'UNESCO et de son Institut international pour la planification de l'éducation (IIEP), a organisé un atelier national pour encourager l'appropriation des conclusions issues du rapport mondial spécifiques au Sénégal et garantir leur intégration dans les politiques publiques. Des consultations similaires ont également eu lieu au Pérou et sont prévues au Bangladesh et au Soudan.

La *Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation (WIDE)* de l'UNESCO permet de mettre en lumière les inégalités globales et ventilées par genre. Elle joue un rôle essentiel dans l'avancement du programme mondial pour l'égalité des genres dans l'éducation en fournissant une base solide fondée sur des données pour l'élaboration de politiques et le plaidoyer.

Chaque année supplémentaire d'études secondaires peut réduire le risque pour les filles de se marier pendant leur enfance et d'avoir un enfant avant l'âge de 18 ans

S'appuyant sur des données quantitatives provenant de plus de 160 pays, dont des enquêtes démographiques et de santé (DHS), des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes nationales et des évaluations internationales de l'apprentissage, *WIDE* permet des comparaisons détaillées de la participation et de la réussite scolaire selon le genre, le niveau de revenus, le lieu de résidence et l'origine ethnique. Cette approche globale permet d'identifier les disparités de genre persistantes en matière d'accès, d'achèvement et de résultats d'apprentissage. Il s'agit d'un outil essentiel pour suivre les progrès réalisés dans le cadre de l'Objectif de développement durable 4.5, qui vise à éliminer les disparités de genre dans le domaine de l'éducation. En rendant les inégalités visibles grâce à des représentations graphiques et à des données ventilées, *WIDE* permet aux gouvernements, aux chercheurs et à la société civile d'évaluer l'efficacité des interventions axées sur le genre.

Grâce à un suivi et des recherches fondés sur des données probantes, l'UNESCO et ses instituts spécialisés ont élaboré **des interventions multisectorielles et stratégiques pour relever des défis éducatifs majeurs**. Par exemple, le projet de l'UNESCO intitulé *Lever les barrières : des garçons éduqués pour l'égalité des genres*, mis en œuvre en partenariat avec Equimundo et l'Université d'East Anglia, étudie l'impact des normes de genre masculines nocives sur la motivation des garçons pour l'éducation. Ce projet identifie, à travers la recherche et la pratique, les conditions qui facilitent la mise en œuvre et l'augmentation d'échelle de stratégies qui intègrent les besoins des garçons dans les politiques, révisent les programmes scolaires et dispensent des formations pour lutter contre le décrochage scolaire des garçons et promouvoir l'égalité des genres au Cambodge, au Lesotho et au Malawi. Le projet, qui s'achèvera en mars 2027, continue de développer des approches pratiques visant à renforcer les systèmes éducatifs pour être plus transformateurs, efficaces, sûrs et inclusifs.

L'initiative *Une vie meilleure pour les filles non scolarisées* a pour but d'aider les jeunes femmes vivant aux Philippines à achever leur éducation de base grâce au développement et à la mise en place d'un système d'apprentissage alternatif non formel. En 2024, 940 enseignants (dont 520 femmes) et 800 filles et jeunes femmes ont reçu une éducation de base et ont été formés aux compétences pour la vie.

Encadré 2

Transformer des vies : l'UNESCO promeut l'égalité des filles dans l'éducation en Afrique

En 2024, l'UNESCO a mis en avant deux initiatives innovantes qui redéfinissent les opportunités éducatives pour les filles en Afrique subsaharienne dans le cadre de son *Prix pour l'éducation des filles et des femmes*.

Le programme *Promouvoir l'égalité dans les écoles en Afrique* (PEAS), en Ouganda, a mis sur pied l'initiative *Donner aux écoles les moyens de répondre aux besoins des adolescentes*. En établissant une infrastructure sensible au genre, qui donne la priorité à la santé, à la sécurité et à la dignité des filles, et en dispensant aux enseignants qui y travaillent une formation fondée sur des données probantes, PEAS a créé des environnements dans lesquels les filles des régions rurales peuvent s'épanouir. Leur approche globale comprend la formation aux compétences pour la vie et des clubs de filles, créant ainsi un écosystème favorable qui a désormais un impact sur près de 300 000 élèves chaque année en Ouganda, au Ghana et en Zambie.

La *Campagne pour l'éducation des femmes* (CAMFED) a révolutionné l'achèvement de l'enseignement secondaire en Zambie grâce à des systèmes de soutien complets. Sa stratégie en trois volets pallie les vulnérabilités par une assistance financière et sociale, facilite la transition vers un emploi valorisant et établit des partenariats avec le gouvernement en vue d'intégrer ces innovations dans la politique nationale. Depuis 2001, CAMFED Zambie a soutenu plus de 617 000 filles et jeunes femmes en créant des passerelles entre l'éducation et le leadership communautaire.

Le programme PEAS en Ouganda a remporté le Prix UNESCO 2024 pour l'éducation des filles et des femmes pour avoir créé des écoles sûres et sensibles au genre qui soutiennent les adolescentes rurales.



© UNESCO/PEAS

Cette initiative contribue non seulement à améliorer la qualité de vie des filles les plus marginalisées (notamment les filles mariées ou vivant dans la pauvreté), mais joue également un rôle majeur dans l'évolution des mentalités au sein de la communauté à l'égard de l'égalité des genres.

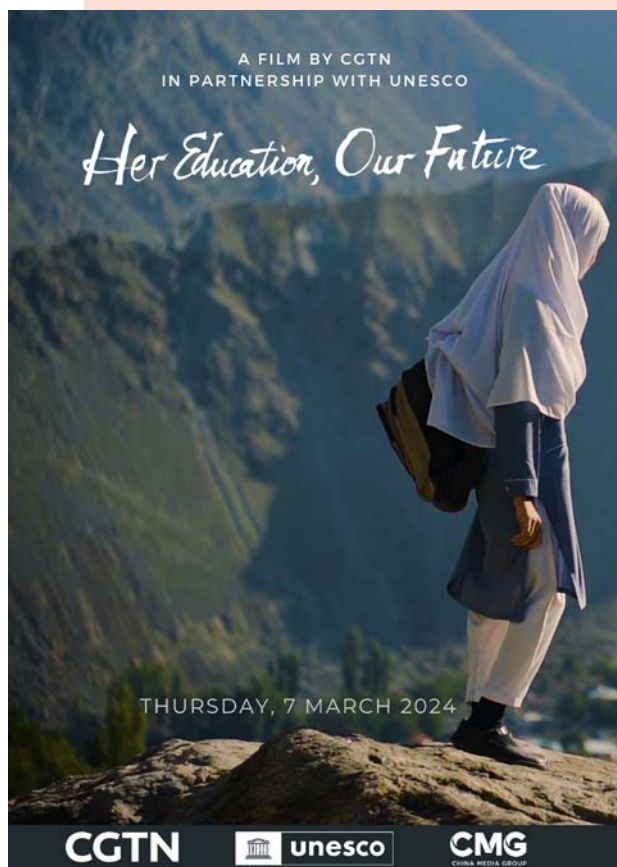
L'UNESCO a également mis en place **des initiatives mondiales et nationales en vue d'apporter un soutien direct et de sensibiliser autour de l'importance de l'accès à l'éducation pour les filles et les femmes**. Le *Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes*, financé par le gouvernement de la République populaire de Chine,

soutient les efforts de pointe déployés au niveau local pour aider les filles à poursuivre leurs études dans le domaine de leur choix. Depuis le lancement du prix en 2016, des subventions d'un montant total d'un million de dollars des États-Unis ont été octroyées. Le pouvoir transformateur de l'éducation pour les filles a été communiqué au grand public à travers la production et la diffusion d'un documentaire de 50 minutes intitulé *Son éducation, notre avenir*, qui souligne les travaux de l'UNESCO dans ce domaine. Par ailleurs, la campagne mondiale de rescolarisation de filles *#ContinuitéPédagogique : Les filles au premier plan*, lancée par l'UNESCO, a été déployée dans les communautés du Sénégal.

Encadré 3

Son éducation, notre avenir : un documentaire sur la façon dont l'éducation transforme la vie des filles au Brésil, au Pakistan et en Tanzanie

Le documentaire *Son éducation, notre avenir*, produit par le réseau chinois CGTN en partenariat avec l'UNESCO, met en avant le pouvoir transformateur de l'éducation pour les filles. Il raconte l'histoire de quatre filles venant du Brésil, du Pakistan et de Tanzanie dont la vie a changé grâce à l'éducation.



Mkasi, de Tanzanie, ainsi que Fabiana et Tainá, du Brésil, ont bénéficié de programmes de l'UNESCO qui leur ont permis d'accéder à l'éducation, d'améliorer leurs compétences pour la vie et le travail et d'élargir leurs opportunités d'apprentissage et de carrière.

Anee, du Pakistan, avait dû quitter l'école parce que ses parents n'avaient pas des moyens suffisants et que son père ne croyait pas en l'éducation des filles. Grâce au programme de l'UNESCO *Le droit des filles à l'éducation*, la famille d'Anee a bénéficié d'une aide pour surmonter les obstacles financiers et elle a été rescolarisée. Aujourd'hui, Anee rêve de devenir médecin.

Rien qu'au Pakistan, les efforts de l'UNESCO ont permis d'aider près de 60 000 filles à s'inscrire à l'école et à poursuivre leur éducation. Le documentaire souligne que l'éducation des filles n'est pas seulement une question de droits humains, mais aussi un investissement intelligent pour la prospérité globale de la société.

Le documentaire de l'UNESCO intitulé Son éducation, notre avenir suit Anee, Fabiana, Mkasi et Tainá à travers trois continents, mettant en évidence comment le soutien apporté aux filles par l'éducation transforme leur vie, leur famille et leur communauté.

“L'accès à l'éducation est la chose la plus importante... Lorsque les filles reçoivent un soutien efficace durant l'adolescence, elles ont le potentiel de changer le monde.”

Isabel Plant

Journaliste chilienne et co-fondatrice de Mujeres Bacanas

Promouvoir un enseignement et des contenus transformateurs dans le domaine du genre, ainsi que des environnements d'apprentissage sains

L'UNESCO continue d'accompagner les pays afin de faire reculer les préjugés et les stéréotypes de genre dans leurs programmes scolaires, leur matériel pédagogique et leurs environnements d'apprentissage. Durant l'exercice biennal 2024-2025, ce sont plus de 27 millions d'apprenants qui ont pu bénéficier d'une éducation de qualité et transformatrice dans le domaine du genre. L'Organisation a aussi collaboré avec 44 pays de toutes les régions pour élaborer et/ou renforcer les politiques, les cadres et les systèmes de suivi relatifs aux enseignants.

En 2024, l'UNESCO a tiré la sonnette d'alarme concernant la **pénurie mondiale d'enseignants**, une crise qui menace de priver les prochaines générations d'apprenants d'enseignants dans les salles de classe. De plus, bien que les données montrent que les enseignants, tant hommes que femmes, peuvent aider les apprenants à développer des attitudes plus saines et moins stéréotypées à l'égard du genre, la pénurie d'enseignants est aggravée par de forts déséquilibres entre les genres : bien que les femmes soient surreprésentées dans la profession, en particulier dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire, elles restent nettement sous-représentées aux postes de direction. S'appuyant sur les conclusions de son *Rapport mondial sur les enseignants* publié en 2024, l'UNESCO a lancé la campagne de plaidoyer **#TeachersMissing** avec l'Équipe spéciale sur les enseignants pour l'éducation lors de la réunion bilan du Sommet sur la transformation de l'éducation qui s'est tenu en juin 2024 au Siège de l'UNESCO. La campagne a abouti à un appel à l'action adopté durant la Réunion mondiale sur l'éducation en novembre 2024, qui réaffirme que l'éducation est un bien public mondial et enjoint les gouvernements à augmenter l'attrait de la profession enseignante, en améliorant leurs conditions et leur environnement de travail, et en s'attaquant aux obstacles liés au genre qui entravent les opportunités de carrière et la progression professionnelle des enseignants.

En travaillant avec le *Partenariat mondial pour l'éducation*, l'UNESCO vise à **résoudre cette crise en investissant dans des enseignants et un enseignement de qualité**. Une attention particulière est mise sur le renforcement des capacités des enseignants et des autres membres du personnel éducatif à reconnaître et à combattre les préjugés et stéréotypes de genre, à créer des environnements

d'apprentissage inclusifs et à mettre en œuvre des pédagogies transformatrices dans le domaine du genre. Une formation contextualisée portant sur l'intégration des considérations de genre dans la planification de l'éducation a été dispensée aux responsables et aux décideurs en matière d'éducation. D'autres activités spécifiques à chaque pays, telles que l'élaboration de manuels de formation pour les enseignants sur les pédagogies sensibles au genre et des analyses sectorielles sensibles au genre, sont venues compléter la formation et ont permis de renforcer davantage les capacités.

La mise en place d'environnements d'apprentissage sains reste une priorité pour l'UNESCO et ses partenaires, qui produisent et diffusent des guides techniques et des outils adaptés aux différents âges sur l'éducation complète à la sexualité (ECS) de qualité, notamment par le biais d'outils numériques, soutiennent la formation des enseignants et interviennent au niveau national. Le programme phare *Nos droits, nos vies, notre avenir (O3)* offre un accès à une éducation complète à la sexualité et aux services de santé sexuelle et reproductive en Afrique subsaharienne en vue de réduire les nouvelles infections par le VIH, les grossesses précoces et non désirées et les mariages d'enfants. Au Mozambique, par exemple, 116 800 étudiants, dont 56 589 filles, ont reçu une formation sur la santé et le bien-être ainsi qu'une éducation complète à la sexualité (ECS). L'examen en cours de l'intégration de l'ECS dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire vise à fournir une orientation et une protection continue aux jeunes, et particulièrement aux filles.





L'UNESCO a formé 20 responsables de l'éducation des Bahamas, du Belize, des îles Vierges britanniques, de la Guyane et de la Jamaïque à l'intégration de l'égalité des genres dans les politiques et les programmes d'éducation.

Encadré 4 Transformer l'enseignement dans les Caraïbes

Bien que des progrès importants aient été réalisés dans la région des Caraïbes en matière d'égalité des genres dans et par l'éducation, certains pays restent confrontés à des problèmes tels que des taux élevés de violence fondée sur le genre en milieu scolaire et des normes de genre nocives et persistantes qui entravent les perceptions et les aspirations des filles et des garçons, ces derniers étant davantage susceptibles d'être en décrochage scolaire et d'être laissés pour compte, en particulier dans le deuxième cycle du secondaire.

L'intégration de la dimension de genre dans les politiques éducatives, les programmes scolaires nationaux et les programmes de formation des enseignants reste un travail en cours, comme l'a montré une étude menée par l'UNESCO dans cinq pays des Caraïbes. Cette étude indique également que les priorités mondiales de l'éducation à la citoyenneté, dont l'égalité des genres, ne sont que trop peu intégrées dans les programmes scolaires et que les lacunes de connaissances parmi les enseignants autour des questions de genre sont généralisées, ce qui souligne la nécessité d'une action urgente.

Sur la base de ces résultats, un atelier de renforcement des capacités a été organisé en Jamaïque pour les éducateurs et les spécialistes des programmes scolaires en vue de déterminer comment mieux intégrer l'égalité des genres dans les méthodes d'enseignement et renforcer la sensibilisation des enseignants aux questions de genre. Il s'est attaché à donner aux enseignants les moyens de défier les stéréotypes, en vue de favoriser des environnements d'apprentissage plus inclusifs et équitables dans toute la région.

En juillet 2025, l'UNESCO a également encouragé l'éducation transformatrice dans le domaine du genre en soutenant la création d'un module régional de formation des enseignants.

Encadré 5

L'IA pour faire progresser l'éducation à la santé et au bien-être au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe

À travers le programme *Nos droits, nos vies, notre avenir* (O3), l'UNESCO soutient l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et d'outils numériques pour améliorer l'éducation à la santé et au bien-être au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. L'initiative soutien les enseignants et les apprenants en proposant une éducation complète à la sexualité inclusive et sensible au genre, en utilisant des technologies accessibles pour mobiliser les adolescents.

Le programme comprend une série d'outils numériques développés en collaboration avec les ministères de l'Éducation pour assurer leur pertinence et leur durabilité. Il s'agit notamment d'un planificateur de cours basé sur l'IA, qui permet aux enseignants de générer des plans de cours sur mesure, alignés sur les programmes nationaux et les cadres pédagogiques ; des chatbots sur WhatsApp, qui permettent aux étudiants de préparer leurs examens et d'accéder à du contenu éducatif sur la santé et la sexualité ; et d'une communauté de pratique numérique et régionale qui favorise le développement professionnel grâce à l'apprentissage entre pairs, le tutorat et le partage de ressources.

La plateforme est gratuite et croît de manière organique depuis son lancement en 2024, avec plus de 3 000 utilisateurs enregistrés à ce jour. Grâce à des technologies à faible bande passante, l'initiative donne aux enseignants et aux étudiants les outils nécessaires pour lutter contre les normes de genre nocives et promouvoir la santé et le bien-être.

Permettre aux filles et aux femmes d'accéder à l'éducation dans les domaines des stim

Les femmes représentent seulement 35 % des diplômés des STIM, un chiffre inchangé depuis 10 ans, et n'occupent qu'un quart des emplois dans les domaines des sciences, de l'ingénierie et des TIC. En 2024, en réponse aux inégalités persistantes et s'appuyant sur les preuves collectées par l'UNESCO au cours des huit dernières années, le *Rapport mondial de suivi de l'éducation : la technologie à ses conditions* a appelé à l'élaboration de programmes scolaires et de formation des enseignants sensibles au genre afin de faire reculer les stéréotypes, promouvoir l'inclusion de différentes parties prenantes dans l'élaboration des politiques en matière de technologies éducatives et investir dans des programmes qui donnent aux filles et aux jeunes femmes les moyens de poursuivre des études et des carrières dans les domaines des STIM.

Le partenariat entre l'UNESCO et Huawei a apporté son soutien aux réformes des programmes STIM dont ont bénéficié 327 éducateurs dans 13 pays d'Afrique de l'Est, renforçant ainsi leur capacité à enseigner les STIM en mettant l'accent sur l'égalité de genre. Il a également permis de réaliser des progrès dans cinq pays d'Europe du Sud-Est et de la Méditerranée pour **doter les prochaines générations de compétences en matière de STIM, avec une attention particulière sur l'autonomisation des filles et des femmes**. Alignée sur le Programme des ODD à l'horizon 2030, l'initiative a mobilisé 3 200 étudiants, 3 600 éducateurs et 243 écoles. Les projets ont favorisé l'innovation, la collaboration internationale et le partage de bonnes pratiques tout en renforçant les capacités nationales de 13 ministères et en sensibilisant 6 000 parties prenantes par des efforts de plaidoyer.

Au Tadjikistan, dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne, une analyse de genre et une révision approfondies des manuels de STIM ont été initiées, en veillant tout particulièrement à détecter les stéréotypes et les préjugés de genre. Les résultats ont servi de base à un atelier national, qui a rassemblé des professionnels de l'éducation et des experts en STIM en vue de soutenir **l'élaboration de nouveaux manuels sur les STIM sensibles au genre et basés sur les compétences**. En parallèle, des séances sur les pédagogies sensibles au genre ont été organisées pour les enseignants.

Projet de l'UNESCO sur l'égalité de genre et l'enseignement des STEM en Roumanie financé par le partenariat avec Huawei.



La sous-représentation des femmes dans les domaines des STIM est particulièrement marquée en Afrique, où elles ne constituent que 25 % des diplômés dans certains pays, d'après les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). En novembre 2024, une Conférence continentale historique sur les STIM organisée par l'UNESCO et la Commission de l'Union africaine s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) afin de **construire un écosystème des STIM transformateur pour l'Afrique**. Plus de 600 parties prenantes venues de plus de 50 pays ont échangé à propos des écosystèmes STIM inclusifs, des stratégies de financement et de l'éducation axée sur le genre, en vue de renforcer le rôle des STIM dans la réalisation de l'Agenda 2063 et des ODD. L'événement a spécifiquement appelé à des actions pour remédier aux causes profondes des écarts entre les genres, aux stéréotypes et aux préjugés, et pour favoriser un écosystème STIM inclusif et équitable. Les partenaires ont approuvé les engagements clés énoncés dans le Communiqué d'Addis-Abeba, qui se concentrent sur des domaines tels que la généralisation de l'exposition précoce aux STIM, la réforme du programme et la formation des enseignants à des méthodes sensibles au genre. Conformément au Communiqué, l'UNESCO soutient l'élaboration d'un plan d'action, la mobilisation des ressources et des initiatives de mise en œuvre au niveau national.

Au total, en 2024, l'UNESCO a accompagné 25 États membres à **promouvoir l'égalité des genres dans l'enseignement des STIM par le biais de politiques et de plans d'action**, en particulier en Afrique. Par exemple, dans le cadre du Fonds-en-dépôt UNESCO-Chine (CFIT) (2021-2025), qui vise à renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur à répondre aux besoins en compétences pour le développement national, l'accent a été mis sur la lutte contre les inégalités entre les genres dans l'enseignement des STIM en promouvant le leadership des femmes et en mettant en œuvre des politiques sensibles au genre auprès de 12 universités partenaires. De plus, L'UNESCO a soutenu la collecte de données pour le développement d'une stratégie nationale au Burundi et a fourni une aide technique et financière pour le développement d'une politique nationale en matière de STIM au Kenya. Afin d'encourager la participation des filles aux sciences, l'Organisation a également travaillé avec la Commission nationale malienne pour l'UNESCO en vue de soutenir la compétition nationale « Miss Science », qui vise à encourager les filles à s'impliquer dans le domaine des sciences. Depuis son lancement en 2018, cette compétition a connu cinq éditions qui ont impliqué les 26 académies d'enseignement du Mali avec la participation de 840 filles.

Encadré 6

#EDUCASTEM2030 au Brésil

Mené par l'UNESCO, le projet #EDUCASTEM2030 est une initiative stratégique qui vise à promouvoir l'inclusion des filles et des femmes dans l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) au Brésil. #EDUCASTEM2030 a mis en œuvre différentes activités visant à inspirer et doter les filles et les femmes des compétences, de la confiance et du soutien nécessaires pour poursuivre une carrière dans les domaines des STIM.

En mettant en lumière des femmes scientifiques et des personnalités inspirantes des domaines des STIM, le projet a touché et mobilisé plus de 8 900 étudiantes, enseignants et administrateurs d'école via différentes modalités, telles que les cours « STEM Teacher Leader » et « STEM Young leader ». Cela a donné lieu à un nouveau partenariat avec l'université de Brasília, un changement qui a permis un plus grand alignement avec les politiques éducatives nationales.

Pendant les cours, j'ai réalisé que j'avais moi aussi le droit de choisir qui je voulais être. On nous a montré plusieurs cas de femmes qui sont devenues des scientifiques... Et je veux être l'une d'entre elles, moi aussi.

*Une étudiante du programme STEM Young Leader
Maceió, Brésil*

Les retours des participantes indiquent un intérêt et une confiance accrus chez les filles pour les parcours universitaires et professionnels dans les domaines des STIM. Les résultats obtenus démontrent l'impact de cette initiative à long terme, lancée en 2022, en tant que catalyseur d'un changement systémique dans l'enseignement des STIM aux filles et aux femmes au Brésil.



*Leticia Alves, étudiante
en ingénierie du projet
#EDUCASTEM2030,
Bahia, Brésil.*

RÉSULTATS POUR 2024-2025 : DE L'ENGAGEMENT À L'IMPACT

L'UNESCO pose des jalons pour que chaque réforme politique, chaque donnée et chaque innovation dans les salles de classe convergent afin que tous les apprenants et toutes les apprenantes s'épanouissent dans des environnements éducatifs inclusifs, équitables et sûrs.

Les conclusions pour 2024-2025 montrent que les initiatives de l'UNESCO ont abouti à des résultats concrets et significatifs, réaffirmant sa position en tant que leader mondial et local de l'égalité des genres dans et par l'éducation. L'Organisation a renforcé les cadres juridiques et amélioré les systèmes éducatifs en mettant clairement l'accent sur l'égalité d'accès, de participation et de réussite pour tous les apprenants. Les mécanismes de collecte de données ont été considérablement renforcés, notamment grâce au *Tableau de bord de reddition de comptes* et à la *Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation* (WIDE) hébergée par l'UNESCO. Ces initiatives, associées aux recherches rigoureuses et publications novatrices de l'Organisation, ont révélé des inégalités de genre ainsi que les barrières spécifiques à l'apprentissage auxquelles font face les filles et les garçons et ont motivé des interventions ciblées dans le monde entier.



DONNÉES DE SUIVI DE L'UNESCO POUR 2024-2025

- **27 millions d'apprenants** (dont 13,5 millions de femmes) soutenus pour accéder à un **enseignement de qualité et transformateur dans le domaine du genre**
- **10 pays** (9 en Afrique, 1 PEID) ont amélioré leurs lois, politiques, plans et systèmes de suivi pour **faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation**
- **19 pays** (7 en Afrique) ont élargi l'accès à un **enseignement supérieur de qualité, équitable et sensible au genre**
- **27 060 523 apprenants** (dont 13 541 485 femmes) ont bénéficié d'une **formation au VIH et à la sexualité fondée sur les compétences de la vie courante**
- **89 pays** (54 en Afrique, 20 PEID) ont revu leur **système national d'enseignement des STIM** en accordant une importance particulière au genre
- **17 pays** ont avancé dans la mise en place d'un **enseignement des STIM** de qualité, équitable, inclusif et transformateur du point de vue des questions de genre, et **8 pays** (5 en Afrique) ont lancé de **nouvelles politiques et de nouveaux plans**
- **10 millions de personnes** ont été sensibilisées par les initiatives de plaidoyer sur **l'importance de l'éducation des filles**

Résultats extraits des indicateurs liés au genre du Programme et budget de l'UNESCO pour 2024-2025 et des données de projet.

**OBJECTIF
STRATÉGIQUE**

2

**ENCOURAGER
ET SOUTENIR
LES FEMMES
DANS LES SCIENCES
ET LA TECHNOLOGIE
POUR L'ACTION
ENVIRONNEMENTALE**



L'UNESCO s'efforce de promouvoir les opportunités qui permettent aux femmes et aux filles de poursuivre des carrières scientifiques, en particulier dans l'optique de protéger l'environnement. Elle met en lumière des modèles et des mentors pour les jeunes scientifiques et cherche à leur donner les moyens de mettre leurs connaissances au service de l'utilisation durable des ressources naturelles et du patrimoine. L'UNESCO défend aussi une action environnementale tenant compte du genre, en mettant l'accent sur la biodiversité, l'eau et les océans.

Œuvrer à l'édification de sociétés durables
en protégeant l'environnement par
la promotion de la science, de la technologie,
de l'innovation et du patrimoine naturel

**ENCOURAGER ET SOUTENIR LES FEMMES
DANS LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE
POUR L'ACTION ENVIRONNEMENTALE**

**LEADERSHIP
SCIENTIFIQUE**

**ÉCOSYSTÈMES
ET
BIODIVERSITÉ**

**EAU
ET OCÉANS**



Participe à la cible 5.5 des ODD

FAITS ET CHIFFRES CLÉS



D'ici à 2050, le **dérèglement climatique** pourrait faire basculer **236 millions** de **femmes** et de **filles** supplémentaires dans la **faim**

(ONU Femmes et ONU DAES, 2024)



Seuls **3,5 %** de l'aide pour le climat ont donné la priorité à l'**égalité des genres**

en 2022–2023

(OCDE, 2024)

Lors de la **COP29**

les **femmes**

représentaient seulement

1 chef d'État sur 10

(Care, 2024)



1 chercheuse sur 2

a été victime de

harcèlement sexuel

au cours de sa carrière

(UNESCO, 2024)



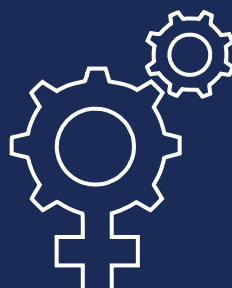
Seuls **27 %** des pays atteignent les **objectifs de genre** dans leurs plans de gestion de **l'eau**

(PNUE DHI, 2025)

Les **femmes** occupent **22 %** des **postes STIM** dans les pays du G20

14 % des **postes STIM** dans les pays de l'Union africaine

(UNESCO, 2024)



Seuls **2 %** des membres d'équipage en mer sont des **femmes** principalement dans le secteur des croisières

(UNESCO, 2024)

LA SITUATION DANS LE MONDE : LA REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES SCIENCES ET LES TECHNOLOGIES RESTE ESSENTIELLE POUR RELEVER LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX

L'intensification des crises mondiales liées au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la pollution de l'air, de la terre et de l'eau continue de perturber les systèmes naturels de notre planète à un rythme alarmant, avec des conséquences tout aussi importantes sur les femmes et les filles. Comme l'a déclaré avec force Michelle Bachelet, ancienne Présidente du Chili et Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme : « Le leadership des femmes en tant qu'agents de changement pour faire face à la crise climatique est le seul moyen de sauver la planète avant qu'il ne soit trop tard ». Ces mots prennent encore plus de force à la lumière des estimations selon lesquelles d'ici à 2050, le changement climatique pourrait faire basculer 158,3 millions de femmes et de filles supplémentaires dans la pauvreté et 236 millions dans la faim¹.

Un déséquilibre fondamental persiste au cœur de notre main-d'œuvre scientifique et technologique, et ce malgré une progression graduelle de la part de femmes chercheuses dans certaines disciplines et dans certaines régions au cours des dix dernières années. Bien que les femmes ne représentent qu'environ un tiers de la communauté scientifique internationale, la parité a été atteinte en Asie centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Des disparités persistent dans les secteurs publics et privés, les hommes continuant de dominer le secteur privé au niveau global. Cette tendance devient encore plus frappante à mesure que les femmes progressent dans leur carrière : le phénomène de déclin du nombre de femmes aux échelons les plus élevés fait qu'elles occupent à peine un dixième des postes de direction dans les STIM².

En tant que chef de file pour la Décennie de l'Océan des Nations Unies (2021-2030), l'UNESCO observe **des schémas similaires de sous-représentation, non seulement parmi les femmes chercheuses en sciences océaniques, mais aussi parmi les femmes travaillant dans toutes les professions liées à l'océan** : elles représentent 38 % des chercheuses en sciences océaniques et 37 % de tous les professionnels des sciences océaniques. En outre, les femmes occupent souvent des postes moins stables dans le tourisme côtier et maritime et dans la pêche, ce qui limite leur influence malgré leur intérêt direct pour la santé et la durabilité des océans. Les rôles de genre et

les systèmes de connaissances liés à la biodiversité au sein des communautés, et en particulier chez les femmes autochtones, représentent également une ressource inexploitée. Face au réchauffement, à l'acidification, à la pollution des océans, à la hausse du niveau de la mer et à la surpêche, il est essentiel de combler les écarts entre les genres, de comprendre les impacts pour chaque genre et de tenir compte des interactions quotidiennes des femmes avec l'océan pour développer des politiques et des solutions efficaces et équitables.

Malgré la **pertinence croissante des questions de genre dans la gouvernance et la gestion des ressources en eau**, les données de l'UNESCO révèlent que les femmes constituent moins de 17 % de la main-d'œuvre totale rémunérée³, tandis qu'elles sont encore moins nombreuses à occuper des fonctions décisionnelles ou des postes scientifiques clés. Par exemple, dans les 21 principales revues d'hydrologie, les femmes occupent en moyenne 18 % des sièges des comités de rédaction⁴.

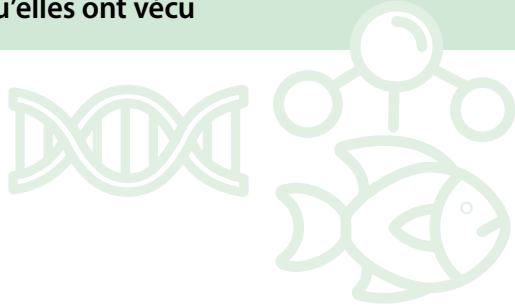
Les femmes restent largement sous-représentées dans le leadership et le financement du climat mondial.

Parmi les 78 chefs d'État qui ont participé à la COP29, à peine plus de 10 % étaient des femmes⁵, soit une légère hausse par rapport à la COP27 (6 %). En termes de financement, en 2022-2023, seuls 3,5 % de l'ensemble de l'aide publique au développement en faveur de l'action pour le climat incluaient l'égalité des genres comme objectif principal⁶.



Dans **86 %**
des pays où les données
sont disponibles, les
femmes représentent
moins de **45 %**
des chercheurs
du secteur privé

78% des femmes interrogées ont été victimes de **harcèlement sexuel** sur le lieu de travail ou dans l'environnement d'apprentissage lié aux **sciences de la mer** et **39%** n'ont pas signalé les incidents qu'elles ont vécu



Briser le cycle de l'exclusion ne constitue qu'une première étape, car **les femmes scientifiques continuent d'être confrontées à la discrimination et à la violence fondée sur le genre**. En 2024, une chercheuse scientifique sur deux déclarait avoir été victime de harcèlement sexuel au cours de sa carrière⁷.

D'après la publication de l'UNESCO de 2024 *The Safety of Scientific Researchers* (La sécurité des chercheurs scientifiques), « les attaques, le harcèlement ou la violence à l'encontre des femmes peuvent affecter leurs performances et leur productivité, voire les conduire à abandonner complètement leurs activités de recherche »⁸. Plus qu'un échec de l'égalité, cette disparité persistante constitue une limitation critique au progrès scientifique, freine le développement durable et sape les efforts visant à construire des sociétés pacifiques et durables.

Pour progresser, il faudra tirer parti de la diversité des expériences et des parcours des femmes, en particulier des femmes autochtones dont les connaissances et les pratiques écologiques traditionnelles offrent des perspectives prometteuses lorsqu'elles sont combinées à des approches technologiques contemporaines. Le déséquilibre des genres dans le domaine des sciences n'est pas seulement une question de femmes, mais une limitation fondamentale à la capacité de l'humanité à innover et à répondre de manière efficace à nos défis mondiaux les plus pressants.

Lauréates du 27^{ème} Prix international L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science – Prof. Maria Teresa Dova, Prof. Barbara Finlayson-Pitts, Prof. Priscilla Baker et Prof. Claudia Felser – avec Jean-Paul Agon, Président de la Fondation L'Oréal.

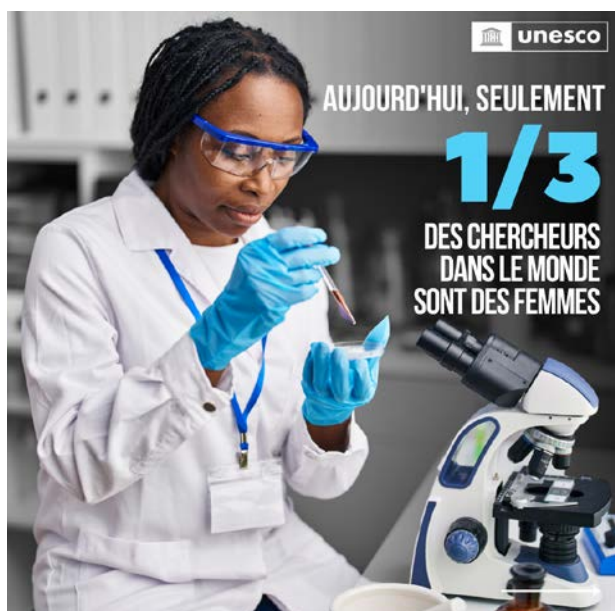


L'UNESCO APPORTE DES SOLUTIONS

L'UNESCO joue un rôle stratégique en catalysant le dialogue, en renforçant les capacités et en amplifiant les voix des femmes scientifiques et des actrices du changement environnemental afin de promouvoir une science ouverte et inclusive, par et pour toutes et tous. En favorisant le leadership des femmes et en élargissant la présence des femmes dans les domaines scientifiques, l'UNESCO œuvre à la réalisation de l'égalité des genres dans les sciences et les technologies, tout en encourageant les réponses environnementales innovantes en vue de faire face aux menaces globales grandissantes. Les principaux domaines d'action sont les suivants :

- Faire progresser les carrières des femmes pour qu'elles occupent des postes de direction et des fonctions décisionnelles dans les domaines scientifiques ;
- Veiller à ce que les femmes et les filles soient en première ligne des actions engagées pour préserver les écosystèmes et protéger la biodiversité ;
- Comblent les inégalités de genre dans les domaines des sciences hydrologiques et océaniques.

En 2024-2025, l'engagement de l'UNESCO à lutter contre les stéréotypes qui entravent la représentation des femmes dans les rôles scientifiques et technologiques et l'évolution de leur carrière a donné d'importants résultats. En témoignent les nouvelles connaissances et les lignes directrices mondiales visant à orienter la transformation des politiques, tout comme le renforcement des programmes et des partenariats stratégiques innovants avec un impact sur le terrain.



Faire progresser les carrières et le leadership des femmes dans les sciences

Le lancement en 2024 de l'**Appel à l'action de l'UNESCO Comblent l'écart entre les genres en science constitue une étape cruciale pour combler les écarts persistants entre les genres dans les domaines scientifiques**. S'appuyant sur différentes parties prenantes, des organismes internationaux aux universités, en passant par les secteurs public et privé, cet appel à l'action identifie les principaux défis et formule des recommandations visant à s'attaquer aux causes profondes des inégalités de genre dans les sciences.

Il fournit une approche globale et holistique reposant sur trois piliers : démanteler les stéréotypes et les préjugés de genre dans les sciences en mettant davantage en lumière les modèles féminins ; ouvrir des voies d'accès pour les filles à l'éducation dans le domaine des sciences grâce à des stratégies et des initiatives éducatives inspirantes et innovantes ; et modifier les environnements de travail pour attirer, retenir et faire progresser les femmes scientifiques grâce à des politiques et des actions qui promeuvent l'inclusion, la diversité et l'équité. En outre, l'UNESCO a lancé en 2024 l'Appel à l'action sur *La liberté et la sécurité des scientifiques* afin que les États membres reconnaissent **les défis et les vulnérabilités spécifiques en matière de sécurité et de santé auxquels sont confrontées les femmes scientifiques** et surmontent les obstacles qui entravent leur progression de carrière.

Au cours de sa première année, l'appel à l'action *Comblent l'écart entre les genres en sciences* a rassemblé une communauté solide et croissante d'experts en matière de genre et de science du monde entier. Il a déclenché un dialogue mondial par le biais de ses trois Groupes d'action pour les femmes dans les sciences, qui correspondent chacun à un pilier de l'Appel à l'action, ainsi que par le biais du groupe LinkedIn « UNESCO – Promouvoir l'égalité des genres dans les sciences ».

L'Appel à l'action a abouti à la **campagne mondiale Imaginez un monde avec plus de femmes en science** #ToutesLesVoixEnScience à l'occasion de la Journée internationale 2025 des femmes et des filles dans les sciences. La campagne invite le monde entier à réfléchir à la question suivante : qu'est-ce que cela changerait si davantage de femmes étaient impliquées dans les sciences ? En seulement deux semaines, près de 900 publications ont été partagées par les membres de ce réseau, touchant environ 26 millions de personnes sur les réseaux sociaux.

« La montagne vous met au défi, mais elle ne fait jamais de discrimination. »
Lita Gonzáles, membre des Cholitas alpinistes, lors de l'événement « Higher than Fear » (Plus haut que la peur), au siège de l'UNESCO, en 2025.



© Todd Antony

En parallèle à cette campagne, une nouvelle plate-forme numérique a été lancée en 2025 (*UNESCO Inclusive and Open Science Hub*) en vue de diffuser les bonnes pratiques des parties prenantes et de favoriser le partage des connaissances afin de créer des écosystèmes scientifiques plus sensibles au genre. En outre, l'UNESCO a poursuivi ses efforts visant à produire **de nouvelles données et connaissances pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les écarts persistants entre les genres** et plaider en faveur de réformes politiques fondées sur des données probantes. À cet égard, la note d'orientation *Changer l'équation : Pérenniser l'avenir des femmes dans les STIM*, publiée en 2024 pour le Groupe de travail du G20 sur l'autonomisation des femmes, fournit une analyse complète des obstacles auxquels les femmes sont confrontées (tels que les écarts de rémunération, les possibilités d'avancement limitées et la discrimination sur le lieu de travail) et de l'efficacité des interventions ciblées dans les pays du G20. Ses recommandations, qui portent notamment sur la promotion d'environnements inclusifs, le soutien aux programmes de mentorat et la fixation d'objectifs en matière de genre, encouragent les gouvernements, les institutions et les organisations à mettre en place des stratégies qui renforcent les aspirations des femmes, leur maintien et leur avancement dans les domaines des STIM.

D'importants progrès ont été réalisés au cours de cet exercice biennal afin d'**intégrer l'égalité des genres dans les cadres politiques scientifiques**. L'UNESCO a notamment mis en œuvre jusqu'à 10 initiatives de renforcement des capacités sur les stratégies transformatrices en matière de genre dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation (STI) et a activement accompagné six pays dans l'élaboration de

politiques STI inclusives qui s'attaquent aux inégalités systémiques entre les genres. De plus, 91 pays disposent désormais de données ventilées par sexe sur la recherche et le développement en matière de STI, mises à disposition dans la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO en vue de favoriser l'élaboration de politiques éclairées. Au niveau global, en 2024, les *Recommandations du G20 pour la diversité, l'équité, l'inclusion et l'accessibilité dans les sciences, la technologie et l'innovation* ont renforcé les engagements en faveur de la science ouverte et de l'égalité des genres. Elles appellent explicitement à la mise en œuvre de l'Appel à l'action de l'UNESCO *Comblar l'écart entre les genres en science*. Ces efforts contribuent à renforcer les cadres institutionnels qui soutiennent la participation et le leadership des femmes dans le domaine des sciences.

Au niveau opérationnel, l'UNESCO a offert des **possibilités de formation, de recherche et de mise en réseau aux femmes scientifiques à différentes étapes de leur carrière**, notamment celles issues des pays du Sud. Depuis plus de trente ans, l'Organisation des femmes scientifiques du monde en développement (OWSD) constitue une pierre angulaire de la stratégie de l'UNESCO pour faire progresser les carrières des femmes dans les domaines des sciences et de la technologie. En 2024, des *Bourses de début de carrière de l'OWSD* ont été proposées à 15 femmes scientifiques, chacune ayant reçu jusqu'à 50 000 dollars des États-Unis pour mener des projets de recherche et créer des groupes de recherche dans 13 pays en développement. Les bénéficiaires de 2024 sont engagées dans un large éventail d'initiatives, de la mise au point d'antivenins pour les morsures de serpent au Népal à la sauvegarde des forêts de chênes au Guatemala en passant par l'utilisation de l'intelligence artificielle pour évaluer les vulnérabilités des structures de santé et d'énergie de la Tanzanie.



Le programme Pour les Femmes et la Science a eu un impact très positif sur ma carrière en renforçant ma crédibilité et mon assurance au sein de la communauté scientifique. Il a également validé l'importance et l'impact de mes recherches et m'a permis de prétendre à d'autres bourses de recherche de différents organismes de financement. Depuis que j'ai reçu le prix Pour les femmes et la science, je suis très fière d'avoir été la pionnière d'un laboratoire d'IA et de robotique à l'université de Lagos.

Dr. Chika Ogochukwu Yinka Banjo

Lauréate du prix Jeunes Talents L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science pour l'Afrique subsaharienne en 2013, à propos de l'impact du prix sur sa carrière

Outre l'aide financière, les lauréates ont bénéficié d'un atelier d'orientation combinant une formation pratique à la gestion des subventions et des sessions sur des sujets plus larges, comme la communication ou la diplomatie scientifique, pour les aider à se développer dans le laboratoire et en dehors.

Les Prix annuels OWSD-Fondation Elsevier pour les femmes scientifiques en début de carrière dans les pays en développement constituent une autre opportunité de récompenser et d'encourager les femmes d'exception titulaires d'un doctorat dans un domaine des STIM. En 2024-2025, dix femmes scientifiques ont reçu ce prix.

Mettre en valeur les profils de femmes scientifiques émergentes et d'exception permet de mettre les projecteurs non seulement sur elles, mais aussi sur leurs recherches et innovations tout en présentant des modèles inspirants pour les plus jeunes. Depuis plus de 27 ans, le programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science a soutenu plus de 4 700 femmes scientifiques, dont sept qui ont reçu le prix Nobel. Les éditions 2024 et 2025 des prix internationaux ont récompensé des femmes exceptionnelles dans les sciences de la vie (2024) et les sciences physiques, les mathématiques et l'informatique (2025). Chacune des lauréates, sélectionnées parmi plus de 450 candidates à chaque édition, a reçu 100 000 euros.

Encadré 1

Faire tomber les barrières dans les domaines des STIM en Europe du Sud-Est et en Méditerranée

Bien qu'elles ne représentent que 35 % des diplômés dans le monde⁹, les femmes continuent d'être confrontées à des obstacles persistants dans les domaines des STIM. À l'occasion de la Journée internationale des femmes et des filles dans les sciences, l'UNESCO a réuni quatre femmes scientifiques pionnières, Chiara Biscarini, Erika Kereskényi, Florentina Neatu et Thomais Vlachogianni, afin qu'elles partagent leur parcours transformateur face à différents obstacles liés aux stéréotypes de genre profondément ancrés et l'impact de ces derniers sur les pratiques d'embauche et les promotions.

Leurs témoignages soulignent une vérité essentielle : faire progresser l'égalité des genres dans les domaines des STIM requiert un effort collectif. En partageant leur histoire, elles inspirent la prochaine génération à faire tomber les barrières et renforcent la confiance des femmes au sein de la communauté scientifique.

Dre Thomais Vlachogianni, chimiste environnementaliste et écotoxicologue, travaillant sur le terrain.



© Thomais Vlachogianni

En apportant un soutien financier et une visibilité mondiale, le programme fait non seulement tomber les barrières pour les scientifiques, mais inspire également les générations futures à poursuivre une carrière dans les domaines des STIM.

Les programmes *Jeunes Talents L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science* suivent une approche similaire en **fournissant une aide financière essentielle et des opportunités de développement professionnel à un moment charnière du développement de carrière**. Les 50 programmes nationaux et régionaux ont élargi leur portée pour soutenir les scientifiques émergentes dans plus de 140 pays et territoires. En 2024, le programme *Jeunes Talents pour l'Afrique subsaharienne* a récompensé Happiness Ngonyani (Tanzanie) pour son travail innovant visant à garantir un accès égal et durable à l'eau pour les acteurs des bassins fluviaux en Tanzanie et au Kenya. Dans les Caraïbes, deux scientifiques, la docteure Savanna Lloyd et la doctorante Gillian A. Rowe, ont été récompensées pour leurs accomplissements en physique et en sciences agricoles, respectivement.

La collaboration fructueuse avec la Fondation L'Oréal devrait s'intensifier à l'avenir avec le déploiement mondial du programme *Pour les filles et la science*. L'initiative vise à déconstruire les stéréotypes de genre associés à la science et à inspirer les jeunes filles à faire partie d'un réseau de femmes scientifiques inspirantes servant de modèles. D'ici à 2030, le programme devrait toucher près de 5 millions d'apprenantes et leurs enseignants dans plus de 10 000 écoles associées de l'UNESCO à travers le monde, ce qui constituera une nouvelle étape importante dans la construction de la prochaine génération de scientifiques.

Un autre moyen de soutenir les carrières scientifiques des femmes est de les aider à construire des réseaux de soutien robustes. C'est pourquoi l'UNESCO a créé **des plates-formes pour que les femmes scientifiques puissent partager leur expertise et influencer sur le discours scientifique**. En 2025, le 10^e anniversaire de la Journée internationale des femmes et des filles dans les sciences a été marqué par l'événement À la découverte des carrières STIM : *la voix des femmes en science*, qui a mis en avant les nombreuses opportunités qu'une formation dans les domaines des STIM peut offrir et a souligné l'importance de la diversité et de l'inclusion dans les sciences. À cette occasion, un nouveau partenariat a été lancé avec la Radio-Télévision Belge Francophone (RTBF). Ensemble, l'UNESCO et la RTBF développent une initiative de tutorat pour les femmes de science, conçu pour aider les femmes scientifiques à gagner en confiance et en visibilité dans les médias, et promouvoir une communication scientifique plus inclusive.

Encadré 2

La plateforme Femmes arabes en science

Les femmes scientifiques de la région arabe continuent d'être sous-représentées aux postes de direction et se heurtent à plusieurs obstacles structurels. En réponse à cette situation, l'UNESCO s'est associée à l'Académie arabe des sciences, des technologies et du transport maritime (AASTMT) pour lancer une nouvelle plateforme dédiée aux femmes arabes dans le domaine scientifique.

Cette plateforme est le fruit de deux années de consultations auprès de 169 femmes scientifiques de toute la région, comprenant des entretiens, des enquêtes et des sessions thématiques couvrant quatre générations. Elle offre aux femmes scientifiques un espace dédié pour se rencontrer, accéder à des mentors potentiels, à des possibilités de coaching et de formation, et lutter collectivement contre les préjugés sexistes dans le domaine scientifique.

Avec une communauté qui compte désormais 240 femmes scientifiques arabes et un réseau de 21 chercheurs ayant co-conçu la plateforme, celle-ci sert à renforcer le leadership et le mentorat des femmes dans le domaine scientifique et promeut des politiques sensibles au genre.



Les participantes à la plateforme de l'UNESCO Les femmes arabes dans la science prennent part à l'événement « Tester la plateforme : sessions de consultation avec les praticiennes » au Caire.

Veiller à ce que les femmes et les filles soient en première ligne des actions engagées pour préserver les écosystèmes et protéger la biodiversité

Les programmes de l'UNESCO reconnaissent et renforcent de plus en plus le rôle des femmes en tant qu'acteurs clés de la conservation de la biodiversité et de la gestion des écosystèmes. L'approche de l'UNESCO comprend le renforcement de la résilience des femmes face aux impacts climatiques, la reconnaissance de leur rôle en tant qu'agents du changement environnemental et l'intégration des connaissances des femmes autochtones dans les systèmes de gestion des écosystèmes. Ces stratégies ont permis d'obtenir des résultats significatifs dans l'ensemble des programmes et sites désignés par l'UNESCO en 2024-2025.

Les réserves de biosphère et les sites naturels de l'UNESCO sont devenus des laboratoires dynamiques du leadership des femmes dans la gestion environnementale, où des solutions innovantes aux défis écologiques émergent d'initiatives menées par des femmes. Deux des programmes phares de l'UNESCO, le *Programme sur l'Homme et la biosphère* (MAB) et le *Programme sur les Systèmes de savoirs locaux et autochtones* (LINKS), jouent un rôle déterminant dans la reconnaissance et l'intégration des contributions uniques des femmes, en particulier de celles issues des communautés autochtones, à la restauration des écosystèmes et à la protection de la biodiversité. En 2024, 120 pays ont pu mettre en œuvre des programmes de recherche scientifique sur la durabilité dans des réserves de biosphère et des sites naturels. Plus de 2 600 personnes ont participé à ces programmes, les femmes représentant 43 % du total. Au Chili par exemple, le Réseau des jeunes pour les réserves de biosphère a créé une plateforme dynamique sur laquelle les jeunes femmes environnementalistes peuvent participer à la planification et à la mise en œuvre de la conservation. À Madagascar, le projet *Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles pour le développement communautaire intégré dans les parcs nationaux* (BIOCOM) a soutenu les femmes dans leur parcours de participantes à responsables de la gouvernance environnementale. Grâce à un renforcement global des capacités, les femmes ont acquis des compétences en gestion durable des ressources et occupent à présent des postes directionnels dans les structures locales de prise de décision en matière d'environnement. Le programme *Des Femmes pour les Abeilles*, élaboré en collaboration avec Guerlain, forme les femmes à l'apiculture et à la conservation de la biodiversité tout en favorisant des moyens de subsistance durables.

En 2025, le programme a été étendu à la Réserve de biosphère de Xishuangbanna, en Chine, où 45 femmes ont entamé une formation de 9 mois pour acquérir des techniques d'apiculture durables et ont reçu une aide pour le conditionnement et la vente de leur miel, montrant ainsi comment la conservation de l'environnement peut simultanément faire progresser l'autonomie économique des femmes.

La reconnaissance par l'UNESCO du fait que **les femmes autochtones possèdent un savoir écologique inestimable et essentiel au développement durable** a donné naissance à des programmes transformateurs aux quatre coins du monde. En 2024, 21 évaluations scientifiques tenant compte du genre ont été menées et 6 réseaux mondiaux ont été accompagnés pour faciliter la transmission des savoirs locaux et autochtones des femmes. Le projet *Amazonia, Educación y Desarrollo Sostenible* (Amazonie, éducation et développement durable) témoigne de cette approche. En produisant des ressources qui traitent à la fois de la violence fondée sur le genre et de la gestion environnementale, le projet démontre l'engagement de l'UNESCO en faveur d'une durabilité globale qui englobe à la fois des dimensions environnementales et sociales. Financé par LVMH, le projet *Amazonie* a également intégré des considérations de genre dans son cadre principal, une condition préalable essentielle pour réduire la perte de biodiversité dans le bassin amazonien.

Les efforts visant à **favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de femmes environnementalistes** portent leurs fruits. Le mécanisme de subvention pilote *Because Youth Matter* (Parce que les jeunes comptent) de l'UNESCO et Nestlé a été lancé en 2023 afin de fournir aux jeunes les ressources et les compétences nécessaires pour développer des solutions environnementales innovantes. Sur plus de 900 candidatures, 20 projets ayant le plus fort impact social ont été sélectionnés. Ensemble, ces projets ont amélioré la vie de plus de 130 000 membres de la communauté. Des jeunes femmes ont mené des projets innovants, tels que l'initiative d'Ángeles Marcial Mejía *Earth-IoT: Conectando el campo* (Connecter la campagne), qui utilise la technologie pour soutenir l'agriculture durable dans les communautés rurales du Mexique. De même, l'initiative *Greener Future* (Un avenir plus vert) d'Aisha Al Maadeed (Qatar) est passée de la lutte contre la pollution plastique à la promotion d'une gestion globale de l'environnement.



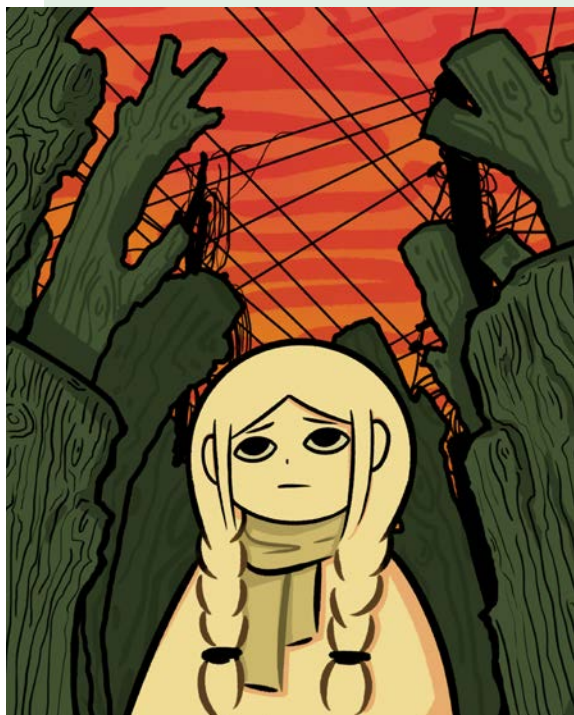
Encadré 3

Une éducation au changement climatique sensible au genre en Asie centrale

En Asie centrale, l'UNESCO a permis aux jeunes femmes de visualiser l'intersectionnalité du genre et du changement climatique à travers l'art. Dans le cadre d'une collaboration plus vaste avec CAPS Unlock, l'initiative a inspiré 800 jeunes âgées de 7 à 20 ans du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et d'Ouzbékistan à participer à un concours de dessin.

20 finalistes ont été sélectionnées parmi les 1 040 œuvres soumises pour créer un manuel pédagogique conçu pour aider les éducateurs à sensibiliser aux dimensions de genre et au changement climatique. Ce manuel souligne l'intersectionnalité du genre et de la vulnérabilité climatique, offrant des approches pratiques pour amener les enfants et les jeunes à réfléchir.

En septembre 2025, l'UNESCO a exposé ces œuvres à Almaty afin de mieux faire entendre les messages urgents des jeunes femmes de la région sur les conséquences du changement climatique en fonction du genre. L'exposition a également permis de sensibiliser à l'importance d'intégrer les perspectives des femmes et des filles dans l'éducation au changement climatique.



“ Apprendre à utiliser judicieusement des ressources limitées, s'adapter aux transformations environnementales et s'interroger sur les limites de ce qu'une femme peut faire seule sera mon défi quotidien et celui de toute notre génération.

Tamara Klink

Rapport sur son voyage dans l'Arctique

Les barrières traditionnelles au travail de terrain dans le domaine de l'environnement s'effondrent à mesure que les femmes revendiquent la place qui leur revient dans des domaines scientifiques exigeants. Au Kazakhstan, le programme *Adventure of Science* (L'aventure de la science) a brisé le mythe selon lequel le travail de terrain en glaciologie est « trop difficile » pour les femmes. Le programme a permis d'accroître la participation de femmes de tous les pays d'Asie centrale dans ce domaine, beaucoup d'entre elles accédant à des postes d'éducatrices et inspirant la prochaine génération de femmes scientifiques. Dans ce même esprit, l'expédition de Tamara Klink dans l'Arctique, avec le soutien de l'UNESCO, illustre la manière dont les actions individuelles peuvent sensibiliser le monde au changement climatique tout en brisant les stéréotypes de genre. En amplifiant les voix des jeunes femmes dans la défense de l'environnement, l'UNESCO met en avant leurs puissantes contributions à la sensibilisation à la crise climatique.

En **reconnaissant les femmes non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi en tant que leaders, innovatrices et détentrices de savoirs**, l'UNESCO a créé des passerelles pour une gestion de l'environnement plus efficace et durable. Les initiatives décrites ici sont plus que des programmes, elles représentent un changement fondamental dans la conception de qui mène l'action environnementale et dans la manière dont la diversité des perspectives renforce les résultats en matière de conservation.

En effet, les répercussions du leadership environnemental des femmes vont des initiatives communautaires à l'influence politique internationale et sont alignées sur la stratégie de l'UNESCO visant à renforcer les capacités des États membres à accroître la résilience et à relever les défis auxquels les femmes et les filles sont confrontées en matière de risques naturels et de changement climatique.

Une des 20 œuvres finalistes sélectionnées parmi 1 040 candidatures, créée par Danel Duisekova, illustrant l'intersection entre le genre et le changement climatique.

En 2024, 20 pays ont progressé dans l'application de la méthodologie de l'UNESCO pour le renforcement de la résilience. Une aide importante a également été fournie aux PEID, dix d'entre eux ayant été renforcés par des initiatives sensibles au genre visant à accroître la résilience dans des domaines tels que la conservation et la restauration des écosystèmes et de la biodiversité, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe ou la gouvernance et la gestion de l'eau.

Encadré 4 Un appel pour les femmes dans la science, pas dans le silence

À l'occasion de la Journée internationale des femmes dans le multilatéralisme 2024, l'UNESCO a réuni des dirigeants, des experts et des activistes du monde entier pour s'assurer que l'égalité des genres soit au centre des réponses multilatérales aux crises climatiques. Ce dialogue mondial a débouché sur un Appel à l'action visant à faire progresser l'agenda multilatéral pour l'égalité des genres et la justice climatique.

Les recommandations portent sur le renforcement du leadership féminin, l'augmentation des investissements dans les actions climatiques sensibles au genre, la réduction des écarts entre les genres dans les sciences et l'optimisation de la participation et de l'influence des femmes, y compris des femmes autochtones, dans la gestion, la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Les résultats de cet Appel à l'action ont ensuite été intégrés à des événements mondiaux majeurs, comme les Conférences de la Décennie de l'Océan des Nations Unies (2024, 2025), la Conférence mondiale sur la liberté de la presse (mai 2024), le Sommet des Nations Unies pour l'avenir (septembre 2024) et le Forum mondial de la science.

Intervenants du Dialogue mondial de l'UNESCO « L'égalité des genres pour résoudre l'urgence climatique » réunis à l'occasion de la Journée internationale des femmes dans le multilatéralisme 2024.



Comblant les inégalités de genre dans les domaines des sciences hydrologiques et océaniques

L'UNESCO a réalisé des avancées dans la promotion de l'égalité des genres dans les domaines des sciences hydrologiques et océaniques, reconnaissant que la participation des femmes est essentielle pour une gestion des ressources en eau et une conservation des océans efficaces. En 2024-2025, les initiatives se sont concentrées sur la production de nouvelles données et connaissances dans ces domaines émergents, en créant des environnements favorables à la participation des femmes, en renforçant les compétences techniques et en influant sur les cadres politiques.

L'UNESCO a accompagné les États membres dans **l'avancement de l'égalité des genres dans l'éducation autour l'eau, à tous les niveaux**, tout en formant également les professionnels de l'eau afin qu'ils acquièrent les compétences nécessaires pour relever les défis complexes liés à l'eau qui ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles. Au cours de la période 2024-2025, un total de 100 000 professionnels de l'eau, dont 40 % de femmes, ont été formés. En Argentine, par exemple, des programmes de formation sur la gestion de l'eau et l'égalité des genres ont doté les professionnels de l'eau d'outils pour remédier aux disparités entre les genres en matière d'accès aux ressources en eau et de contrôle de celles-ci. En outre, 8 pays d'Afrique ont mis en œuvre les conclusions et recommandations du *Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau* pour une gestion inclusive de l'eau.

Le 10^e Forum mondial de l'eau a marqué une étape importante concernant le rôle de l'UNESCO dans la promotion d'approches intégrant la dimension de genre à la gestion et à la gouvernance de l'eau avec le lancement de la **Coalition multipartite pour l'égalité des genres dans le secteur de l'eau**. Cette coalition est hébergée sur une plateforme numérique et sert de pôle à une communauté de pratique. Elle a été conçue pour favoriser l'échange de savoirs et pour renforcer la collaboration sur les initiatives relatives à l'eau et au genre. Avec la Coalition multipartite de près de 190 membres, dont 28 États membres, le *Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau* de l'UNESCO a eu une portée significative en contribuant aux engagements mondiaux relatifs à l'ODD 5 sur l'égalité des genres et à l'ODD 6 sur l'eau propre et l'assainissement. Ces efforts ont permis de renforcer les capacités des pays cibles à intégrer des actions en faveur de l'égalité des genres dans la gouvernance de l'eau grâce à des guides et des méthodologies pour la collecte de données ventilées par sexe, la publication d'études régionales et de documents d'orientation.

Tout au long de la période 2024-2025, un total de 19 pays ont intégré avec succès des indicateurs sensibles au genre dans leurs systèmes de gestion et de gouvernance de l'eau.

L'UNESCO a également réalisé des **avancées notables en faisant progresser la participation des femmes dans la gouvernance et les sciences océaniques.**

Pour permettre ces progrès, la stratégie de l'UNESCO s'est concentrée sur le plaidoyer, en amplifiant la visibilité des modèles féminins et en éliminant les barrières systémiques à leur participation à la recherche, au leadership et aux prises de décision. Le *Dialogue pour établir des ponts entre l'égalité des genres intersectionnelle et les sciences océaniques*, lors de la Conférence de la Décennie de l'Océan des Nations Unies à Barcelone (2024), a constitué une occasion unique de souligner l'importance d'intégrer la dimension de genre dans la gouvernance et les sciences océaniques dans les actions menées au titre de la Décennie. Le travail réalisé par l'UNESCO avec Maya Gabeira, surfeuse professionnelle de vagues géantes, constitue un autre exemple frappant. En tant que championne de l'UNESCO pour l'océan et la jeunesse, elle participe activement à la promotion du plaidoyer de l'UNESCO sur les questions de durabilité des océans. Dans son livre illustré publié en 2024, elle retrace ce que l'océan lui a appris et son engagement contre la pollution plastique et la destruction des coraux, inspirant ainsi les jeunes femmes à s'impliquer dans la conservation des océans. D'autre part, des mesures importantes ont été prises par la Sous-Commission de la Commission océanographique intergouvernementale pour le Pacifique occidental (COI/WESTPAC), qui a mis en œuvre des actions concrètes pour accroître la participation des femmes dans ses processus de gouvernance.

J'espère inspirer les gens en leur rappelant à quel point il a été difficile d'ouvrir la voie aux femmes dans mon sport et à quel point j'étais une grande rêveuse. Mais j'ai pu croire en moi, et cela a rendu les choses possibles. Je pense que c'est notre pouvoir. Ne l'oublions jamais.

Maya Gabeira

Championne de l'UNESCO pour l'océan et la jeunesse

Ces actions incluent le fait d'encourager les États membres de l'UNESCO à donner la priorité aux candidatures de femmes dans les délégations nationales aux sessions intergouvernementales biennales et dans les nominations aux groupes d'experts internationaux. Les femmes qui participent aux activités de la COI/WESTPAC bénéficient désormais d'un soutien financier prioritaire, ce qui élimine un obstacle important à leur participation.

Sur le terrain, des initiatives innovantes ont exploré les liens entre la lutte contre les effets de la crise climatique dans les zones marines et la promotion de l'égalité des genres. En Équateur, par exemple, l'UNESCO renforce la résilience des écosystèmes de mangroves tout en encourageant le leadership des femmes dans les communautés de pêcheurs locales afin de parvenir à la durabilité environnementale, à la sécurité économique et à la sécurité des espaces communautaires. 91 femmes et 83 hommes ont bénéficié d'une formation sur le climat et les écosystèmes, de laboratoires de leadership et de modules sur la sécurité.



Tamara Klink, éclaireuse UNESCO Green Citizens, partage son voyage hivernal dans l'Arctique dans une série d'articles publiés sur le site web de l'UNESCO, où elle s'exprime sur le changement climatique et l'égalité des genres.

L'égalité des genres a été intégrée dans tous les programmes de formation, qui ont également inclus des activités spécifiquement destinées à autonomiser les femmes dans la gouvernance de la pêche. Le projet a également contribué à renforcer les partenariats avec les associations communautaires afin d'institutionnaliser la participation des femmes à la prise de décision et a soutenu l'élaboration de protocoles locaux sur la récolte durable et sûre des coquillages.

Générer et diffuser de nouvelles données et de nouveaux savoirs sur l'eau et les océans constitue un autre pilier des efforts de l'UNESCO pour promouvoir l'égalité des genres. En fournissant des preuves qualitatives et quantitatives des inégalités systémiques, et en suivant leur évolution, l'UNESCO offre une vision stratégique qui sert de boussole aux États membres pour réviser et concevoir des politiques qui intègrent pleinement la dimension de genre. À cet égard, la publication pionnière de l'UNESCO intitulée *En eaux inconnues : Une exploration des rapports entre océan et égalité des genres* (2024) présente une analyse globale des questions d'égalité des genres dans la gouvernance et les sciences océaniques. Celle-ci montre que les femmes qui font carrière dans les sciences océaniques sont confrontées à de nombreux obstacles à chaque étape, notamment un accès limité à l'éducation, une sous-représentation dans la recherche et les rôles de leadership, de plus grandes responsabilités familiales, un mentorat et des réseaux professionnels insuffisants, des stéréotypes tenaces, et des risques accrus de harcèlement et de discrimination. Cela entrave la capacité des femmes à publier, à obtenir des financements, à être reconnues et à accéder à des postes de haut niveau par rapport à leurs collègues hommes. Cette note d'orientation, qui a été présenté aux ministres lors du G20 au Brésil en 2024 et à la Conférence des Nations Unies sur l'Océan qui s'est tenue à Paris en 2025, contient des recommandations spécifiques fondées sur des éléments probants en vue de créer des communautés de sciences océaniques plus inclusives. En outre, la Commission océanographique intergouvernementale publiera en 2026 la troisième édition de son *Rapport mondial sur les sciences océaniques*, qui reprend des informations ventilées par sexe sur le personnel travaillant dans les différents secteurs des sciences océaniques. Cette évaluation unique permet aux pays et aux organisations d'identifier de nouvelles opportunités de promouvoir l'égalité des genres dans les sciences océaniques.



Encadré 5

Les femmes de l'île de Malolo : les championnes de la résilience hydrique

Sur l'île de Malolo, dans l'ouest des Fidji, le changement climatique réécrit les règles de survie. Les villages dépendent entièrement de l'eau de pluie et de rares eaux souterraines, ce qui rend chaque goutte précieuse. Durant la saison sèche, du mois de mai au mois d'octobre, plus rien ne coule des robinets, les écoles ferment et les familles sont confrontées à des choix impossibles.

Une étude pilote innovante menée dans les villages de Solevu et de Yaro a révélé un paradoxe frappant : tandis que les femmes assument la responsabilité principale de la gestion de l'approvisionnement en eau de leur foyer, elles restent largement exclues des comités de village en charge de l'eau et des programmes de formation en la matière. Seulement 12 % des femmes interrogées étaient membres de comités en charge de l'eau et 19 % avaient reçu des formations liées à l'eau. Cet écart entre les genres devient particulièrement prononcé durant les pénuries d'eau. Le rôle des femmes au sein de leur foyer s'intensifie tandis que leurs voix restent ignorées dans les prises de décision.

Ménée en collaboration avec le Bureau météorologique des Fidji (FMS) et le Service des eaux des Fidji (WAF), l'étude a généré des données uniques ventilées par sexe et a ainsi établi que les femmes subissent de manière disproportionnée les effets de la pénurie en eau en raison des barrières sociales et des rôles de genre traditionnels. Pourtant, ces mêmes femmes ont développé des stratégies et des méthodes d'adaptation innovantes pour économiser et réutiliser l'eau qui pourraient profiter aux communautés entières.

Les précieuses conclusions de cette étude ont donné lieu à des recommandations visant à étendre l'initiative à l'ensemble des Fidji et des petits États insulaires en développement (PIED), dans le cadre plus large du programme de renforcement des capacités de l'UNESCO intitulé *Accelerating Sanitation for All in Asia and the Pacific* (Accélérer l'assainissement pour tous en Asie et dans le Pacifique). À travers des webinaires, des ateliers et des formations sur le terrain, ce programme a mobilisé des représentants d'institutions liées à l'eau dans les PEID du Pacifique, les aidant à intégrer la dimension de genre dans les plans et politiques relatifs à l'eau.

RÉSULTATS POUR 2024-2025 : DE L'ENGAGEMENT À L'IMPACT

En 2024-2025, d'importants progrès ont été réalisés sur la voie de l'égalité des genres en matière d'action environnementale. L'UNESCO a fourni des financements, des formations ainsi que des opportunités de mise en réseau et de mentorat. Elle a mis en lumière des modèles féminins en vue d'inspirer la prochaine génération de filles à devenir des leaders dans les domaines des sciences et de l'action environnementale, notamment dans les domaines de l'eau et des océans, et a mobilisé la communauté mondiale par le biais d'un plaidoyer stratégique et d'une campagne de sensibilisation mondiale unique pour faire bouger les barrières structurelles et les stéréotypes néfastes.

L'UNESCO a continué de produire des connaissances pour éclairer le changement politique tout en offrant son assistance technique et en renforçant les capacités des États membres à adopter des cadres politiques tenant compte du genre dans le domaine des sciences. Ces efforts visaient également à renforcer leur résilience face aux défis environnementaux, notamment en luttant contre les vulnérabilités, les besoins et les priorités spécifiques des femmes. L'action programmatique a mis l'accent sur l'Afrique et les petits États insulaires en développement (PEID) dont les efforts d'adaptation et d'atténuation continuent d'inspirer la voie à suivre.



© UNESCO/LAIZA Rahim Yussufu

« Grâce au projet BEAR II de l'UNESCO, j'ai suivi une formation sur l'établissement de relations par le biais de groupes communautaires, le marketing en ligne et la fabrication de produits à partir d'algues. »

Pavu Mcha Hamisi, entrepreneure tanzanienne.

DONNÉES DE SUIVI DE L'UNESCO POUR 2024-25

- **7 initiatives mondiales ont fait progresser les carrières des jeunes scientifiques**, promu la parité des genres et donné de la visibilité aux innovations et à la recherche technologique des femmes scientifiques
- **6 pays** soutenus pour élaborer des **politiques inclusives et transformatrices en matière de STI** et des plateformes d'innovation pour l'entrepreneuriat
- **91 pays** disposent de **données ventilées par sexe sur la recherche et le développement en matière de STI** dans la base de données de l'ISU
- **21 évaluations scientifiques sensibles au genre** menées et **6 réseaux mondiaux** soutenus afin de faciliter la **transmission des connaissances locales et autochtones par les femmes** contribuant à la surveillance des écosystèmes et de la biodiversité
- **10 PEID** ont renforcé la **dimension de genre** dans leur **conservation des écosystèmes et de la biodiversité**, dans l'éducation au changement climatique, la RRC et la gestion et la gouvernance de l'eau
- **14 PEID, 3 pays** d'Afrique et **2 pays** d'Asie et du Pacifique soutenus pour appliquer des indicateurs **tenant compte du genre dans leur gestion et leur gouvernance de l'eau**
- **100 000 professionnels de l'eau** formés à résoudre les problèmes complexes liés à l'eau, avec une importance particulière accordée aux femmes et aux jeunes

Résultats extraits des indicateurs liés au genre de l'Objectif stratégique 2 inclus dans le Programme et budget de l'UNESCO pour 2024-2025.

**OBJECTIF
STRATÉGIQUE**

3

PROMOUVOIR L'INCLUSION ET COMBATTRE LA VIOLENCE DE GENRE





L'UNESCO promeut l'inclusion pour parvenir au développement durable et construire des sociétés pacifiques en luttant contre la violence de genre, la discrimination et les stéréotypes, y compris dans l'environnement numérique. Elle s'efforce de mettre en place des environnements d'apprentissage sûrs et sains et de veiller à la santé et à la sécurité des apprenants, mais aussi d'améliorer les conditions de travail, l'employabilité, ainsi que les droits économiques, culturels et sociaux des femmes et de favoriser l'égalité des genres dans les secteurs des médias et de la culture.

Construire des sociétés inclusives,
justes et pacifiques en promouvant
la liberté d'expression, la diversité culturelle,
l'éducation à la citoyenneté mondiale,
et en protégeant le patrimoine

PROMOUVOIR L'INCLUSION ET COMBATTRE LA VIOLENCE DE GENRE

DISCRIMINATION
ET
STÉRÉOTYPES

LIBERTÉ
D'EXPRESSION
ET DE CRÉATION

TRAVAIL DÉCENT
ET PROTECTION
SOCIALE

Participe aux cibles 4.2a, 5.1, 5.2, 5.6, 8.5, 8.8, 16.10 des ODD



FAITS ET CHIFFRES CLÉS



1 pays sur **4** signale
un **recul** des **droits**
des femmes

en 2024

(ONU Femmes, 2025)



Les **femmes athlètes**

ne représentent

que **5 %**

de la couverture
médiatique
sportive

(UNESCO, 2024)

Les **femmes** représentent

45 % des joueurs

mais seulement

6 % des

protagonistes des

jeux vidéo

les plus vendus

(UNESCO, 2024)



26 % des **femmes**
journalistes

font état

des effets négatifs

de la **violence en ligne**

sur leur **santé mentale**

(UNESCO, 2024)



Près de **1** apprenant sur **3**

est **agressé physiquement**

au moins une fois dans

l'année scolaire

(UNESCO, 2019)



Jusqu'à **25 %**

des **adolescents**

déclarent avoir subi

des **violences sexuelles**

et jusqu'à **40 %** de ces incidents

se produisent à l'école

où les **filles** sont
particulièrement vulnérables

(UNESCO, 2024)

LA SITUATION DANS LE MONDE : ÉLIMINER LA DISCRIMINATION, LES STÉRÉOTYPES ET LES NORMES DE GENRE NOCIVES POUR BÂTIR DES SOCIÉTÉS INCLUSIVES, JUSTES ET PACIFIQUES

La discrimination et la violence fondées sur le genre restent une réalité mondiale qui entrave les progrès vers des sociétés inclusives, justes et pacifiques. Les données recueillies pour marquer les 30 ans de la Déclaration de Beijing font état d'une situation complexe. Aujourd'hui, une personne sur quatre considère encore qu'il est justifiable pour un homme de battre sa femme¹ et, en moyenne, une femme ou une fille est tuée par un membre de sa propre famille toutes les 10 minutes². Cette statistique reflète non seulement des tragédies individuelles, mais aussi les défaillances systémiques des protections juridiques à apporter une véritable sécurité et une réelle égalité. En plus des agressions physiques, les plateformes numériques ont créé des possibilités supplémentaires de nuire, les femmes étant confrontées à des taux disproportionnés de violence de genre facilitée par la technologie, y compris

Toutes les **vidéos** figurant sur les cinq principaux sites Web de **pornographie deepfake** montrent des **femmes** et **96 %** de ces vidéos impliquent du contenu intime non consenti

le cyberharcèlement, le harcèlement numérique et les menaces persistantes qui ont souvent des répercussions dans le monde réel. Selon des études mondiales, 58 % des jeunes femmes et des filles ont déjà été victimes de harcèlement en ligne³.

Il est urgent de **reconnaître et de déconstruire activement les valeurs et normes sociales très répandues et profondément enracinées qui renforcent et perpétuent la violence**. Les préjugés de genre façonnent les mentalités et les comportements, donnant souvent une légitimité aux inégalités de traitement et normalisant la discrimination à l'égard des femmes et des filles, tout en limitant les opportunités pour toutes et tous. Ces préjugés s'inscrivent dans les lois, les politiques et les pratiques culturelles, ce qui institutionnalise la discrimination systémique, qui va bien au-delà de cas isolés. Dans la pratique, cela signifie que les femmes continuent de percevoir des rémunérations inférieures à celles des hommes, qu'elles sont sous-représentées aux postes de direction, qu'elles sont confrontées à un accès limité et à une stigmatisation sociale concernant leur santé, et qu'elles consacrent plus de 2,5 fois plus d'heures au travail non rémunéré, qui, s'il était monétisé, pourrait représenter plus de 40 % du PIB dans certains pays⁴.



Les données confirment **l'influence néfaste des stéréotypes de genre sur la société**, avec un recul troublant des droits des femmes dans un pays sur quatre en 2024⁵. Cette régression est alimentée par la diffusion de contenu nocif sur les réseaux sociaux⁶. Il est alarmant de constater que dans 31 pays, 60 % des hommes de la génération Z et 57 % des hommes de la génération Y, les « millennials », pensent que l'égalité des genres est allée si loin qu'elle en est venue à discriminer les hommes⁷. Laura Turquet, cheffe adjointe de la recherche et des données à ONU Femmes, a déclaré : « Une "manosphère" s'est développée, c'est-à-dire un écosystème en ligne où circulent des idées extrêmes et dépassées se multiplient, en particulier sur la violence à l'égard des femmes⁸ ».

L'éducation, les médias, la culture et le sport sont de puissants leviers en faveur de l'égalité des genres.

Pourtant, malgré ce potentiel, ces domaines continuent de refléter et de propager les inégalités existantes. Dans les écoles par exemple, les stéréotypes de genre constituent les moteurs clés de différentes formes de violence⁹. Une étude réalisée en 2023 dans sept pays d'Afrique a révélé que 25 % des filles ont subi des violences à l'intérieur ou à l'extérieur de l'école au cours des 12 derniers mois¹⁰.

D'autres facteurs croisés, comme l'origine ethnique, la classe, le handicap ou l'orientation sexuelle aggravent encore leur vulnérabilité¹¹. La sphère numérique présente également de sérieux risques pour les filles d'âge scolaire, certaines d'entre elles subissant leur premier cas de violence de genre facilitée par la technologie dès l'âge de neuf ans¹². Pour briser ce cycle, il faut tout d'abord transformer l'éducation en un espace sûr et inclusif, où la socialisation précoce et les possibilités d'apprentissage ne sont plus liées à l'intériorisation de normes et d'attentes discriminatoires relatives au genre¹³.

Le sport, un autre espace de socialisation tout au long de la vie, propulse des figures inspirantes au-delà des terrains de jeu. Il célèbre les exploits physiques, promeut des valeurs telles que le travail d'équipe et le fair-play, et renforce la confiance et le leadership des joueurs. Cependant, **pour devenir un acteur clé de l'égalité des genres, le monde du sport doit lutter contre des discriminations tenaces**. Ces disparités apparaissent très tôt, dès les cours d'éducation physique, et persistent au niveau professionnel. Bien qu'elles constituent 40 % des sportifs, les femmes athlètes ne représentent que 5 % de la couverture médiatique des événements sportifs, reçoivent nettement moins d'opportunités de sponsoring et sont confrontées à d'importants écarts de rémunération.

Seuls **16 %** des pays ont adopté un cadre juridique complet pour **lutter contre la violence scolaire**

Les postes de direction restent dominés par les hommes, avec seulement 27 % des grandes fédérations sportives présidées par des femmes. En outre, dans le domaine du sport, les femmes continuent de subir des niveaux élevés de violence de genre.

Des tendances similaires peuvent être observées dans les secteurs de la culture et des médias, deux autres domaines hautement influents pour façonner des normes et des perceptions à l'échelle de la société. De l'exclusion systématique des postes de direction à la représentation de genre stéréotypée des genres dans les médias et le contenu culturel, en passant par des perspectives de carrières inégales dans les rédactions et des conditions de travail informelles et précaires dans le secteur culturel, il existe encore de nombreux obstacles qui entravent l'évolution professionnelle des femmes.

Près de **2 fois** plus de **femmes athlètes** professionnelles que d'hommes ont été **victimes d'abus sexuels dans leur enfance** dans le cadre sportif

© UNESCO/Marie Etchegoyen



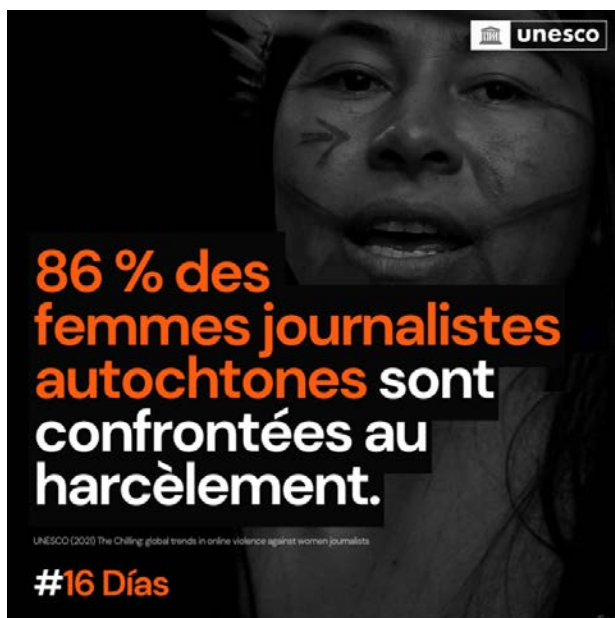
Husnah Kukundakwe (Ouganda), nageuse paralympique, à l'occasion du relais de la flamme des Jeux paralympiques de Paris 2024 au Siège de l'UNESCO.

Dans le secteur des médias, les femmes occupent seulement 25 % des postes de direction et ne comptent que pour un quart des sources et sujets d'actualité à travers le monde¹⁴. Dans les secteurs culturels et créatifs, elles constituent 38 % de la main-d'œuvre¹⁵ des industries créatives, occupent seulement 31 % des postes de direction dans les arts et ne gèrent que 25 % des sites du patrimoine mondial¹⁶. Dans les domaines où quelques progrès sont observés, comme le secteur de la musique, leur représentation reste insuffisante. En effet, les femmes constituent désormais 30 % des DJ qui se produisent dans les festivals de musique électronique¹⁷, 36 % des compositeurs¹⁸ et tout juste 13 % des chefs d'orchestre¹⁹. Dans l'industrie du jeu vidéo, le besoin d'amélioration est encore plus fort. Bien qu'elles constituent près de la moitié des joueurs, les femmes représentent 23 % des effectifs et seulement 6 % des protagonistes des jeux vidéo les plus vendus entre 1985 et 2022²⁰.

Cette inégalité persistante est importante, car ces postes clés déterminent quelles histoires sont racontées, de quelle manière les récits culturels sont façonnés et où les ressources du secteur abondent. La sous-représentation s'accroît aux niveaux hiérarchiques supérieurs, créant ce que les chercheurs appellent le phénomène de « l'échelon brisé », selon lequel la participation des femmes diminue à mesure que le pouvoir et l'influence augmentent.

Cette situation est exacerbée par des niveaux alarmants de violence de genre qui menacent la sécurité des femmes journalistes, artistes et professionnelles de la culture, tout en réduisant leur voix au silence, tant dans les espaces physiques que virtuels. **La liberté de s'exprimer et de créer sans crainte de violence ou de représailles est un droit humain fondamental qui est encore refusé aux femmes**, notamment à celles qui sont sous le feu des projecteurs et se retrouvent particulièrement visées. Ces attaques se produisent souvent à des moments critiques, comme lors de conflits ou d'élections. D'après le rapport *The Chilling*, près des trois quarts des femmes journalistes qui ont participé à l'enquête ont déclaré avoir déjà subi des violences en ligne et pour une sur cinq, ce harcèlement numérique a été suivi d'une agression physique.

Pour les femmes artistes et les professionnelles de la culture, le harcèlement, les menaces et d'autres formes de violence, dont l'emprisonnement, constituent 60 % des cas signalés. Les 40 % restants portent sur des actes de censure²¹. Dans la sphère numérique, si les plateformes offrent de nouvelles opportunités pour s'exprimer et se constituer une audience, elles exposent également les femmes au harcèlement et au trolling fondés sur le genre, aux discours de haine, aux **atteintes à la vie privée**, au stalking et à la surveillance qui limitent leur liberté d'expression²². Garantir leur sécurité et préserver leurs conditions de travail constituerait une avancée fondamentale.



L'UNESCO APPORTE DES SOLUTIONS

En 2024-2025, l'UNESCO s'est concentrée sur la promotion de l'égalité des genres et la lutte contre la violence de genre pour construire des sociétés inclusives, justes et pacifiques :

- en éliminant la discrimination et les stéréotypes néfastes pour les femmes et les filles ;
- en protégeant la liberté d'expression et de création des femmes ;
- en assurant aux femmes un travail décent et en faisant mieux entendre leurs voix dans les secteurs de la culture et des médias ;
- en offrant de nouvelles perspectives sur le rôle des femmes dans l'histoire et la société.

Dans toutes ses activités, l'UNESCO poursuit sa vision à travers des actions adaptées à son mandat, qui complètent les efforts de ses partenaires au sein du système des Nations Unies et au-delà. Cela implique de s'appuyer sur son pouvoir de mobilisation et d'orienter l'agenda mondial, de construire une base de recherche et d'analyse pour comprendre et lutter contre les stéréotypes et la violence de genre, et d'adapter les normes internationales pour changer les choses au niveau national dans les domaines de compétence de l'UNESCO, en particulier la culture et les médias.

Éliminer la discrimination et les stéréotypes de genre

En 2024-2025, l'UNESCO a concentré son action sur trois domaines clés : combattre la violence de genre dans toute la société grâce à une approche transversale ; impliquer les hommes et les garçons pour lutter contre la discrimination de genre et les stéréotypes néfastes ; et utiliser l'éducation et le sport pour promouvoir des environnements sûrs, exempts de préjugés et de violence de genre.

Pour lutter contre la violence de genre, il faut la considérer comme un problème à part entière, tout en reconnaissant ses liens avec d'autres formes de violence, de discrimination et de racisme.

Le document publié en 2024 par l'UNESCO intitulé *Global Outlook on Racism and Discrimination (Aperçu mondial sur le racisme et la discrimination)* montre que le croisement de plusieurs marqueurs d'identité intensifie la discrimination, avec 28 % des cas d'intersectionnalité impliquant le genre²³. En 2024, l'UNESCO a organisé le 4^e Forum mondial contre le racisme et la discrimination à Barcelone, qui a réuni plus de 2 000 participants venus de 85 pays ainsi que 50 000 participants en ligne afin de promouvoir des approches intersectionnelles pour lutter contre le racisme et la discrimination. Le Forum mondial a lancé l'*Alliance mondiale contre le racisme et la discrimination* et fourni une feuille de route pour le changement.



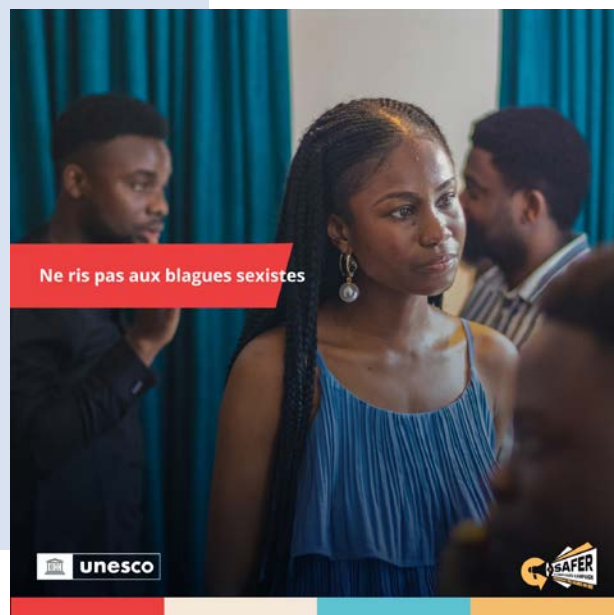
María Alejandra, Maricarmen, et Satomy au Bureau de l'UNESCO au Pérou pour la campagne « Les filles prennent le pouvoir ».

Encadré 1

L'initiative de l'UNESCO pour les Caraïbes Sheroes lutte contre la violence de genre

Dans les Caraïbes, où une femme sur trois est victime de violence de genre au cours de sa vie, l'UNESCO prend des mesures fortes à travers l'initiative novatrice *Shero*es. Cette collaboration avec l'Institut des études sur le genre et le développement de l'Université des Indes occidentales constitue une réponse puissante à l'une des violations des droits humains les plus répandues dans la région.

L'initiative vise à éliminer les causes profondes des inégalités de genre en s'attaquant aux normes sociales traditionnelles et aux structures de pouvoir patriarcales qui perpétuent la discrimination dans les systèmes politiques, économiques et sociaux. Plutôt que de se contenter de traiter les symptômes, l'approche de l'UNESCO consiste à déconstruire les normes sociales et culturelles sous-jacentes qui permettent à la violence et aux inégalités de genre de perdurer.



Reconnaissant **le rôle crucial que les hommes et les garçons jouent lorsqu'il s'agit de changer les dynamiques de genre nocives**, l'UNESCO a poursuivi ses efforts de renforcement des connaissances et des compétences à travers son initiative phare *Transformer les MEN'talités*. Des boîtes à outils ont été créées afin d'offrir des conseils adaptés au contexte, et une masterclass a doté plus de 800 jeunes venant de 43 pays des connaissances et des outils nécessaires pour concevoir leurs propres projets. Rien qu'en Afrique, plus de 250 000 jeunes ont été mobilisés via la campagne **#ChangeMENTalités** sur les réseaux sociaux et 5 000 ont suivi une formation numérique portant sur les compétences relationnelles et civiques. Au total, 19 pays ont participé activement à cette initiative phare en 2024-2025 et d'importantes avancées ont eu lieu en Afrique du Sud, en Inde, au Kazakhstan, au Kenya, au Maroc et au Mexique, impliquant les hommes et les garçons comme alliés dans la promotion de l'égalité des genres. Au Kenya, par exemple, des méthodologies de recherche et des outils adaptés au contexte culturel portant sur le féminicide, la violence et les normes de genre ont été développés à travers des consultations d'experts et des discussions de groupe. Par le biais du Groupe de travail technique sur le genre de l'ONU, l'UNESCO a aussi contribué à la finalisation et au lancement de la Stratégie nationale d'engagement et d'implication des hommes du Kenya en août 2025, et à l'organisation d'une *Série de webinaires mondiaux sur la prévention et la réponse à la violence de genre et au féminicide au Kenya* en septembre 2025, durant lesquels les résultats préliminaires de travaux de recherche ont été présentés et discutés avec de nombreux partenaires.

En tant qu'agence principale pour l'éducation, l'UNESCO promeut des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs.

La violence de genre et le harcèlement scolaire contribuent directement au décrochage scolaire et cause des traumatismes psychologiques chez de nombreux enfants. En réponse, l'UNESCO promeut des écoles où tous les jeunes se sentent en sécurité, pris en charge et respectés. Le rapport *Safe, Seen and Included (En sécurité, visibles et inclus)*, publié en 2023, sert de guide complet à destination des décideurs politiques et éducateurs du monde entier sur l'éducation inclusive en matière d'orientation sexuelle, d'identité de genre et d'expression de genre (SOGIE). Il souligne comment des programmes scolaires qui trouvent un écho auprès de tous les apprenants, dans leur diversité, peuvent favoriser le sentiment d'appartenance, l'empathie et la compréhension pour toutes et tous. En 2024-2025, l'UNESCO a activement diffusé les recommandations du rapport grâce à des collaborations avec le PNUD, la Banque mondiale, le Conseil de l'Europe et des partenaires de la société civile. Elle a notamment organisé des webinaires mondiaux, tels qu'*Adopter l'inclusivité : cultiver des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs pour les jeunes de divers genres et orientations sexuelles* en 2024, et des ateliers de renforcement des capacités, notamment dans la région Asie-Pacifique, visant à promouvoir un changement dans l'éducation impulsé localement.

1 apprenant sur 3 est victime de harcèlement chaque mois dans le monde. Avant que ces enfants ne demandent enfin de l'aide à un adulte, la grande majorité d'entre eux a généralement déjà enduré le harcèlement et tenté de l'ignorer pendant un long moment.

Rosalind Wiseman, auteure

Concernant l'enseignement supérieur, le programme O3 PLUS est actuellement mis en œuvre dans 38 universités de six pays d'Afrique orientale et australe, touchant plus de 3 millions d'étudiants. Des protocoles de signalement et de lutte contre la violence de genre ont été établis dans les milieux académiques, et le personnel universitaire a été formé aux mécanismes de prévention et de réponse. Des espaces sûrs ont également été créés pour les survivants. L'UNESCO a aussi lancé *Safe to learn and thrive: Ending Violence in and through Education (Apprendre et s'épanouir en toute sécurité : mettre fin à la violence dans et par l'éducation)* qui aborde les facteurs de la violence liés au genre dans l'éducation. Le rapport et le plaidoyer de l'UNESCO ont influencé les résultats de la 1^{ère} Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre des enfants durant laquelle 44 pays se sont engagés à rendre les environnements d'apprentissage sûrs.

Des progrès importants ont été réalisés dans la lutte contre les stéréotypes de genre néfastes dans le domaine du sport. À travers son *Alliance mondiale pour le sport 'En forme pour la vie'*, l'UNESCO a fait progresser les campagnes de sensibilisation, organisé des conférences mondiales et des activités de renforcement des capacités en vue de lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans le domaine du sport. En 2024, le *Plan d'action pour le sport et l'égalité des genres* a été lancé en tant que boîte à outils aidant les décideurs politiques et les praticiens du sport à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des programmes sportifs sûrs et inclusifs. La campagne *#ChangeTheGame*, lancée à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, a bénéficié d'une portée mondiale sans précédent, avec plus de 900 millions d'utilisateurs mobilisés. Au total, 74 pays ont promu des modèles positifs et ont lutté contre la violence de genre, et 30 pays ont élaboré des politiques en matière de sport et/ou d'éducation physique accordant une attention particulière aux femmes et aux filles.



Les préjugés et le harcèlement fondés sur le genre sont universels, y compris dans le football. On peut y entendre des phrases comme « retourne à la cuisine ». Les réseaux sociaux amplifient également ce type de harcèlement.

Bouchra Karboubi
Arbitre internationale de football

Encadré 2 Les étudiants luttent contre la violence de genre sur les campus kenyans

La campagne O3 PLUS *Campus plus sûrs* de l'UNESCO a accompagné des institutions dans l'élaboration de politiques solides de lutte contre la violence de genre et dans la mise en place de mécanismes de signalement. L'UNESCO a aidé le **Collège de formation médicale du Kenya** (KMTC) à établir un centre de bien-être et un bureau de l'égalité des genres destinés aux étudiants, offrant des espaces sûrs pour les signalements et des services de santé, de conseil et de gestion des cas.

Jeremiah, 21 ans et étudiant en sciences au KMTC, est un fervent défenseur de ce programme sur le campus. « *L'un des principaux obstacles pour lutter contre la violence de genre ici au Kenya, c'est notre société patriarcale. Lorsqu'il s'agit de lutter contre la violence de genre, on se heurte à une résistance masculine, car cette lutte remet en question notre culture* », explique Jeremiah.

D'autres étudiants ont rejoint la campagne *Campus plus sûrs*, notamment Diana, devenue une des leadeuses du mouvement MeToo sur le campus après avoir entendu des histoires troublantes au sein de son groupe d'amis. Marvin, un étudiant en radiologie de 21 ans, a commencé à militer en tant que représentant de première année sur le campus, après que des victimes soient venues lui demander de l'aide. L'absence de dispositifs de soutien l'a poussé à jouer un rôle de premier plan dans la prévention, soulignant que la libération de la parole reste l'un des plus grands défis.

L'impact de la campagne *Campus plus sûrs* est évident, avec des étudiants comme Jeremiah, Marvin et Diana qui s'approprient la lutte. Grâce au plaidoyer, à l'éducation, aux politiques et aux dispositifs de soutien, ils transforment les campus universitaires en des espaces plus sûrs et plus inclusifs.



Encadré 3

Championnes sans limites grâce au sport au Pérou

Les districts animés de San Juan de Lurigancho, Comas et San Martín de Porres sont confrontés à des taux élevés de grossesse chez les adolescentes et de violence de genre. L'UNESCO a lancé une initiative novatrice en 2024 afin d'offrir, grâce au sport, de nouvelles perspectives d'avenir aux jeunes femmes de ces districts.

Le projet *Championnes sans limites* a mobilisé plus de 300 élèves de dix écoles publiques, formant des équipes de football féminines tout en impliquant les garçons comme alliés dans la lutte contre les stéréotypes de genre. Les professeurs d'éducation physique, formés pour être des ambassadeurs du changement, créent des environnements inclusifs dans lesquels les barrières traditionnelles disparaissent sur le terrain.

Les premiers résultats révèlent une profonde transformation. Les jeunes participantes ont fait état d'une plus grande confiance en elles et de l'acquisition de compétences de leadership allant bien au-delà du terrain de football, leur permettant de s'affirmer à l'école et à la maison. L'approche collaborative de l'initiative a réuni les éducateurs, les familles et les élèves pour créer des espaces plus sûrs où les jeunes défient l'idée reçue selon laquelle le football appartient exclusivement aux garçons.

Les unités locales de gestion de l'éducation travaillent désormais en partenariat avec la fondation Fútbol Más Perú afin de garantir un impact durable au-delà des écoles. À travers le sport, ces jeunes femmes font plus que de changer la donne, elles transforment leurs communautés.

Protéger la liberté d'expression des femmes

La liberté d'expression est un droit humain fondamental que l'UNESCO s'efforce de sauvegarder non seulement par son travail normatif global, mais aussi par des actions spécifiques visant à protéger les journalistes et les professionnelles des médias.

En mettant en œuvre le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, l'UNESCO **défend activement la liberté d'expression des femmes** et protège les femmes journalistes grâce à des initiatives ciblées. Pour aider à traduire les normes internationales en politiques nationales, l'UNESCO travaille en étroite collaboration avec les États membres et leur fournit une assistance technique sur mesure. Au total, 35 pays ont mis en œuvre le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité en accordant une attention particulière à la sécurité des femmes journalistes.

La violence et la discrimination de genre constituent de graves menaces à la sécurité des femmes journalistes, les poussant souvent à l'autocensure, à se retirer de la vie publique, voire à abandonner complètement la profession. Tout au long de l'exercice biennal, l'UNESCO a proposé des formations approfondies pour lutter contre le harcèlement, la discrimination et la violence en ligne et hors ligne à l'égard des femmes journalistes dans et à travers les médias.

Le lancement de l'initiative *Protéger les voix des femmes : Renforcer les stratégies de sécurité sensibles au genre* en partenariat avec la Fondation internationale pour les femmes dans les médias (IMWF) a apporté un soutien à 22 médias du Sud en vue de renforcer leurs politiques de sécurité et de leur proposer des formations personnalisées en matière de sécurité. En Somalie, les capacités des journalistes en matière d'intégration de la dimension du genre et de lutte contre le harcèlement sexuel dans les rédactions ont été renforcées, ce qui a conduit à l'adoption de directives relatives au reportage adaptées au genre et de politiques de lutte contre le harcèlement dans de nombreux organes de presse. En Ukraine, plus de 200 journalistes et professionnels des médias ont été formés au reportage adapté au genre, y compris à la manière de rendre compte des abus domestiques de manière éthique. Au total, 24 pays ont développé leurs capacités en vue d'améliorer leurs cadres législatifs et institutionnels relatifs à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à l'intégration d'une approche tenant compte du genre.



Les femmes journalistes ne sont pas seulement en première ligne des reportages, elles sont aussi en première ligne des attaques.

Therese Patricia San Diego Torres

Présidente de l'Institut asiatique de journalisme et de communication

Ces efforts **s'appuient sur une recherche et une collecte de données solides** favorisant une prise de décision éclairée. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'UNESCO a aidé l'ONG Comunicación para la Igualdad à étudier les protocoles des rédactions de 15 pays en matière de violence de genre en 2024. Le rapport *#MediosSinViolencias* qui en a résulté repose sur des données provenant de 100 médias et a servi de base à l'élaboration d'un Protocole cadre visant à promouvoir des politiques de sécurité tenant compte du genre, des mécanismes de signalement clairs et des environnements favorables dans les rédactions afin de renforcer la responsabilisation dans le secteur des médias.

En vue de faire progresser l'agenda international, l'UNESCO a réuni en 2025 des experts afin d'examiner les progrès réalisés 30 ans après la Déclaration de Beijing, en particulier en ce qui concerne son objectif stratégique J sur les femmes et les médias. Des recommandations politiques clés destinées aux organisations internationales, aux régulateurs des médias et aux plateformes numériques ont été élaborées autour de quatre thèmes principaux : promouvoir l'égalité des genres dans les salles de rédaction, démanteler les stéréotypes de genre dans les médias, lutter contre la violence hors ligne et facilitée par la technologie à l'encontre des femmes journalistes, et aborder les risques et les opportunités de l'IA sur la représentation de genre dans les médias. Elles ont été présentées lors de la 69e session de la Commission de la condition de la femme afin de promouvoir l'égalité des genres, de lutter contre la violence de genre et de garantir une gouvernance responsable de l'IA dans le journalisme, tout en favorisant des écosystèmes médiatiques diversifiés et inclusifs à travers le monde. Dans le prolongement de ces travaux, les menaces croissantes qui pèsent sur les femmes journalistes, en particulier celles liées à la violence de genre facilitée par la technologie, sont au cœur de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes 2025 (2 novembre), dont le thème est « Chat GBV : sensibiliser à la violence de genre facilitée par l'IA à l'encontre des femmes journalistes ».



© UNESCO/WMC

Encadré 4

Des médias sans violence : lutter contre la violence de genre dans le journalisme latino-américain

La publication exhaustive *Violence-Free Media (Des médias sans violence)*, soutenue par l'UNESCO, fournit des informations cruciales sur la violence de genre dans les organes de presse d'Amérique latine et propose des outils pour améliorer les conditions de travail. Rédigée en collaboration avec l'*Asociación Civil Comunicación para la Igualdad* et la Fédération des journalistes d'Amérique latine et des Caraïbes (FEPALC), cette publication documente la réalité urgente que représente la violence de genre dans les rédactions de toute la région.

100 médias de 15 pays d'Amérique latine ont participé à l'étude, et les chiffres révélés sont alarmants : 75 % des personnes interrogées ont connaissance d'au moins un cas de violence de genre à l'encontre de journalistes, et 57 % des organes de presse ne disposent pas de protocoles formels pour faire face à de tels incidents. Le rapport identifie les violences psychologiques et verbales (65,5 %) comme les plus répandues, suivies du harcèlement sexuel (28 %) et de la violence numérique (21 %). Il révèle que, dans 54,5 % des cas documentés, les harceleurs n'ont subi aucune conséquence, et que près de la moitié d'entre eux (49 %) occupent des postes de cadre. Dans les cas où une plainte a été déposée, 41,5 % des cas ont donné lieu à des représailles contre la plaignante.

Le rapport *Des médias sans violence* contient des entretiens avec des journalistes et une analyse des protocoles relatifs à la violence de genre dans les organes de presse de la région. Il se termine par une proposition de Protocole cadre pour la prévention et l'action contre la discrimination, le harcèlement et la violence dans le travail journalistique, ainsi qu'un appel aux plateformes numériques afin qu'elles renforcent la transparence, améliorent les mécanismes de plainte et réglementent les attaques coordonnées contre les journalistes. En outre, ce document exhorte les États à veiller à la sécurité des journalistes à travers des cadres réglementaires tout en encourageant la société civile à surveiller la mise en œuvre des politiques inclusives et à appuyer les syndicats de journalistes dans la lutte contre la violence de genre.

Trente policières de Phnom Penh ont participé à des dialogues avec des femmes journalistes, dans le cadre des actions de l'UNESCO visant à promouvoir un environnement médiatique plus sûr.

Assurer aux femmes un travail décent et mieux faire entendre leurs voix dans les secteurs de la culture et des médias

Bâtir des sociétés pacifiques, diverses et inclusives implique également de s'attaquer aux inégalités économiques et sociales. À cette fin, l'UNESCO a continué de promouvoir l'autonomisation économique et la protection sociale des femmes dans les secteurs de la culture et des médias à travers des interventions ciblées visant à lever les obstacles auxquels elles sont confrontées dans leur vie professionnelle.

En tant que leader mondial dans le secteur de la culture, l'UNESCO a fait progresser l'égalité des genres à travers la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable — MONDIACULT 2025, qui a rassemblé les ministres de la Culture du monde entier. Le document final intègre l'égalité des genres dans les priorités clés et réaffirme la nécessité de faire respecter les droits culturels pour toutes et tous. Pour alimenter ces discussions politiques de haut niveau, l'UNESCO a produit de nouvelles données et connaissances par le biais de nombreuses publications mondiales. Le *Rapport mondial de l'UNESCO sur les politiques culturelles* explore, entre autres, l'état des droits culturels, la culture à travers le patrimoine, la créativité et l'économie ainsi que les impacts de la transformation numérique et du changement climatique sur la culture. Il met en évidence les disparités croissantes entre les genres qui affectent les femmes artistes, les professionnelles de la culture et les citoyennes et souligne la nécessité d'un suivi renforcé et d'une action coordonnée.



Des participantes au centre de formation professionnelle de Mossoul, dans le cadre de l'initiative de l'UNESCO Faire revivre l'esprit de Mossoul, à travers le projet Emploi pour la jeunesse de Nineveh (EYE-N).

*Culture for All*²⁴ est la première boîte à outils offrant des conseils étape par étape en vue d'intégrer l'égalité des genres dans les politiques culturelles. Rédigé avec Eight Goals One Foundation (8one), le rapport *The Gender Equality Quest in Video Games (La quête d'égalité des genres dans les jeux vidéo)* présente une vue d'ensemble de la dynamique de genre dans les jeux vidéo et explore le potentiel de promotion de l'égalité des genres et des droits humains dans cette industrie créative qui compte plus de 3,3 milliards de joueurs et de joueuses chaque jour. Le travail de plaidoyer de l'UNESCO, fondé sur des preuves, porte ses fruits : 76 pays soutiennent désormais l'inclusion et l'égalité des genres dans les secteurs culturels et créatifs. La protection des droits sociaux et économiques des femmes artistes et des professionnelles de la culture constitue une condition préalable essentielle à la réalisation de cet objectif. Soutenus par le *Programme UNESCO-Aschberg pour les artistes et les professionnels de la culture*, de nombreux projets témoignent de cet engagement. En Angola par exemple, un espace créatif multidisciplinaire sécurisé a été créé à Luanda en vue de fournir aux artistes, et en particulier aux femmes, des informations juridiques essentielles pour évoluer dans le monde professionnel conformément à la législation angolaise.

“ **Les données montrent que les professionnelles de la culture sont moins bien payées et occupent souvent des postes moins importants que les hommes. On les voit devant la caméra, tandis que les hommes dominent aux postes de réalisateur et de producteur, contrôlant ainsi le récit.** ”

Unathi Lutshaba

Directrice exécutive, Observatoire culturel sud-africain

Afin de lever les obstacles systémiques aux évolutions de carrière et à la croissance, **des opportunités de formation ciblée pour les professionnelles de la culture ont été créées.** S'appuyant sur le succès de la Résidence UNESCO-Nara de 2022, un nouveau programme de résidence a été lancé en 2025 pour 10 femmes cinéastes africaines émergentes. En partenariat avec la Fondation marocaine Tamayouz Cinema et sous le mentorat des célèbres réalisateurs Abderrahmane Sissako et Hicham Lasri, les participantes ont pu nouer des liens stratégiques dans l'industrie et ont bénéficié d'opportunités de développement professionnel, assurant ainsi un impact durable sur la carrière des femmes dans le paysage cinématographique africain.

Au Soudan du Sud, une formation de deux semaines pour 25 jeunes femmes souhaitant devenir cinéastes a eu lieu avec la plateforme locale de divertissement GOGO Play. Cette initiative a constitué une nouvelle opportunité de formation formelle dans un pays où les écoles de cinéma sont actuellement absentes, malgré une croissance rapide de son industrie cinématographique. Outre les compétences artistiques et techniques, construire sa présence en ligne est de plus en plus essentiel pour accéder aux marchés internationaux et améliorer sa visibilité dans l'économie créative. L'UNESCO a donc formé 20 artistes visuelles éthiopiennes à l'entrepreneuriat numérique, au marketing et à la stratégie de marque, en collaboration avec Gerar - The Creative Hub.

L'UNESCO a combiné les opportunités de formation et d'entrepreneuriat à travers le programme primé *Transcultura* visant à professionnaliser 2 783 jeunes artistes et créateurs (dont 55 % de femmes), réalisant ainsi des progrès régionaux significatifs en matière d'égalité des genres. Des mécanismes de financement novateurs visant à remédier à l'exclusion systémique des entreprises dirigées par des femmes ont également vu le jour grâce à l'initiative *Entrepreneurs Créatifs* dans les Bahamas et dans la région des Caraïbes.



L'UNESCO et la fondation Triggerfish élargissent la formation en animation, créant de nouvelles opportunités pour les femmes du secteur du film en Afrique.

Encadré 5

Girls for Culture | Culture for Girls au Sénégal

Depuis 2016, l'UNESCO promeut l'égalité des genres comme un moteur clé pour mettre la culture au service du développement durable en Afrique de l'Ouest. Son nouveau programme *Girls for Culture | Culture for Girls* (*Les filles pour la culture | La culture pour les filles*) poursuit les efforts visant à créer un environnement favorable aux femmes en facilitant l'accès aux formations et à l'évolution professionnelle ainsi qu'en améliorant leur visibilité dans les secteurs culturels et créatifs.

Le programme a lancé une étude régionale pionnière dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest afin d'évaluer les inégalités de genre. Sur la base de recherches documentaires, de consultations en ligne et d'enquêtes sur le terrain menées au Bénin, au Cabo Verde, en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Sénégal, l'étude met en lumière les défis auxquels les femmes artistes et les professionnelles de la culture sont confrontées dans des domaines tels que l'éducation, l'emploi, le financement et la liberté artistique. Les connaissances et les données ainsi générées contribueront à orienter les discussions politiques pour une gouvernance culturelle tenant compte du genre.

En parallèle, des modules pilotes de formation ont été élaborés à l'intention des points focaux genre au sein des ministères de la Culture, de l'Environnement, de l'Éducation et de la Communication en vue de renforcer leurs capacités à intégrer l'égalité des genres dans les politiques culturelles. Des formations régionales pour les formateurs sont prévues au cours du prochain exercice biennal pour favoriser l'adoption et la mise en œuvre effectives des modules.

Afin d'inciter les jeunes filles et les jeunes femmes à poursuivre une carrière dans le domaine de la culture et du patrimoine, le programme a également réalisé deux brochures, l'une pour les écolières et l'autre pour les lycéennes et les étudiantes universitaires. Ces brochures présentent différents parcours professionnels et des histoires inspirantes de femmes de la sous-région. En sensibilisant le public et en offrant un contenu accessible et pratique, ces brochures favorisent l'orientation professionnelle et contribuent à préparer la prochaine génération de professionnelles dans les secteurs de la culture et du patrimoine.

Les initiatives de conservation de l'environnement ont constitué une autre voie stratégique pour intégrer la dimension de genre dans les stratégies d'autonomisation économique. Au Brésil, le *Projet des Réserves de biosphère en Amazonie* apporte son soutien aux entreprises dirigées par des femmes qui utilisent des connaissances traditionnelles et des pratiques durables, créant ainsi des opportunités économiques tout en préservant le patrimoine culturel et les ressources environnementales.

Les échanges interrégionaux de connaissances entre pairs ont également été identifiés comme des outils puissants pour l'autonomisation économique des femmes. Le programme *Art textile binational Mexique-Pérou* a facilité le transfert de compétences entre les femmes artisanes à travers des réunions binationales au Musée d'art de Lima et au Musée Pachacamac. Les participantes maîtrisent différentes techniques textiles, de la broderie yucatèque aux méthodes de tissage péruviennes, tout en acquérant des compétences relatives à la manipulation des tissus, à la création de fils à partir de matériaux recyclés et aux pratiques de production durables, et en renforçant leur réseau professionnel et leur accès au marché.

Pour une évolution professionnelle efficace, **le réseautage et le mentorat jouent un rôle essentiel dans la création de nouvelles opportunités économiques**. *The Creators Lab (Le labo des créateurs)* en Afrique en est un bon exemple. En 2024-2025, l'UNESCO a collaboré avec la Fondation Triggerfish pour proposer des séances de mentorat, du renforcement des capacités et des mises en réseau à 47 femmes et personnes non binaires dans le secteur de l'animation en Afrique. Cette initiative novatrice dispense un enseignement et une formation technique et professionnelle dans la production d'animation pour la télévision et les longs métrages. Elle offre aussi des séances de mentorat permettant aux participantes de présenter leur projet. Les défis spécifiques au genre, y compris la garantie d'une rémunération équitable et la prévention de la discrimination et du harcèlement sexuel, sont également abordés durant ces sessions. De même, le programme *Stories x Women (Histoires x Femmes)*, mis en œuvre en collaboration avec Women in Animation (WIA) et Disney, offre aux femmes animatrices un mentorat par des experts reconnus au niveau international, ainsi que des séances de coaching individuel. Les participantes ont ensuite été formées à présenter leurs projets lors du Festival et du Marché international du film d'animation d'Annecy (MIFA) 2025, ce qui a permis de faire entendre des voix diverses dans le secteur de l'animation.

Encadré 6

L'UNESCO promeut l'égalité des genres dans l'industrie mondiale de la musique

Le sous-réseau des Villes créatives de l'UNESCO pour la musique (UCOM) a lancé un projet innovant intitulé *Equaliser*, qui vise à lutter contre les inégalités de genre dans le domaine de la musique à travers le monde. Il réunit des professionnels de la musique, des experts et des animateurs qui collaborent, partagent leurs connaissances et se soutiennent mutuellement à travers trois modules de développement professionnel distincts. Le programme inclut un cours intensif de leadership pour les professionnels en milieu de carrière, des ateliers de découverte des compétences pour les femmes dans le domaine de la musique et des journées de formation au respect professionnel axées sur la prévention du harcèlement sexuel.

« *Equaliser* fournit une plateforme pour aborder et remettre en question les inégalités systémiques qui persistent dans la communauté mondiale de la musique », explique Sandra Wall, coordinatrice de l'UCOM. La conception modulaire du projet garantit l'accessibilité aux villes du monde entier, en leur permettant de doter leurs citoyens de ressources pour créer des communautés musicales plus équitables.

Maria Francesca Merloni, Ambassadrice de bonne volonté du réseau des Villes créatives de l'UNESCO, a souligné le caractère opportun du projet, rappelant que la musique communique « l'essence et la vérité de chaque individu », quel que soit son « genre, son attitude ou son orientation ».

L'implication de l'UNESCO dans cette initiative témoigne de son engagement continu à transformer le paysage culturel en créant des environnements plus inclusifs pour les femmes et les filles. En mettant l'accent sur le développement professionnel, la formation au leadership et la prévention du harcèlement sexuel, l'UNESCO s'attaque à la fois aux symptômes et aux causes des inégalités de genre dans l'industrie de la musique.



Dans le secteur des médias, promouvoir des conditions de travail décentes pour toutes les femmes journalistes reste essentiel pour faire progresser l'égalité des genres. Au cours de l'exercice biennal, l'UNESCO a renforcé les capacités des institutions médiatiques à employer, entre autres, des femmes autochtones et des femmes handicapées. L'UNESCO a organisé des ateliers de formation dans 10 pays d'Afrique afin d'intégrer l'égalité des genres et le handicap dans les pratiques de gestion des médias et la production de contenu. Le travail de l'UNESCO visant à transformer le développement de contenu et les opérations a également abouti à des résultats tangibles en Mongolie et en Chine, où les capacités des professionnels des médias ont été renforcées en vue de produire des contenus inclusifs qui représentent des expériences diverses et remettent en question les stéréotypes.



Préserver les contributions des femmes et leur rôle dans l'histoire du monde

Les voix des femmes ont été marginalisées ou omises des récits historiques, des contenus médiatiques et des expressions culturelles, ce qui a conduit à une compréhension de l'histoire incomplète et biaisée. C'est pourquoi l'UNESCO veille à ce que les histoires et les contributions des femmes soient pleinement représentées dans le patrimoine vivant, culturel et documentaire. Cet engagement permet non seulement de corriger les injustices historiques, mais autonomise également les générations futures, façonne des identités inclusives et contribue à la progression de l'égalité des genres dans toutes les sphères de la société.

En tant qu'organisation normative, l'UNESCO montre l'exemple. Les Directives opérationnelles révisées de la Convention de 2003 sur le patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO exigent à présent de ses États parties qu'ils **intègrent la dimension de genre dans leurs politiques en matière de patrimoine culturel immatériel**, plutôt que de la considérer comme facultative. En 2024, plusieurs pratiques présentant une dimension explicite d'égalité des genres ont également été inscrites sur les Listes du patrimoine culturel immatériel, comme les techniques textiles traditionnelles des Li qui mettent en lumière plus de 3 000 ans de transmission des connaissances textiles des femmes dans la province de Hainan en Chine.



L'UNESCO a organisé l'événement « Femmes, patrimoine et technologie numérique : sauvegarder le patrimoine mondial en Afrique » au Sénégal.

Une attention particulière a également été accordée à l'égalité des genres dans les comités nationaux et internationaux du programme *Mémoire du monde*, qui sont chargés de décider des éléments à inscrire sur cette liste. Cet engagement à amplifier les voix et les réalisations des femmes se reflète directement dans les récentes nominations et inscriptions d'éléments au patrimoine documentaire et immatériel. Par exemple, à la suite de l'inclusion d'une section sur l'égalité des genres dans le formulaire de candidature, le nombre d'inscriptions mettant en lumière les contributions des femmes dans le Registre *Mémoire du monde* a augmenté. Sur les 74 nouvelles inscriptions sur le Registre international *Mémoire du monde* en 2025, 10 éléments ont **des liens importants avec l'histoire des femmes, l'égalité des genres ou les rôles des femmes dans la société**. Ceux-ci vont de la défense directe des droits des femmes (Kartini) à la documentation sur les expériences des femmes dans des circonstances extrêmes (Ravensbrück), aux femmes pionnières dans des domaines dominés par les hommes (écrivaines voyageuses, porteuses de la tradition Sami) et aux archives historiques montrant la participation des femmes aux sociétés anciennes. Bien que des efforts supplémentaires soient nécessaires pour remédier à la sous-représentation des femmes dans le patrimoine documentaire, cette tendance constitue une avancée prometteuse.

Aux niveaux régional et national, **plusieurs initiatives opérationnelles soutiennent les professionnelles du patrimoine, les dépositaires et les praticiens des traditions**, de la formation et des opportunités de mentorat aux travaux de recherche et de conservation. Le *Programme de mentorat pour les professionnels africains du patrimoine naturel et culturel* de l'UNESCO a enregistré des résultats concrets en matière de parité des genres :

40 professionnels ont été formés en 2024, dont 20 femmes et 20 hommes. Le programme, mis en œuvre en partenariat avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF), l'ICCROM, l'ICOMOS et l'UICN, a notamment organisé des réunions en ligne avec des femmes mentorées pour partager leurs expériences et proposer des retours d'information ciblés susceptibles d'aider à diversifier les récits autour de la communication sur les sites du patrimoine mondial. Cette initiative de mentorat, la première du genre, permet aux expertes africaines du patrimoine d'accéder à des postes de leadership tout en créant des relations de collaboration intergénérationnelles entre professionnels expérimentés et émergents.

L'exposition « They Told the World About It » (Elles l'ont dit au monde), qui s'est tenue à l'UNESCO en juillet 2025, a rendu hommage à près de 200 femmes journalistes du monde qui ont couvert la Guerre civile espagnole, proposant une perspective méconnue à travers des récits venant d'hôpitaux, de centres pour réfugiés et de villes dévastées, nous rapprochant du quotidien des personnes touchées par la guerre.

Ces femmes journalistes ont contribué à l'histoire de l'Espagne, mais ont été oubliées. Aujourd'hui, nous salvons leur mémoire au titre de la mémoire démocratique.

Fernando Martínez

Secrétaire d'État à la Mémoire démocratique



L'UNESCO appuie la formation dispensée par les dernières artisanes Ala Kiyiz à la nouvelle génération au Kirghizistan, transmettant ainsi les savoir-faire liés à l'Ala Kiyiz, tapis en feutre inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente.

RÉSULTATS POUR 2024-2025 : DE L'ENGAGEMENT À L'IMPACT

En 2024-2025, l'UNESCO a intensifié ses actions pour lutter contre les normes sociales néfastes dans toutes les régions en impliquant les hommes et les garçons en tant qu'alliés dans ses programmes phares et en intégrant la dimension de genre dans les standards internationaux relatifs au racisme et à la discrimination. Elle a continué de donner la priorité à la lutte contre la violence de genre tout en intensifiant considérablement son travail pour la défense des femmes journalistes confrontées à des menaces quotidiennes à leur sécurité et à leur liberté d'expression, ainsi qu'en élaborant de nouvelles politiques sportives accordant une attention particulière à la sécurité des femmes et des filles. Les inégalités économiques ont été combattues par des programmes visant à ouvrir les perspectives de carrière des femmes artistes et des professionnelles de la culture à chaque étape de leur vie professionnelle. Des mesures ont également été prises pour diversifier les récits véhiculés par les médias et la culture et reconnaître les contributions des femmes au patrimoine vivant et documentaire.



© Teddy Seguin

Une experte en archéologie sous-marine mène des travaux sur le lac Titicaca avec le soutien de l'UNESCO.

DONNÉES DE SUIVI DE L'UNESCO POUR 2024-2025

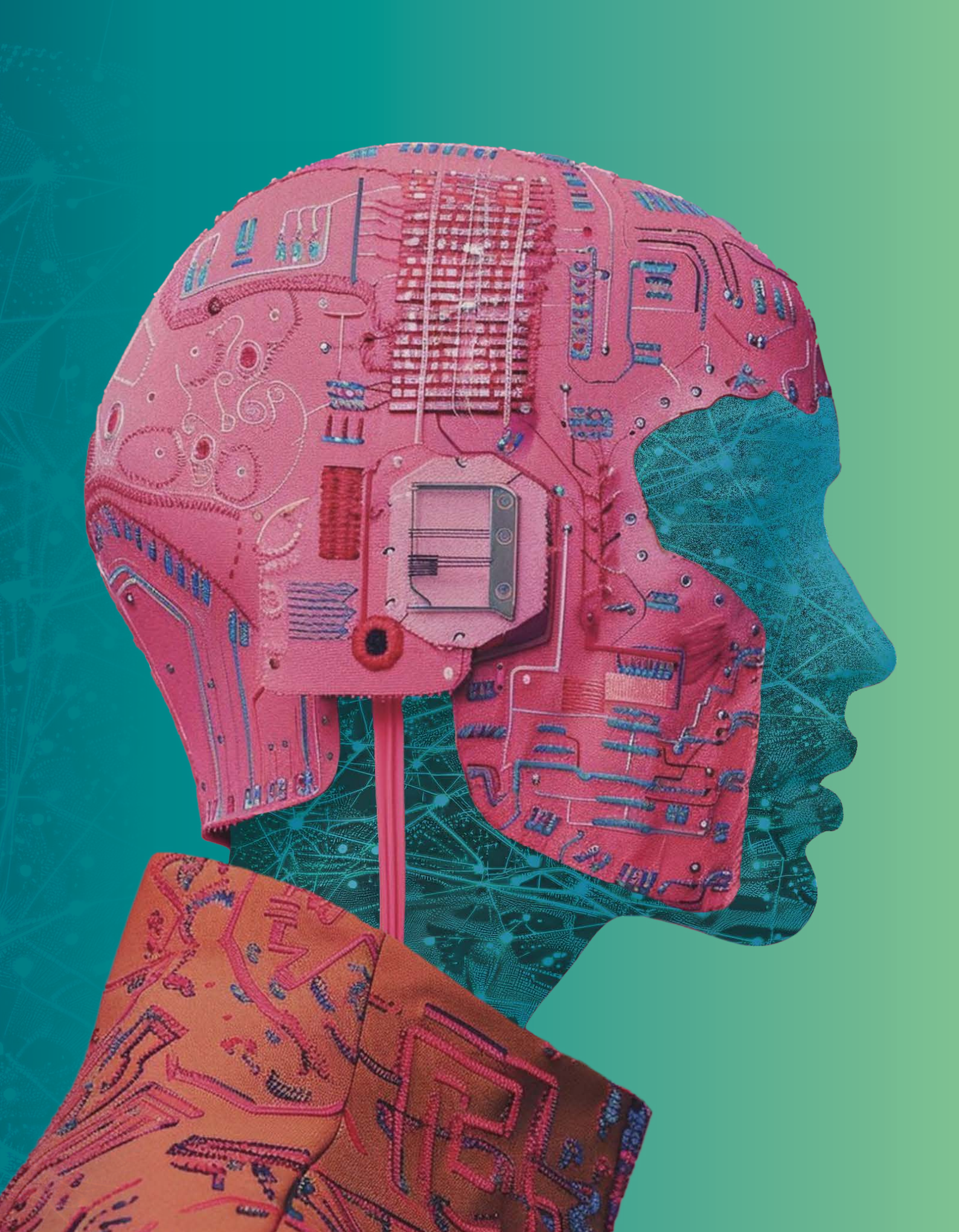
- **19 pays** (2 en Afrique, 2 PEID) ont participé au programme phare de l'UNESCO de **lutte contre les stéréotypes et la violence de genre** en mobilisant activement les hommes et les garçons
- **74 pays** (12 en Afrique, 2 PEID) ont mis en avant des modèles positifs et **ont lutté contre la violence et les stéréotypes de genre dans le sport** et l'éducation physique
- **30 pays** (5 en Afrique, 3 PEID) ont élaboré des politiques alignées sur le programme « **En forme pour la vie** », avec une attention particulière pour les femmes et les filles
- **29 pays** (26 en Afrique) ont renforcé les politiques et programmes visant à garantir des environnements d'apprentissage sûrs et exempts de violence scolaire
- **26 institutions de formation en journalisme** ont été renforcées par des programmes de formation au journalisme de haute qualité et tenant compte du genre
- **24 pays** (10 en Afrique, 10 PEID) ont développé leurs capacités en vue d'améliorer leurs cadres législatifs et institutionnels relatifs à **la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à l'intégration d'une approche tenant compte du genre**
- **35 pays** (10 en Afrique, 8 PEID) ont mis en œuvre le Plan d'action des Nations Unies sur **la sécurité des journalistes et la question de l'impunité** en accordant une attention particulière à la sécurité des femmes journalistes
- **76 pays** (22 en Afrique, 8 PEID) ont mis en œuvre des politiques et des programmes visant à **favoriser l'inclusion** et l'égalité des genres dans les secteurs culturels et créatifs

Résultats extraits et/ou mis à jour d'après une sélection d'indicateurs liés au genre de l'Objectif stratégique 3 et inclus dans le Programme et budget de l'UNESCO pour 2024-2025.

**OBJECTIF
STRATÉGIQUE**

4

COMBLER LA FRACTURE NUMÉRIQUE ENTRE LES GENRES



L'UNESCO s'engage activement à réduire la fracture numérique entre les genres en fournissant aux femmes et aux filles une éducation aux médias et à l'information et des compétences numériques, en garantissant un accès équitable à l'information et en favorisant l'autonomisation des femmes par la promotion de l'égalité des genres dans le développement et l'utilisation des technologies numériques. Cela suppose notamment d'élaborer et d'appliquer des normes éthiques et des principes communs permettant de lutter contre les préjugés et les obstacles qui entravent la pleine participation et l'accès à des responsabilités dans le monde numérique pour les femmes et les filles, y compris dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA).

Favoriser un environnement technologique
au service de l'humain par le développement
et la diffusion des connaissances et
des compétences ainsi que l'élaboration
de normes éthiques

COMBLER LA FRACTURE NUMÉRIQUE ENTRE LES GENRES

STANDARDS
ÉTHIQUES POUR L'IA
ET LES PLATEFORMES
NUMÉRIQUES

ÉDUCATION
AUX MÉDIAS ET
À L'INFORMATION

APTITUDES ET
COMPÉTENCES
NUMÉRIQUES



Participe à la cible 5.b des ODD

FAITS ET CHIFFRES CLÉS



Les **hommes** sont **189 millions** de plus que les **femmes**

à utiliser Internet dans le monde

(UIT, 2024)

Les **hommes** sont **5 fois** plus susceptibles que les **femmes** de recevoir des **annonces en ligne pour des emplois de cadre bien rémunérés**

(UNESCO, 2024)



30 % des professionnels travaillant dans le secteur de l'IA sont des **femmes** et elles n'occupent que **18 % des postes de direction** dans les start-up en IA

(UNESCO, 2024)

Les **femmes** représentent seulement

12 % des **chercheurs en IA**

16 % des **professeurs d'université menant des recherches sur l'IA**

(UNESCO, 2024)



La **violence de genre** facilitée par la **technologie** commence dès l'âge de **9 ans**

(UNFPA, 2024)



30 %

des **femmes journalistes** interrogées ont répondu qu'elles **s'autocensuraient sur les réseaux sociaux**

(UNESCO, 2021)



Parmi les **100 plus grandes entreprises high-tech** seules **8** sont dirigées par des **femmes**

(UNESCO, 2024)

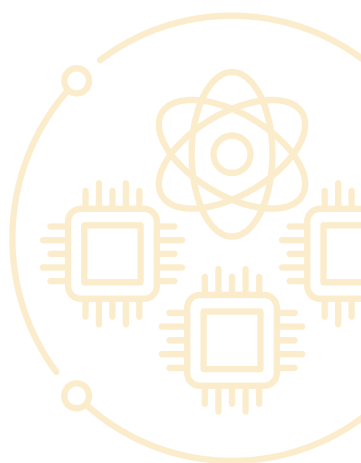
LA SITUATION DANS LE MONDE : LES NOUVELLES FRONTIÈRES NUMÉRIQUES FONT ÉMERGER DE NOUVEAUX DÉFIS POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

La technologie ouvre de nouvelles frontières qui autrefois ne relevaient que de la science-fiction. De nouvelles applications de l'intelligence artificielle (IA) voient le jour presque quotidiennement et remodelent profondément notre façon de vivre, de travailler, d'apprendre, de nous connecter et d'entrer en relation les uns avec les autres. En association avec la neurotechnologie, des économies et des secteurs entiers, des soins de santé à l'éducation, sont bouleversés. De nouvelles implications en matière d'éthique et de droits humains émergent et sont encore amplifiées par leur convergence rapide, soulevant des questions inexplorées en matière d'égalité des genres.

Une fracture numérique entre les genres existe dans l'ensemble de l'écosystème technologique, de l'accès aux infrastructures et à l'éducation aux compétences numériques au leadership et aux inventions scientifiques. Au niveau mondial, les femmes sont 189 millions de moins que les hommes à utiliser Internet¹. Les femmes et les filles accusent encore un retard dans l'acquisition de compétences numériques et en TIC, alors que les compétences en IA sont de plus en plus essentielles dans le monde du travail. Le fait que les femmes ne représentent que 10 % des diplômés en informatique dans le monde illustre clairement cette fracture. Sans une éducation et des formations ciblées, la fracture numérique affaiblit davantage de femmes sur le plan professionnel et économique, les femmes représentant seulement

12 % des chercheurs en IA, 6 % des développeurs de logiciel et moins de 2 % des candidats dans le secteur quantique². Dans le même temps, les lacunes en matière juridique et de données ne permettent pas de lutter contre la violence de genre facilitée par la technologie, tandis que le manque de compétences en matière d'éducation aux médias et à l'information et de numérique expose davantage les femmes et les jeunes filles à des dangers.

Les transformations rapides qui se produisent dans **l'environnement numérique offrent des opportunités sans précédent de faire progresser l'égalité des genres et d'autonomiser les femmes et les filles. Elles produisent également des effets nocifs qui menacent leur bien-être psychologique et leur sécurité physique.** Par exemple, les outils basés sur l'IA ouvrent de nouvelles perspectives pour les femmes scientifiques et les innovatrices, en accélérant la recherche et soutenant l'analyse des données, mais des utilisateurs malveillants de l'IA générative infiltrent les systèmes pour intégrer du contenu biaisé ayant un impact sur les carrières des femmes scientifiques et leur sécurité ; 89 % des ingénieurs en IA déclarent avoir été confrontés à des hallucinations de l'IA générative, notamment des erreurs, des préjugés ou du contenu nocif³. Un autre exemple est celui des neurotechnologies, où des stimulateurs cérébraux ont été utilisés pour gérer les migraines chroniques, soulager la dépression post-partum⁴ et atténuer les douleurs menstruelles⁵, mais dont ces premiers bénéfices sont loin d'avoir atteint leur plein potentiel pour les femmes. Leur exclusion systémique de la recherche et des essais cliniques – où la biologie féminine est souvent négligée – continue de fausser et de limiter les résultats de traitement et empêche la neurotechnologie de répondre pleinement aux besoins des femmes en matière de santé⁶.



79 % des entreprises de technologie quantique ne comptent aucune femme parmi leurs cadres dirigeants

Ces **inégalités ne reflètent pas seulement les préjugés existants, elles influencent le développement et l'utilisation des technologies elles-mêmes.**

Il a été démontré que les systèmes d'IA encodent et amplifient les préjugés de genre. Les algorithmes de recrutement favorisent les candidats masculins, tandis que les outils de reconnaissance vocale et faciale sont moins performants pour les femmes, en particulier celles issues de groupes racisés. Les préjugés sont également évidents dans les algorithmes de recherche et de recommandation. La recherche de l'expression « Filles noires » a, dans des cas documentés, conduit à des résultats avec du contenu sexuellement explicite, tandis que les systèmes automatisés tendent à associer les femmes au shopping et les hommes au tir à l'arme à feu⁷. Les grands modèles de langage (LLM) peuvent perpétuer des normes de genre profondément ancrées : une étude récente menée par l'UNESCO a révélé qu'ils associent les noms féminins à des rôles domestiques comme « maison », « famille », « enfants », et les noms masculins à des accomplissements professionnels, tels que « affaires », « exécutif » et « salaire »⁸. Dans des secteurs critiques comme la finance et la santé, ces préjugés se traduisent par des résultats discriminatoires, qui ont un impact sur les décisions de crédit, d'assurance et de soins médicaux.



En moyenne, les **jeunes femmes** possèdent **75 %** des **compétences en programmation** des **jeunes hommes**

L'intelligence artificielle générative (GEN AI)

augmente également la portée de ces contenus nocifs en permettant à des acteurs malveillants de créer automatiquement des images, des sons, des textes et des vidéos, à grande échelle et très rapidement. Cela inclut la production de tout type de contenu, des biographies inventées aux images modifiées et photoréalistes représentant principalement des femmes et des filles dans des scénarios auxquels elles n'ont pas consenti. On estime aujourd'hui que certaines filles sont exposées à la violence de genre facilitée par la technologie dès l'âge de 9 ans⁹. Ces évolutions ont un impact considérable au-delà du monde numérique, avec notamment des effets physiques, psychologiques, sociaux et économiques durables qui conduisent au retrait des femmes et des filles de la vie publique et de la vie communautaire¹⁰.



Des étudiantes prennent l'initiative de guider ministres et experts à travers des ateliers pratiques sur la durabilité et l'innovation verte à Beyrouth, lors de la Journée de la Terre.

La **fracture numérique entre les genres doit être comblée par des stratégies intersectionnelles, inclusives et ancrées localement** qui tiennent compte de l'ensemble des inégalités structurelles liées par exemple à la race, à la classe sociale, à l'origine ethnique, à la sexualité et à d'autres facteurs façonnés par des contextes sociaux et géopolitiques spécifiques. Dans certaines régions, les femmes des communautés rurales peuvent se heurter à une connectivité limitée. L'exclusion numérique des femmes autochtones menace la préservation de leurs langues et connaissances¹¹. Les femmes handicapées se heurtent elles aussi à des obstacles persistants en matière d'accessibilité qui limitent leur autonomie et leur participation¹². Les femmes plus âgées sont également confrontées à d'importantes lacunes numériques. Dans l'Union européenne, les femmes âgées de 55 à 74 ans sont 50 % moins nombreuses à disposer des compétences numériques de base que les hommes et les femmes plus jeunes¹³. Les difficultés économiques, le travail non rémunéré, le manque d'accès à l'électricité ou à l'eau potable limitent davantage l'accès des femmes au numérique.

En réponse à tous ces défis, la communauté internationale a adopté des cadres internationaux et nationaux pour favoriser l'égalité dans le développement et le déploiement des technologies numériques et de pointe. La mise en œuvre reste toutefois fluctuante. Selon l'Indice mondial sur l'IA responsable, **seuls 24 pays sur 138 incluent le genre dans leurs stratégies nationales en matière d'IA, et seulement 18 font des références substantielles aux questions de genre en relation avec la gouvernance et le développement de l'IA**¹⁴. Même lorsque le genre y est mentionné, ces stratégies manquent souvent de plans de mise en œuvre concrets, de budgets dédiés ou de mécanismes de responsabilisation. Ce vide politique constitue une occasion manquée de créer les garde-fous nécessaires à l'innovation inclusive et d'empêcher que les préjugés ne s'installent à grande échelle.

en offrant aux filles et aux femmes des modèles féminins, des opportunités de mentorat et des environnements propices à l'apprentissage des STIM. Il est également urgent que chacun développe des compétences nécessaires non seulement pour consommer du contenu, mais aussi pour l'évaluer de manière critique, le remettre en question et le façonner. L'éducation aux médias et à l'information permet aux utilisateurs de comprendre le fonctionnement des outils numériques, de reconnaître la désinformation, d'exercer un contrôle sur leurs informations personnelles et de prendre des décisions éclairées quant à leur comportement en ligne. Elle permet aux gens d'évoluer dans les espaces numériques de manière réfléchie, et non passive. Ces stratégies d'éducation aux médias et à l'information doivent tenir compte du genre, car la manière dont les gens appréhendent et utilisent cette technologie et ses applications varie de manière considérable.

Malgré l'ampleur et la complexité des défis, le pouvoir de la technologie pour faire progresser l'égalité des genres est réel et accessible. Cela nécessite une action coordonnée et multipartite impliquant les créateurs de contenu, les plateformes numériques, les gouvernements, les médias, les organisations de la société civile, les établissements d'enseignement, les utilisateurs privés et les influenceurs. Une IA bien conçue peut réduire les préjugés, favoriser les contenus sensibles au genre et amplifier la voix d'une diversité de groupes dans les médias, l'éducation, la culture, la science et la vie publique. Les nouvelles opportunités offertes par le numérique et les technologies de pointe peuvent conduire à l'autonomisation économique et à la participation active de toutes et tous. Comme le montrent de récents rapports de l'UNESCO, lorsque les femmes et les filles sont soutenues en tant que créatrices, leaders et innovatrices responsables, c'est le monde numérique tout entier qui en bénéficie.

32 % des adolescentes ont déclaré que lorsqu'elles **se sentaient mal dans leur corps, Instagram les faisait se sentir encore plus mal**

Au-delà des cadres politiques, s'attaquer à la fracture numérique entre les genres requiert des **efforts soutenus pour renforcer l'éducation inclusive aux médias et à l'information (EMI) et les compétences numériques**, tout en créant des voies d'accès viables au leadership dans les secteurs de la technologie. Des initiatives éducatives sont nécessaires pour contrer activement les stéréotypes nocifs, comme le mythe selon lequel la programmation et les domaines techniques sont « pour les garçons »,



L'UNESCO APPORTE DES SOLUTIONS

Reconnaissant l'urgence croissante de la fracture numérique entre les genres, l'UNESCO a joué un rôle de premier plan dans la promotion de l'égalité des genres dans la transformation numérique :

- en garantissant la mise en œuvre de normes éthiques et des droits humains qui reflètent les besoins et compétences des femmes ainsi que les risques qu'elles rencontrent ;
- en promouvant l'éducation aux médias et à l'information afin de doter les citoyens des compétences nécessaires pour naviguer dans un paysage de l'information en évolution rapide et pour lutter contre les préjugés de genre ; et
- en améliorant les aptitudes et compétences numériques des femmes et des filles en vue de renforcer leur participation.

En 2024–2025, l'UNESCO a travaillé à la production de nouvelles connaissances et à la collecte de données complètes pour étayer les politiques publiques. Elle a fait progresser la mise en œuvre de cadres et de mécanismes éthiques au niveau national et soutenu le leadership des femmes dans la gouvernance technologique à tous les niveaux de décision. Elle a également collaboré avec son vaste réseau d'établissements d'enseignement et les médias pour s'assurer que les femmes et les filles sont non seulement dotées des compétences numériques, mais disposent aussi des aptitudes pour devenir des citoyennes numériques actives et responsables grâce à des programmes d'éducation aux médias et à l'information.

Normes éthiques et relatives aux droits de l'homme pour l'IA et les plateformes numériques

L'UNESCO continue d'affirmer son rôle de chef de file en tant qu'institution mondiale qui promeut les droits humains, les normes éthiques et la diversité dans un environnement numérique et technologique en évolution rapide.

Au cœur de ce travail se trouve la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle. Adoptée par 194 États membres en 2021, il s'agit du premier instrument normatif mondial traitant de l'éthique de l'IA tenant compte du genre. L'influence de cette Recommandation, qui appelle à intégrer l'égalité des genres dans la conception de l'IA, la gouvernance des données et l'accès à celles-ci, à lutter contre les préjugés et à promouvoir la diversité, s'est fortement accrue en 2024-2025, passant d'un instrument normatif mondial à une application concrète dans les politiques publiques et les pratiques.



Les entreprises essaient de fabriquer des produits destinés à tout le monde, mais si l'on regarde la composition démographique des personnes présentes dans la salle, cela ne représente qu'une infime partie du monde. Si nous ne représentons qu'un seul type de personne, de genre, de région géographique ou de parcours éducatif, nous passons à côté d'une grande diversité de connaissances et d'informations.

Dre. Rumman Chowdhury

PDG et fondatrice de Humane Intelligence

Les Deuxième et troisième forums mondiaux sur l'éthique de l'IA, organisés par la Slovaquie en 2024 et par la Thaïlande en 2025, ont constitué des étapes importantes. Tous deux ont encouragé l'utilisation de la *Méthode d'évaluation de l'état de préparation*¹⁵, un outil de diagnostic permettant d'évaluer les capacités nationales en matière d'infrastructure, de gouvernance et de politique sociale de l'IA. Ils ont aussi promu les recommandations sur l'égalité des genres dans la science et la technologie, avec des contributions concrètes et pratiques de la *Women4Ethical AI Platform (Plateforme des femmes pour une IA éthique)*¹⁶. Lancée en 2023 et élargie tout au long de l'exercice biennal 2024–2025 pour inclure des expertes de premier plan, la plateforme a favorisé l'engagement multipartite dans 36 pays. Elle a produit l'étude *Women for Ethical AI: Outlook Study on Artificial Intelligence and Gender* (Femmes pour l'éthique de l'IA : une étude sur l'intelligence artificielle et le genre) (2024), rédigée en collaboration avec l'UNESCO. L'étude s'appuie sur le chapitre de la Recommandation consacré au genre et sur des évaluations de la *Méthode d'évaluation de l'état de préparation*. Elle contient des **conseils pratiques pour intégrer l'égalité des genres dans le cycle de vie de l'IA**, tout en soulignant la nécessité de disposer de données ventilées, de décisions politiques inclusives et du leadership féminin pour élaborer des systèmes d'IA éthiques.

Tout au long de l'exercice biennal, l'UNESCO a continué à mettre en œuvre les *Principes pour la gouvernance des plateformes numériques* (2023), qui visent à défendre la liberté d'expression et le droit à l'information tout en luttant contre la désinformation, les discours haineux et les théories du complot en ligne. Elles constituent un outil normatif essentiel qui guide les initiatives de renforcement des capacités de l'UNESCO et offrent un cadre complet aux parties prenantes pour promouvoir une gouvernance des plateformes numériques centrée sur les droits humains et garantir la responsabilité des gouvernements et des plateformes numériques.

En outre, les *Principes* contiennent des dispositions spécialement conçues pour **protéger les droits des femmes et des filles, tout en fournissant des recommandations détaillées aux plateformes numériques**, soulignant la nécessité d'adopter des approches diversifiées, sensibles au genre et intersectionnelles.

La mise en œuvre des *Indicateurs de l'universalité de l'Internet* (IUI)¹⁷, un autre outil fondé sur des données factuelles qui aide les États membres à promouvoir des écosystèmes numériques tenant compte du genre, vient compléter ces efforts. Construits autour des principes DOAM (Droits humains, Ouverture, Accessibilité et participation Multipartite) et incluant des indicateurs transversaux sur l'égalité des genres, les IUI **évaluent si les femmes et les filles peuvent accéder aux services numériques et les utiliser sur un pied d'égalité**, y compris des services bancaires et gouvernementaux en ligne, et si les informations essentielles relatives à leurs droits, telles que des informations sur la santé reproductive et sexuelle, sont facilement accessibles. Ils examinent également dans quelle mesure les stratégies nationales protègent les femmes et les filles de la violence de genre en ligne. En 2024-2025, huit pays ont appliqué les IUI pour évaluer et améliorer leurs politiques nationales relatives à Internet, aidant ainsi à combler la fracture numérique grâce à une transformation numérique plus inclusive et éthique.

Un webinar sur la « Politique transformatrice de genre pour faire progresser l'inclusion numérique » a été organisé dans le cadre du *Programme Information pour tous* (PIPT) de l'UNESCO, en partenariat avec le Partenariat mondial pour l'inclusion numérique (GDIP). Il s'est conclu par un appel à l'action pour des politiques inclusives et le lancement de la *Dynamic Coalition on Measuring Digital Inclusion* (*Coalition dynamique sur la mesure de l'inclusion numérique*) du Forum de la gouvernance d'Internet, réunissant plus de trente institutions académiques, gouvernements, ONG et institutions du secteur privé pour collaborer à l'avancement de l'inclusion numérique. Depuis son lancement, la coalition a mené des discussions politiques cruciales dans les principaux forums mondiaux, axées sur **la connectivité significative, la gouvernance numérique et le suivi de l'inclusion avec une dimension de genre**. L'approche globale de la coalition aborde les technologies émergentes, telles que l'IA et l'informatique quantique, tout en donnant la priorité à l'inclusion du genre et aux politiques fondées sur des preuves afin de garantir une transformation numérique équitable. En 2024, le Secrétariat du PIPT a également apporté des éclairages clés sur les questions de genre dans le cadre de l'élaboration de la *Feuille de route de l'UNESCO pour la politique en matière d'intelligence artificielle dans les Caraïbes* et de la *Stratégie continentale de l'Union africaine sur l'intelligence artificielle*, faisant ainsi progresser la politique régionale en matière d'IA et favorisant un développement technologique inclusif dans différents contextes.

Outre le soutien aux politiques régionales, les initiatives de plaidoyer de l'UNESCO **ont mis en avant l'application concrète de principes éthiques dans l'IA tout en contribuant au renforcement de l'expertise nationale et institutionnelle**. En Chine, le Séminaire « AI-Powered Accessibility: Redefining Digital Inclusion » (« Accessibilité renforcée par l'IA : redéfinir l'inclusion numérique ») a exploré la manière dont l'IA peut éliminer les obstacles liés au genre. Lors d'EuroDIG 2024, l'UNESCO a animé des discussions clés sur les écarts numériques entre les genres et la nécessité de disposer de meilleures données sur la connectivité significative des femmes. En Afrique, une série de quatre webinaires intitulés « Gender Perspectives on AI and the Rule of Law » (« Perspectives de genre sur l'IA et l'Etat de droit »), organisée en collaboration avec le Lawyers Hub, s'est penchée sur l'impact de l'IA sur les systèmes juridiques et les droits humains, avec une attention particulière sur la gouvernance tenant compte du genre. La collaboration avec le monde judiciaire a permis d'étendre ce programme au niveau mondial grâce au webinar « AI in the Courtroom – Women Judges Pioneering Technology for Justice » (« L'IA dans les tribunaux : Femmes juges pionnières de la technologie au service de la justice »), qui a marqué la Journée internationale 2025 des femmes juges.



© UNESCO

L'UNESCO a soutenu 150 femmes entrepreneures issues de 28 pays africains, en développant leurs compétences numériques et en IA, en accompagnant le développement de 30 initiatives, et en favorisant un réseau panafricain pour l'égalité des genres dans l'IA.

En complément de ces efforts, le Partenariat mondial pour l'inclusion numérique (GDIP) a mené une enquête auprès de plus de 6 000 femmes en Inde, au Mozambique, au Nigeria et aux Philippines. L'étude a révélé l'impact significatif de la fracture numérique sur les femmes et la nécessité urgente d'une connectivité significative grâce à un accès abordable, l'Internet haut débit, des appareils adaptés et une utilisation quotidienne dans un environnement favorable. Dans les Caraïbes, l'UNESCO a aussi lancé une enquête – appuyée par des entretiens et des groupes de discussion – afin d'explorer les discriminations liées au genre dans l'IA. En s'appuyant sur les résultats de cette enquête, et sur l'audit d'un grand modèle de langage (LLM), une note d'orientation politique est en cours d'élaboration, et plus de 240 participants ont reçu une formation sur l'IA éthique et adaptée au genre.

Afin de continuer à élaborer des politiques numériques inclusives, éthiques et fondées sur les droits, l'UNESCO a constitué un corpus croissant de preuves **sur l'intersection entre le genre et l'IA générative**. Parmi les rapports clés publiés au cours de cet exercice biennal, citons *Ton avis ne compte pas, de toute façon* (2024), qui met en évidence la manière dont l'IA générative amplifie la violence de genre facilitée par la technologie, touchant de manière disproportionnée les femmes et les filles. *Challenging Systematic Prejudices: An Investigation into Bias Against Women and Girls in Large Language Models (Remettre en question les préjugés systémiques : une enquête sur les biais envers les femmes et les filles dans les grands modèles de langage)* (2024) met en lumière les préjugés sexistes omniprésents dans les grands modèles de langage (LLM) et appelle à la poursuite des recherches, à une réforme des politiques et à une collaboration entre les différentes parties prenantes. Au niveau régional, le *Needs Assessment for AI, Digital Transformation and Open Data for SIDS (Evaluation des besoins en matière d'intelligence artificielle, de transformation numérique et de données ouvertes pour les PIED)* (2024) examine les écosystèmes d'IA et de données dans les PEID comme base de la transformation numérique, et constate que près de la moitié des 28 pays ayant répondu ont besoin du soutien de l'UNESCO pour intégrer la dimension de genre dans l'IA.

L'UNESCO a aussi **étendu son cadre éthique aux domaines scientifiques émergents**. Dans le secteur quantique, l'UNESCO coordonne l'Année internationale de la science et de la technologie quantiques (2025), axée sur la promotion de l'égalité des genres dans les domaines des STIM et le renforcement des capacités dans les pays du Sud. En partenariat avec IBM et la fondation Unitary, l'UNESCO a lancé en 2025 une *Enquête mondiale sur la science et la technologie quantiques* en vue de cartographier l'écosystème mondial de la recherche quantique. Les premiers résultats ont déjà révélé des déséquilibres de genre persistants et identifié des actions prioritaires pour l'avenir, telles que le mentorat et l'élaboration de politiques inclusives¹⁸.

Dans le domaine des neurotechnologies, l'UNESCO assume un rôle de chef de file et veille à ce que ces puissantes innovations soient développées dans le respect de la dignité et des droits humains et qu'elles répondent aux défis et aux besoins des femmes. La première Recommandation mondiale sur l'éthique des neurotechnologies¹⁹ reconnaît l'égalité des genres en tant que pilier fondamental. Elle appelle les États membres à collecter des données ventilées par sexe, à mettre en place une conception tenant compte du genre, des lieux de travail sûrs et inclusifs ainsi que des programmes de mentorat et de développement du leadership. Ensemble, ces initiatives reflètent l'approche globale de l'UNESCO en vue d'intégrer l'égalité des genres dans la gouvernance de l'éthique de l'IA, des plateformes et technologies numériques, conciliant les normes mondiales et l'action.

Encadré 1 Tester l'intelligence artificielle pour le bien commun - Guide pratique de red teaming

L'UNESCO, en partenariat avec Humane Intelligence, a marqué la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes 2024 en organisant un exercice innovant de « Red Teaming » afin de tester les préjugés de genre des IA dans le cadre d'une session en deux parties avec les ambassadeurs et le personnel de l'UNESCO. Cette méthodologie applique un cadre d'évaluation rigoureux pour identifier et atténuer les préjugés de genre dans les systèmes d'IA avant leur déploiement.

Inspirée par cet exercice pratique, l'UNESCO a publié *Tester l'intelligence artificielle pour le bien commun - Guide pratique de red teaming* (2025), un guide en étapes, destiné à aider les décideurs politiques, les chercheurs et les organisations de la société civile à identifier et à lutter contre les préjugés sexistes et les violences de genre facilitées par la technologie dans les systèmes d'IA. Conçu pour être accessible à un public technique et non technique, il propose des méthodologies pour tester les modèles d'IA et atténuer les risques, contribuant ainsi au développement de technologies éthiques et inclusives.

Les Ambassadeurs et Délégués permanents de l'UNESCO participant à l'exercice de Red Teaming le 25 novembre 2024.



■ Éducation aux médias et à l'information

L'UNESCO soutient le développement de l'éducation aux médias et à l'information (MIL) et des compétences numériques pour permettre à chacun d'aborder les informations de manière critique, de naviguer en ligne en toute sécurité et d'aider à bâtir la confiance dans l'écosystème de l'information et dans les technologies numériques. Elle fournit un ensemble de compétences pour relever les défis du XXI^e siècle, dont la prolifération de la désinformation, de la mésinformation et des discours de haine, le déclin de la confiance dans les médias et les innovations numériques résultant probablement de l'IA. L'approche de l'UNESCO relative à l'éducation aux médias et à l'information (EMI) positionne de manière stratégique les femmes et les filles au cœur de ses travaux, du dialogue politique de haut niveau à la mise en œuvre au niveau local.

Au niveau des politiques, l'UNESCO accompagne 34 pays dans l'élaboration **de politiques nationales d'éducation aux médias et à l'information et de stratégies de renforcement des capacités tenant compte du genre**. Par exemple, elle a dirigé une session de consultation de haut niveau au Pakistan en 2024 qui a marqué une étape importante dans l'élaboration de la première stratégie EMI du pays, avec une attention particulière pour l'égalité des genres. Cette nouvelle stratégie est alignée sur la Stratégie pour l'inclusion du genre dans le numérique du Pakistan (2022) en vue d'accroître la participation des femmes à la transformation numérique et faisait partie du lancement de « Digital Pakistan » (2024), qui comprend six priorités techniques, dont l'éducation et l'inclusion numériques des femmes.

Reconnaissant le rôle important des créateurs de contenu numérique dans la construction des récits en ligne, l'UNESCO s'est attachée à les doter d'outils pour lutter contre les discours de haine, la discrimination et les préjugés de genre afin qu'ils contribuent à des environnements en ligne plus sûrs et inclusifs. L'UNESCO s'est associée au Centre Knight pour le journalisme dans les Amériques pour lancer le cours en ligne *How to be a trusted voice online (Comment gagner la confiance des internautes en ligne)* qui a déjà touché plus de 10 500 influenceurs et créateurs de contenu numérique venant de 165 pays. Une attention particulière a été placée sur la lutte contre les stéréotypes de genre et la promotion d'espaces numériques sûrs.

Tout au long de l'exercice biennal, **l'UNESCO s'est efforcée d'adapter sa vision globale et ses outils de renforcement des capacités à différents besoins et réalités régionaux et locaux**. Par exemple, dans les Caraïbes, le programme *Building the Caribbean's Next Generation of Media Literate Citizens (Former la prochaine*

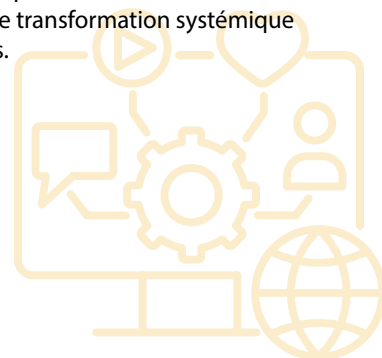
génération de citoyens caribéens éduqués aux médias) a ouvert de nouvelles voies par une participation inclusive dans les espaces médiatiques, répondant aux défis uniques auxquels les femmes et les filles sont confrontées dans la région pour interagir de manière critique avec les contenus numériques, tout en fournissant des ressources adaptées pour lutter contre la mésinformation et pour permettre une participation en ligne sécurisée. À ce jour, 400 élèves et 80 éducateurs et journalistes de la Barbade, de Guyane, de Jamaïque et de Trinité-et-Tobago y ont participé.

Par ailleurs, le programme s'est attaqué à un problème de genre critique touchant les garçons dans les Caraïbes : le décrochage scolaire, des niveaux de réussite bas et une vulnérabilité accrue aux mauvaises influences. Face à ce défi, **le projet a conçu et dispensé une éducation aux médias et à l'information à destination des garçons**, en rendant l'apprentissage interactif, engageant et pertinent par rapport à leurs expériences.

Au Myanmar, le projet *Prévenir les discours haineux et promouvoir une société pacifique grâce à l'éducation aux médias et à l'information* a consacré 31 % de son budget à l'égalité des genres et a notamment inclus la formation de femmes pour qu'elles puissent servir de médiatrices au sein de comités de résolution collaborative des conflits, renforçant ainsi leur rôle au sein de leurs communautés et contribuant aux efforts de consolidation de la paix.

Au Népal, les efforts se sont concentrés sur le renforcement de la sécurité numérique des femmes journalistes et la lutte contre la violence de genre facilitée par la technologie, en particulier au sein des communautés marginalisées. Des sessions de formation sur les pratiques responsables en ligne ont été organisées, et une campagne de sensibilisation à la violence de genre facilitée par la technologie a été lancée avec le soutien de créateurs locaux de contenus.

Une plateforme régionale a également été mise en place en Argentine avec Microsoft en vue de partager les bonnes pratiques et ressources en matière d'éducation à la citoyenneté numérique, avec une forte composante d'égalité des genres. Ce réseau permet aux éducateurs et aux décideurs politiques de mettre en œuvre des programmes d'éducation numérique sensibles aux besoins et aux défis propres à chaque genre, reconnaissant que le changement durable requiert un renforcement individuel des capacités et une transformation systémique des environnements éducatifs.



Encadré 2

Les réseaux sociaux pour la paix et l'éducation aux médias et à l'information sensible au genre

Lancée en 2021 avec des activités pilotes en Bosnie-Herzégovine, en Colombie, en Indonésie et au Kenya, l'initiative de l'UNESCO intitulée *Réseaux sociaux pour la paix (SM4P)* promeut des espaces numériques plus sûrs et inclusifs en luttant contre la désinformation, les discours de haine et la violence de genre facilitée par la technologie.

Lors du Forum sur les droits numériques et l'inclusion (DRIF) 2024 à Accra, au Ghana, *SM4P* a animé un panel sur la lutte contre la désinformation genrée, mettant en avant les stratégies pour renforcer la résilience des communautés. Des enseignements tirés du Kenya ont été partagés. Lors de l'atelier « Influence 4 Impact », 25 créateurs de contenu et influenceurs ont été formés à l'utilisation de leurs plateformes pour consolider la paix numérique.

En outre, le projet a permis la création de la Coalition nationale multipartite pour la liberté d'expression et la modération des contenus au Kenya (FECMo), qui a identifié la désinformation et les discours haineux en ligne liés au genre comme l'un de ses principaux domaines d'action, approuvant une résolution conjointe en faveur d'une approche et d'une action multisectorielles pour lutter contre la désinformation et les discours haineux liés au genre sur les plateformes numériques dans le pays. Cette résolution est le fruit d'un atelier intensif de trois jours visant à conceptualiser et à formuler des stratégies innovantes pour trouver des solutions possibles à ces défis urgents, notamment en promouvant et en intégrant l'éducation aux médias et à l'information sensibles au genre sur les plateformes numériques.

Forte de ces succès, l'UNESCO a lancé une deuxième phase de l'initiative *SM4P* en 2025, financée par l'Union européenne, qui étend l'initiative à l'Afrique du Sud, à l'Indonésie, à l'Iraq et au Kirghizistan et fait davantage progresser l'éducation aux médias et à l'information transformatrice du genre dans différents contextes et régions.



Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans notre société : s'ils peuvent unir et contribuer à la paix, ils peuvent aussi créer des tensions. Ce projet rassemble des personnes de différentes régions et de différents secteurs et aborde des questions importantes telles que les communautés marginalisées, les relations interethniques et la violence de genre.

Muhayo Abduraupova, représentante de l'organisation publique Positive Dialogue basée à Osh, au Kirghizistan

L'intégration de l'éducation aux médias et à l'information dans les institutions médiatiques

représente une autre dimension importante de la stratégie de l'UNESCO. Tout au long de l'année 2024, plus de 860 organes de presse de plus de 30 pays ont participé aux consultations et à des sessions de formation organisées par l'UNESCO sur la manière d'intégrer les stratégies d'éducation aux médias et à l'information dans leur travail quotidien. Cet engagement a déjà donné des résultats concrets : les organes de presse d'Asie centrale et la Fédération des journalistes africains ont lancé des partenariats régionaux. L'UNESCO reconnaît également le rôle critique de la communauté des médias dans les zones mal desservies, telles que dans les Petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA). L'UNESCO a promu l'intégration du genre dans les médias communautaires à travers le mentorat, le financement et des outils *lowtech*. Ce soutien ciblé reconnaît que les médias communautaires constituent des bouées de sauvetage pour les femmes vivant dans des régions reculées et mal desservies, en leur donnant accès à l'information et à des plateformes leur permettant de participer de manière significative.

À travers cette approche à multiples facettes, qui va des campagnes mondiales de sensibilisation au renforcement local des capacités, de l'élaboration de politiques à la sécurité en ligne, l'UNESCO favorise une compréhension complète des obstacles complexes auxquels les femmes sont confrontées à l'ère numérique et travaille avec ses partenaires pour construire un futur où les femmes et les filles pourront naviguer, créer et transformer les écosystèmes d'information numériques.

Encadré 3

L'UNESCO amplifie les voix des femmes contre les discours de haine en ligne au Kirghizistan

Dans le cadre de la stratégie de lutte contre le discours de haine par l'éducation aux médias et à l'information, l'UNESCO a lancé une initiative ciblée au Kirghizistan visant à promouvoir des espaces numériques plus sûrs pour les femmes. Au cœur de cet effort se trouve une série de vidéos YouTube mettant en scène quatre femmes activistes : Asel Sooronbaeva, éditrice en chef de Checkit Media ; Atyr Abdrakhmatova, ancienne médiatrice ; Klara Sooronkulova, politicienne ; et Orazaiym Narmatova, activiste sociale. À travers leurs témoignages personnels, elles ont mis en lumière la prévalence du harcèlement numérique et de la discrimination de genre dans le pays, où près de la moitié de la population, soit 2,95 millions de personnes, utilise activement les réseaux sociaux.

En documentant ces expériences, l'UNESCO a non seulement sensibilisé aux difficultés rencontrées par les femmes, mais a aussi fourni des exemples concrets de résistance et de résilience. L'importance du projet dépasse les frontières du Kirghizistan, et contribue aux efforts mondiaux pour protéger les groupes vulnérables dans les espaces numériques. Tandis que les discours de haine prolifèrent sur les réseaux sociaux partout dans le monde, le travail de l'UNESCO témoigne du pouvoir de la narration pour bâtir des réponses efficaces.



L'UNESCO et le ministère de l'Éducation de l'Équateur ont co-organisé le Forum international sur la citoyenneté numérique 2025 à Quito, promouvant une éducation numérique inclusive face aux menaces liées à l'IA et à la violence fondée sur le genre (VFG).



Il ne s'agit pas seulement de former les médias à donner la parole aux femmes, mais aussi de former les femmes à avoir la confiance et les outils nécessaires pour utiliser cette voix.

**Participante à la session « Briser les barrières : genre, médias et ère numérique »
Journée mondiale de la liberté de la presse 2025,
Arusha, Tanzanie**



■ Aptitudes et compétences numériques

L'UNESCO a pris des mesures fortes pour combler les écarts entre les genres en matière de compétences et d'aptitudes numériques via des initiatives stratégiques qui reconnaissent à la fois l'urgence du défi et le potentiel de transformation que représente le fait de doter les femmes et les filles des capacités technologiques pour combler la fracture numérique de genre.

La **production de nouvelles connaissances** est restée une priorité et l'UNESCO a maintenu son rôle de chef de file pour influencer sur l'agenda international grâce à cette base de données probantes. Le rapport de l'UNESCO *La technologie à ses conditions* (2024) détaille le rôle de la technologie dans la réplication et l'amplification des préjugés de genre dans l'éducation. Il appelle instamment les gouvernements à évaluer la manière dont la conception des technologies peut compromettre la sûreté des environnements d'apprentissage et renforcer les stéréotypes de genre nocifs. Ces résultats étaient au cœur du plaidoyer mondial de l'UNESCO lors de la Journée internationale de l'apprentissage numérique qui a réuni plus de 700 décideurs politiques, enseignants, apprenants et dirigeants de l'enseignement venant de 114 pays pour explorer la manière dont l'apprentissage numérique peut favoriser l'équité et l'égalité dans les contextes à faibles ressources.

Veillant à ce que la technologie soit effectivement utilisée comme un outil pour promouvoir un accès plus facile à l'éducation et enrichir les expériences d'apprentissage pour toutes et tous, l'UNESCO a renforcé ses actions au niveau régional et national en vue d'offrir des formations aux compétences numériques aux femmes et aux filles, en particulier en Afrique grâce à son nouveau partenariat avec l'Université normale de Beijing visant à combler la fracture numérique pour les femmes et les filles en Tanzanie. Au Kenya, l'UNESCO a lancé l'initiative DigiKen avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), ONU Femmes et le PNUE. Cette initiative s'est concrétisée par la création de 15 centres d'innovation numérique afin de fournir aux femmes, aux filles, aux jeunes et aux communautés marginalisées des compétences numériques afin d'accéder



© UNESCO/Ministry of National Education/
Groupe Scolaire Ain Mediouna de Taounate

L'UNESCO suit les réformes dans la transformation numérique des systèmes éducatifs visant à doter les femmes et les filles des compétences numériques au Maghreb.

à des opportunités économiques et de participer pleinement à l'économie numérique. Elle a également soutenu des entreprises dirigées par des femmes à travers des formations sur mesure, du mentorat, et un accès au financement, leur permettant de développer leur activité et de renforcer leur autonomie économique. Les Centres ont également abordé les questions liées à la violence de genre facilitée par la technologie en dispensant une formation sur la sécurité numérique, la cybersécurité et les droits en ligne.

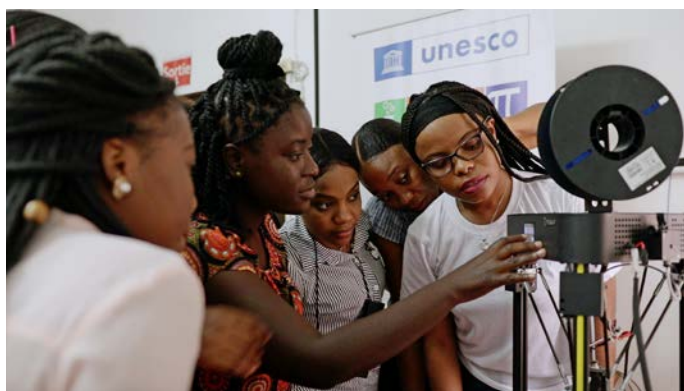
Reconnaissant **le rôle clé que les enseignantes jouent en tant que modèle et agents de changement**, des formations spécialisées ont été organisées pour les enseignantes en vue de renforcer leurs compétences numériques et informatiques. En ligne avec le Référentiel de compétences TIC pour les enseignants, des pédagogies tenant compte du genre ont été introduites dans 13 pays en vue d'encourager les filles à s'orienter vers des domaines liés à la technologie.

Les centres d'innovation numérique du Kenya sont essentiels à l'avenir économique du pays. Investir dans ces centres dote les jeunes et les femmes des compétences numériques qui alimentent l'innovation et la croissance inclusive dans le cadre de la Vision 2030 du Kenya.

John Tanui

Secrétaire principal, ministère de l'Information, des Communications et de l'Économie numérique

De jeunes femmes ingénieures et architectes participent à la formation de l'UNESCO sur la construction d'édifices résistants aux séismes et cyclones et à l'impression 3D en Haïti.



© UNESCO/Raphel Bélizaire

Prises ensemble, ces initiatives interconnectées dans les domaines de la recherche, du plaidoyer, des politiques, de l'éducation et du renforcement des capacités montrent comment le mandat de l'UNESCO se traduit par des améliorations tangibles dans la vie des femmes et des filles. En abordant les compétences numériques à tous les niveaux, de la formation de base au leadership, l'UNESCO veille à ce que les femmes et les filles ne deviennent pas simplement des bénéficiaires, mais des architectes actives de leur avenir numérique.

Encadré 4 Des « Game Jams » pour l'égalité des genres en Argentine

L'industrie des jeux vidéo est l'un des secteurs de l'économie créative qui connaît la croissance la plus rapide, mais elle reste fortement dominée par les hommes. En Argentine, les femmes ne représentent que 23 % des effectifs salariés et 27 % des postes de direction dans ce secteur. Pour combler cet écart entre les genres, l'UNESCO et le Conseil fédéral d'investissements (CFI) ont lancé le programme *Women Developers: Bridging the Gap, Work and Training in the World of Video Games* (Femmes développeuses : combler les écarts, emploi et formation dans l'univers du jeu vidéo).

Parmi ses activités phares figurent les *Game Jams*, des compétitions collaboratives durant lesquelles les participants créent des prototypes de jeux vidéo dans un délai très court. Plus de 600 personnes ont participé aux activités du programme à Córdoba, Tucumán, en Terre de Feu, La Pampa et Salta ainsi que sur des plateformes en ligne. Ces activités consistaient notamment en des camps de formation virtuels sur le développement de jeux en *no-code* ou en *low-code*, des cours d'anglais technique et des séances de mentorat avec des femmes leaders dans le domaine. Les participants ont également visité les bureaux de Globant – une entreprise de développement de logiciels – pour des ateliers pratiques et des exercices de pitching, et ont visité l'Argentina Video Game Expo (EVA), où les enjeux et stéréotypes de genre dans le domaine des jeux ont été abordés dans le cadre d'un panel de haut niveau.

Des participantes lors d'un Game Jam à Córdoba, dans le cadre du programme *Women Developers* de l'UNESCO et de la CFI, pour réduire l'écart de genre dans l'industrie du jeu vidéo.



© UNESCO/Bryan Cereijo

Encadré 5 Renforcer les compétences numériques des filles aux Philippines

Les compétences numériques sont essentielles pour une participation significative à la vie active et à la société d'aujourd'hui. Au mois d'août 2024, près de 100 filles inscrites à l'initiative *Alternative Learning System* (Système d'apprentissage alternatif) à Manille ont participé à un cours ciblé de deux semaines pour développer leurs compétences en informatique et en TIC, dont une formation sur les opérations informatiques de base, les applications logicielles, l'utilisation d'Internet et des e-mails ainsi que sur la sûreté et la sécurité en ligne.

Cette initiative fait partie du projet de l'UNESCO en cours aux Philippines intitulé *Better Life for Out-of-School Girls to Fight Against Poverty and Injustice* (Offrir une vie meilleure aux filles déscolarisées pour combattre la pauvreté et l'injustice), qui accompagne des filles déscolarisées depuis 2017.



© UNESCO

Le projet « *Better Life for Out-of-School Girls to Fight Against Poverty and Injustice* » aux Philippines dote les filles hors du système scolaire de compétences TIC essentielles.

RÉSULTATS POUR 2024–2025 : DE L'ENGAGEMENT À L'IMPACT

Dans le paysage technologique en évolution rapide, l'approche globale de l'UNESCO continue de garantir que les principes éthiques, les droits humains et l'égalité des genres restent au premier plan de la transformation numérique partout dans le monde, tout en créant les bases pour un écosystème technologique plus inclusif dans lequel le leadership et la participation des femmes ne sont pas des exceptions mais des attentes, façonnant des innovations qui servent l'humanité tout entière.

Les résultats montrent une augmentation significative du soutien apporté par l'UNESCO aux pays pour mettre en œuvre la Recommandation de 2021 sur l'éthique de l'intelligence artificielle dans leurs politiques et cadres réglementaires nationaux, avec 36 pays supplémentaires accompagnés au cours du dernier exercice biennal. Le nombre de pays engagés dans l'initiative phare *Women and AI (Femmes et IA)* et son réseau politique a aussi augmenté de manière significative, tout comme ceux engagés dans des initiatives d'éducation aux médias et à l'information qui assurent aux femmes et aux filles les compétences et les outils essentiels pour accéder en toute sécurité aux nouvelles technologies et aux nouveaux espaces numériques en tant que créatrices actives de contenu numérique.



DONNÉES DE SUIVI DE L'UNESCO POUR 2024–2025

- **42 pays** (13 en Afrique, 1 PEID) ont renforcé leurs capacités en matière de développement et d'utilisation des **technologies numériques et de l'IA favorisant l'égalité des genres**
- **76 pays** (28 en Afrique, 9 PEID) ont mis en œuvre des **approches concernant l'éthique de l'IA** dans leurs politiques et cadres réglementaires nationaux, en accordant une **attention particulière à la diversité et à l'égalité des genres**
- **36 pays** (5 en Afrique, 3 PEID) se sont engagés dans **l'initiative phare Women and AI (Femmes et IA)** et son réseau politique
- **8 pays** (2 en Afrique, 6 PEID) ont évalué et amélioré leurs politiques relatives à Internet et aux écosystèmes numériques en **appliquant les Indicateurs sur l'universalité de l'Internet**, qui contiennent un ensemble transversal d'**indicateurs liés au genre**
- **31 pays** (9 en Afrique, 3 PEID) ont dispensé des **programmes de formation de qualité sur les compétences numériques et l'IA** pour assurer un apprentissage plus inclusif
- **34 pays** (15 en Afrique, 2 PEID) ont élaboré et mis en œuvre des **politiques d'EMI et des stratégies de renforcement des capacités**

Résultats extraits des indicateurs liés au genre de l'Objectif stratégique 4 inclus dans le Programme et budget de l'UNESCO pour 2024–2025.

**THÈME
TRANSVERSAL**

FEMMES ET PRÉPARATION AUX CRISES, RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE ET RELÈVEMENT RAPIDE

Photo: © UNESCO/Christelle Alix
Mural: © Shamsia Hassani



L'UNESCO met son expertise au service de la préparation aux crises, de la réponse aux situations d'urgence et des efforts de relèvement rapide, tout en s'engageant fermement à faire progresser l'égalité des genres à tous les niveaux. Elle apporte un soutien direct aux femmes et aux filles touchées par les conflits, les situations d'urgence et les crises en promouvant la continuité de l'apprentissage, en assurant l'accès à une éducation de qualité tenant compte du genre et en créant des environnements d'apprentissage sûrs. En outre, l'UNESCO protège et amplifie les voix et les droits des femmes journalistes, artistes et scientifiques, soutient le leadership des femmes dans les efforts de relèvement rapide et facilite l'engagement des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent et la réduction des risques de catastrophe.

FAITS ET CHIFFRES CLÉS

En 2024, **676 millions de femmes et de filles** vivaient à moins de 50 km de **conflit meurtrier**, le nombre le plus élevé depuis les années 1990.

(ONU Femmes, 2025)



54 % des filles non scolarisées à travers le monde vivent dans des **régions touchées par une crise**

(INEE, 2021)



(ONU Femmes, 2025)



Les **femmes**
sont **14 fois plus**
susceptibles de mourir
à la suite d'une
catastrophe naturelle

(UNICEF, 2023)



4 500 cas de violences
sexuelles liées aux conflits

ont été signalés dans le monde

92 % des survivants

étant des **femmes** et des **filles**

(ONU Femmes, 2025)



En 2024, **90 %** des
organisations d'aide
aux **femmes en situation**
de **crise** ont été touchées

par des **réductions**
de **financement**

(ONU Femmes, 2024)



81 % des **femmes journalistes**
interrogées en **Ukraine**

ont été **victimes**
d'**abus en ligne**

(UNESCO, 2025)



2,2 millions de filles
restent **exclues**
de **l'enseignement**
secondaire
en **Afghanistan**

(UNESCO, 2025)



Sur **10 femmes**
tuées dans des **conflits**

à travers le monde

7 sont mortes à **Gaza**

(UNHCR, 2025)



L'**unité irakienne des officiers**
chargés de lutter contre les **menaces en ligne**
à l'encontre des **femmes journalistes**
a traité plus de **2 600 cas** depuis 2021

(UNESCO, 2024)



LA SITUATION DANS LE MONDE : L'ESCALADE SANS PRÉCÉDENT DE CRISES ET DE CONFLITS NÉCESSITE DES FEMMES DIRIGEANTES

Les conflits armés ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 1946. En 2024, environ 676 millions de femmes vivaient à moins de 50 kilomètres d'un conflit meurtrier, soit une augmentation dramatique de 50 % par rapport à la situation dix ans plus tôt¹. Cette proximité à la violence se traduit par de profondes perturbations de leurs droits fondamentaux, de leur sécurité, de leur éducation et de leurs moyens de subsistance.

Les statistiques dressent un tableau très sombre : une femme et une fille sur deux vivant dans une zone touchée par un conflit sont confrontées à l'insécurité alimentaire², 61 % des cas de mortalité maternelle évitable surviennent dans 37 pays touchés par une crise³. Rien qu'en Ukraine, 8 millions de femmes et de filles ont besoin d'aide humanitaire⁴. À Gaza, plus de 28 000 femmes et filles ont été tuées depuis octobre 2023, soit une femme et une fille toutes les heures⁵.

Dans ce contexte, **les femmes et les filles sont confrontées à des niveaux record de violences sexuelles liées aux conflits**. En 2024, 92 % des survivants de violences sexuelles liées aux conflits sont des femmes et des filles⁶. Au Soudan du Sud, les femmes et les filles sont enlevées et violées lorsqu'elles retournent chez elles pour chercher de la nourriture pour leurs familles déplacées⁷. En Ukraine, depuis décembre 2024, 335 cas de violences sexuelles liées aux conflits ont été documentés. La violence domestique a elle aussi augmenté, des rapports indiquant une hausse de 36 % par rapport aux niveaux d'avant la guerre⁸.

Les crises et les situations d'urgence perturbent gravement l'éducation, ce qui a des conséquences profondes et durables sur des générations de femmes et de filles. 54 % des filles non scolarisées à travers le monde vivent dans des régions touchées par une crise, soit deux fois plus que la moyenne mondiale. Elles sont également deux fois plus susceptibles que les garçons de ne pas être scolarisées⁹. L'exemple le plus frappant reste l'Afghanistan, où près de 2,2 millions de filles restent exclues de l'enseignement secondaire, ce qui en fait le seul pays au monde avec des restrictions législatives aussi extrêmes. Ces mesures vont bien au-delà de l'éducation. Les femmes ont l'interdiction de travailler dans la plupart des secteurs, leur liberté de mouvement est limitée et elles sont réduites au silence. Le bilan psychologique est dévastateur : 82 % des femmes afghanes interrogées en 2024 ont déclaré que leur santé mentale était mauvaise ou très mauvaise, et 8 % connaissaient

au moins une femme qui avait tenté de se suicider depuis le mois d'août 2021¹⁰.

Les femmes défenseuses des droits humains, journalistes, artistes et scientifiques sont aussi beaucoup plus souvent prises pour cible dans les zones de crise. Elles sont harcelées, censurées, mises en détention, victimes de violences fondées sur le genre, réduites au silence et exclues des rôles dans la vie publique et la consolidation de la paix. Ces attaques sont à la fois punitives et stratégiques, et renforcent des schémas plus larges d'exclusion et de répression liées au genre. Durant cet exercice biennal, des assassinats de femmes journalistes ont été enregistrés dans des pays comme la Palestine, la Syrie, l'Ukraine, l'Iraq, la Somalie et le Soudan.

L'intersection du changement climatique et des conflits crée des vulnérabilités supplémentaires. **Les urgences climatiques ne sont jamais neutres du point de vue du genre**. La dégradation des systèmes naturels de la planète a un effet disproportionné sur les femmes et les filles et les conditions climatiques extrêmes exacerbent les inégalités existantes et les dynamiques de pouvoir qui renforcent les normes et les stéréotypes de genre néfastes. Pas moins de 80 % des personnes déplacées par le changement climatique et les catastrophes naturelles sont des femmes et des filles¹¹. Elles sont également 14 fois plus susceptibles de mourir à la suite d'une catastrophe naturelle¹². En outre, la polarisation créée par la crise climatique, accompagnée de la désinformation et de la mésinformation, a entraîné une baisse de la confiance dans les sciences et les médias, ce qui exacerbe à son tour le harcèlement et les violences subies par les femmes scientifiques, artistes et journalistes engagées dans l'action climatique.

Les femmes ukrainiennes assument des rôles de leadership sans précédent : 67 000 femmes servent dans les forces armées (dont 5 000 dans des rôles de combat), elles constituent plus de 20 % des membres du parlement et occupent des postes clés au sein du gouvernement

Si les cadres normatifs visant à accroître la participation des femmes aux processus de paix se sont considérablement renforcés au cours des deux dernières décennies, notamment avec l'adoption, en 2000, de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi que de ses neuf résolutions subséquentes, la mise en œuvre pratique stagne. En 2023, les femmes constituaient seulement 10 % des négociateurs dans les processus de

paix, 14 % des médiateurs et 27 % des signataires d'accords de paix¹³. Cette exclusion persiste malgré les preuves irréfutables que la participation des femmes renforce les accords de paix et augmente leur chance de succès durable. En outre, la recherche montre que les pays bénéficiant d'une plus grande égalité des genres avant que le conflit n'éclate ont plus de chance de résoudre les conflits sans violence¹⁴.

113 pays disposent d'un **Plan d'action national Femmes, Paix et Sécurité** en 2025, contre seulement 19 en 2010

Les organisations de défense des droits des femmes apportent une réponse humanitaire de première ligne essentielle, en atteignant des communautés auxquelles les systèmes d'aide officiels ne peuvent accéder. En Colombie, par exemple, les organisations de femmes participent activement aux efforts de consolidation de la paix, en élaborant un plaidoyer de haut niveau

et en veillant à l'inclusion des anciennes combattantes dans les programmes de démobilisation. Au Yémen, des groupes locaux de femmes ont établi des mécanismes de consultation qui donnent la priorité aux voix de la base dans les discussions sur la paix. Malgré leur rôle essentiel, une étude récente réalisée par ONU Femmes a révélé que 90 % des organisations de femmes aidant les femmes en situation de crise ont déjà été touchées par des réductions de financement, ce qui constitue une menace supplémentaire et alarmante aux droits des femmes et à l'égalité des genres dans les contextes de crise et d'urgence¹⁵.

Alors que la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies Femmes, Paix et Sécurité fête son 25^e anniversaire en 2025, **la communauté internationale se trouve dans une situation critique**. L'accumulation des crises liées aux conflits armés, au changement climatique et à la régression de la démocratie nécessite une action urgente. Ces difficultés offrent la possibilité de réimaginer des processus de paix qui intègrent véritablement la voix des femmes, de reconstruire une société basée sur l'égalité et de tirer parti du leadership des femmes pour créer des solutions durables.

La moitié des **organisations de femmes** travaillant dans des **contextes de crise** pourraient fermer leurs portes en 2025 en raison de la **réduction globale de l'aide humanitaire**



© UNESCO/Luay Mohamed Al Zrare

Des élèves de primaire à la mosquée Al-Nouri à Mossoul.

L'UNESCO APPORTE DES SOLUTIONS

Le mandat unique de l'UNESCO ainsi que ses valeurs et principes fondateurs, en font un acteur clé et stratégique pour apporter des solutions aux crises, aux situations d'urgence et aux conflits. Son travail pour promouvoir l'égalité des genres et l'agenda Femmes, paix et sécurité (FPS) est vital dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture, de la communication et de l'information, autant de domaines qui sont souvent négligés dans les actions de prévention, de réponse et de relèvement rapide.

Plus précisément, l'UNESCO :

- s'engage en faveur de la continuité de l'apprentissage, de l'accès à une éducation de qualité tenant compte du genre et de la sécurité des environnements d'apprentissage ;
- protège et amplifie les voix et les droits des femmes journalistes, artistes et scientifiques ;
- facilite la participation des femmes aux actions de relèvement rapide visant à reconstruire les infrastructures éducatives et culturelles et le patrimoine culturel ;
- favorise la participation des femmes à la prévention de l'extrémisme violent (PEV) et à la réduction des risques de catastrophe (RRC).

Dans ces domaines d'action, l'UNESCO se mobilise sur la sensibilisation au niveau global ; la production, l'analyse et le partage de données et de connaissances ; la création d'opportunités d'apprentissage et de formation formelles et informelles ; et la fourniture d'un soutien direct aux femmes et aux filles touchées par des conflits, des situations d'urgence et des crises. Un élément clé de l'approche de l'UNESCO est son usage innovant de technologies avancées et de l'intelligence artificielle pour concevoir des solutions efficaces, notamment dans le cadre des efforts de réduction des risques de catastrophe.



À Gaza, l'UNESCO et la Basma Society utilisent les marionnettes pour aider les enfants touchés par le conflit.

Encourager la continuité de l'apprentissage, l'accès à une éducation de qualité tenant compte du genre et des environnements d'apprentissage sûrs

L'éducation sert à la fois de fondement à la consolidation de la paix et d'outil essentiel à l'autonomisation des femmes et des filles dans les contextes de crise qui perturbent leur vie de manière disproportionnée. Durant l'exercice biennal 2024-2025, **l'approche globale de l'UNESCO s'est attaquée aux barrières systémiques à l'accès à l'éducation tout en renforçant la résilience des systèmes éducatifs dans les contextes fragiles**. Des progrès importants ont été réalisés dans 25 contextes de conflit, 28 pays ayant fait progresser les cadres politiques en vue de renforcer l'accès à l'éducation pour les populations marginalisées.

En 2025, le rapport de l'UNESCO intitulé *Banned from education* révèle la gravité de la situation en ce qui concerne l'accès des femmes et des filles à une éducation sûre et de qualité. L'Afghanistan représente le cas le plus grave, les filles n'y ayant plus accès à l'enseignement secondaire depuis 2021. En réponse, l'UNESCO déploie des programmes d'alphabétisation communautaires qui ont bénéficié à 55 000 apprenants, dont 68 % de femmes et de filles. Ces programmes utilisent des modules sur mesure adaptés aux formats vidéo et audio pour contourner les restrictions de mobilité. En outre, le partenariat de l'UNESCO avec la *Begum Organization for Women* a permis à plus de 156 000 apprenants de profiter d'émissions de radio éducatives portant sur le programme d'études secondaires, élargissant sa portée à 5,9 millions d'auditeurs dans 19 provinces, dont 63 % de femmes et de filles. En plus du contenu éducatif, la radio a également fourni un soutien en matière de santé mentale et des cours d'éducation financière. L'UNESCO a également permis à 432 étudiantes universitaires de terminer leur licence et d'obtenir des diplômes reconnus au niveau international.

Des stratégies similaires de réponse aux situations de crise ont été mises en œuvre dans différents contextes. En Ukraine, l'UNESCO a fourni un soutien d'urgence à l'enseignement à distance ainsi qu'une assistance en matière de santé mentale, qui a bénéficié à des milliers d'apprenants déplacés. En Palestine, et plus particulièrement à Gaza, l'UNESCO a combiné le soutien à l'enseignement supérieur avec des services psychosociaux pour lever les obstacles à l'apprentissage liés aux traumatismes. Au Soudan du Sud, l'UNESCO a renforcé le système d'information sur la gestion de l'éducation en vue de collecter des données ventilées par sexe en situation de crise, lesquelles sont essentielles pour remédier aux bouleversements éducatifs causés par les conflits.

Le gouvernement *de facto* en Afghanistan refuse systématiquement l'accès à l'éducation aux filles et aux femmes. Cette crise est sans précédent. Alors que le taux de scolarisation des filles dans le primaire avait atteint 80 % en 2021, le retour des talibans a totalement anéanti l'éducation des filles. Les filles au-dessus de la 6^e année ont été interdites d'école, les femmes exclues des universités et, depuis décembre 2024, interdites des formations médicales, y compris des formations de sage-femme et de gynécologie.

Le bilan humain s'étend au-delà des salles de classe. Confinées chez elles, les femmes afghanes sont confrontées à une violence domestique croissante, à la dépression et à des taux élevés de suicide. Les mariages forcés précoces augmentent eux aussi, les familles ne voyant que peu d'alternatives. En mettant à l'écart la moitié de sa population, l'Afghanistan paralyse son propre potentiel de relèvement.

L'UNESCO a dédié la Journée internationale des femmes 2025 aux femmes afghanes, et a organisé une conférence de haut niveau à Paris. L'événement a rassemblé des activistes et des artistes afghans ainsi que des experts internationaux, mettant en lumière les millions de filles et de femmes exclues de l'éducation et amplifiant les voix réduites au silence, dans leur maison.

Au-delà du plaidoyer, l'UNESCO soutient des voies d'apprentissage alternatives : cours d'alphabétisation communautaires dans des espaces sûrs, partenariats universitaires en ligne et programme de radio et de télévision diffusant des cours dans les foyers. L'organisation a mené des consultations approfondies avec des groupes de défense des droits des femmes et a publié *Banned from Education: A review of the right to education in Afghanistan*, qui sert de guide aux initiatives pilotes menées par des organisations de femmes afghanes.

En tant que principale agence des Nations Unies pour l'éducation, l'UNESCO maintient une position intransigeante : rien ne peut remplacer l'éducation en classe. L'Organisation continue de plaider au niveau international pour un retour immédiat et sans condition de toutes les femmes et les filles afghanes à l'école.



Conférence internationale de haut-niveau sur les femmes et les filles afghanes, organisée par l'UNESCO à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 7 mars 2025.

© UNESCO/Christelle Alix

Au Burundi, 4 280 enfants en situation de vulnérabilité, y compris 2 410 filles, ont été scolarisés et ont bénéficié d'un soutien psychosocial.

Un élément central du travail de l'UNESCO a consisté à apporter un soutien aux personnes déplacées, en s'appuyant sur la vaste expérience tirée du soutien aux filles et aux femmes en Afghanistan, aux réfugiés rohingyas au Bangladesh, aux migrants et réfugiés vénézuéliens en Équateur et aux apprenants ukrainiens dans les pays d'accueil européens.

“Auparavant, je m'inquiétais toujours de savoir si nous aurions de quoi nourrir les enfants. Je ne m'attendais pas à ce qu'un centre éducatif pour les migrants aussi éloigné que le mien reçoive ce type d'aide. À présent, je n'ai plus à m'inquiéter et j'ai beaucoup de reconnaissance pour ce soutien. Je continuerai à m'occuper des enfants jusqu'à mon dernier souffle.

Directrice d'un Centre d'apprentissage pour les migrants, bénéficiant du soutien du projet UNESCO Care and Recovery for Migrant Children

Encadré 2

La résilience grâce à l'éducation aux STIM en Palestine

L'UNESCO utilise l'éducation aux STIM en tant que moteur critique de la continuité de l'apprentissage et de la résilience des femmes et des filles, même dans des circonstances difficiles. Le projet innovant intitulé *Girls in Tech, Transforming Futures with STEM and Digitalization* associe éducation et nouvelles technologies et touche 120 adolescents, dont 80 % de filles, en Cisjordanie.

À travers cette intervention, les étudiants adolescents sont habilités à tirer parti des nouvelles technologies pour la résilience et le développement de la communauté. Le projet soutient non seulement leur développement personnel et professionnel, mais les dote également des outils nécessaires pour créer des solutions numériques qui font avancer les droits et l'autonomisation des femmes et des filles.

À l'aide de l'apprentissage par projet et des méthodologies des STIM, les participants explorent le codage, la robotique et l'intelligence artificielle. En abordant les défis pratiques auxquels les communautés sont confrontées, *Girls in Tech* renforce la capacité des apprenants à susciter des changements positifs, tout en s'assurant que la prochaine génération de femmes palestiniennes est prête à mener, à innover et à construire des communautés résilientes.



Participant du projet de l'UNESCO Girls in Tech Palestine.

Dans beaucoup de ces contextes, l'UNESCO a permis aux apprenants de poursuivre leur scolarité et a proposé des programmes de rattrapage, d'apprentissage accéléré et alternatif, et a fourni un soutien psychosocial en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles.

Par exemple, l'UNESCO a lancé, en partenariat avec le ministère thaïlandais de l'Éducation et avec le soutien du gouvernement japonais, le projet *Care and Recovery for Migrant Children* pour répondre aux besoins éducatifs et psychosociaux de plus de 7 000 apprenants migrants le long de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar. L'initiative s'est concentrée sur le rétablissement de la continuité de l'apprentissage grâce à des outils numériques, à l'enseignement à distance dans les situations d'urgence et à des modes d'apprentissage alternatifs. Le projet prévoyait également du soutien psychosocial et en matière de santé mentale, la formation des enseignants à l'enseignement en situation de crise et la promotion d'environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs dans les centres éducatifs pour les migrants. Ce projet fait le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix, en donnant la priorité au bien-être des enfants touchés par des déplacements et des traumatismes, tout en renforçant les capacités locales à fournir une éducation inclusive et des services de soutien. Cette approche garantit que les filles et les garçons se relèvent non seulement d'un point de vue académique, mais qu'ils bénéficient aussi d'une prise en charge émotionnelle et sociale essentielle à leur résilience et à leur intégration à long terme.

Au-delà du soutien direct aux apprenants, l'UNESCO a **formé des enseignants pour qu'ils puissent dispenser un enseignement adapté en situation de crise**, par exemple en aidant les réfugiés afghans en Iran, en formant plus de 1 300 enseignants en Iraq et en renforçant les capacités des enseignants au Myanmar et au Soudan.

L'UNESCO a également élaboré des ressources spécifiques pour les éducateurs, notamment le guide pour les enseignants et les éducateurs intitulé *Education for Children and Young People Formerly Associated with Armed Forces and Armed Groups*. Cet outil d'autoapprentissage est conçu pour les milieux éducatifs formels et informels et vise à doter les éducateurs des compétences et des connaissances nécessaires pour soutenir les enfants et en particulier les filles. Il constitue également une ressource précieuse pour les décideurs politiques impliqués dans la planification et la formation dans les situations de conflit et post-conflit.

Enfin, l'UNESCO apporte une valeur ajoutée distinctive **en faisant progresser l'égalité des genres à travers l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en situation de crise**, avec une attention particulière sur le développement des compétences nécessaires pour bâtir des sociétés inclusives et pacifiques. Le projet *Faire revivre l'esprit de Mossoul*, en Iraq, a démontré un impact concret : 1 315 stagiaires (dont 18 % de femmes) ont acquis des compétences dans le domaine de la construction, et les diplômés ont trouvé un emploi et créé des entreprises. La participation des femmes dans ces domaines traditionnellement dominés par les hommes a notamment remis en question les stéréotypes de genre tout en contribuant à la reconstruction post-conflit.

Protéger et amplifier les voix et les droits des femmes journalistes, artistes et scientifiques

Partout dans le monde, dans les contextes de crise et de conflit, les femmes journalistes, artistes et scientifiques font face à des défis sans précédent qui menacent non seulement leur sécurité personnelle, mais aussi leurs contributions essentielles à la paix, au relèvement et à la résilience.

L'escalade des menaces qui pèsent sur les femmes journalistes, en particulier la violence de genre facilitée par la technologie, constitue une préoccupation majeure. De nouvelles données produites par l'UNESCO en 2025 détaillent davantage les menaces qui pèsent sur les femmes journalistes en Ukraine. Le rapport intitulé *Her Voice, Their Target: Gendered online violence against Ukrainian women journalists* révèle des chiffres alarmants : 81 % des femmes journalistes interrogées ont été confrontées à de la violence en ligne, y compris au trolling fondé sur le genre (32 %), à des campagnes de désinformation (27 %) et à des menaces de violences sexuelles (16 %). Ce ciblage systématique vise à réduire au silence les voix qui apportent des récits équilibrés et contrent les messages extrémistes, précisément au moment où ces perspectives sont les plus nécessaires.

En 2024-2025, l'UNESCO a encore renforcé son **assistance ciblée aux femmes journalistes opérant dans des pays en crise**. Il s'agissait notamment de formations en matière de sécurité, de soutien psychosocial et d'aides financières. En Afghanistan, les efforts déployés par l'UNESCO ont permis de créer des emplois pour 136 femmes, de relancer sept stations de radio dirigées par des femmes, de soutenir la production et la diffusion de plus de 1200 émissions sur des sujets comme l'éducation financière, la culture, la santé mentale pour les femmes et les filles, et 1850 épisodes de formations éducatives informelles.

883 professionnels des médias (dont 367 femmes) ont été formés à la sécurité et au journalisme en situation de conflit grâce à un financement de l'Union européenne dans le cadre du projet *Support to Afghan Media Resilience to Foster Peace and Security (2021-2024)*. Plus de 90 femmes journalistes ont reçu un soutien financier dans le cadre de groupes de plaidoyer dirigés par des femmes. Ces réseaux entendent accroître la participation des femmes dans les médias, améliorer leurs conditions de travail et plaider en faveur d'un meilleur accès à l'information pour les femmes et les filles. Au Soudan et en Haïti, l'UNESCO a répondu aux crises en cours par une aide financière, des formations en matière de sécurité et un soutien psychosocial. En Palestine, le renforcement des capacités en matière de droits juridiques et d'amélioration de l'accès à l'aide juridique a permis de lutter contre les abus en ligne auxquels les femmes journalistes sont confrontées et de promouvoir l'intégration des perspectives de genre dans les salles de rédaction.

À Gaza, la vie des journalistes continue d'être menacée quotidiennement, les femmes étant exposées à des risques liés à leur genre. Par l'intermédiaire de partenaires locaux, l'UNESCO a fourni du matériel humanitaire d'urgence à plus de 200 femmes journalistes et une aide psychosociale à plus de 300 professionnels des médias, en particulier des femmes. L'Organisation a également aidé 170 journalistes, principalement des femmes, afin qu'ils puissent continuer à exercer leur métier – malgré les risques énormes qu'ils encourent – et fournir des informations susceptibles de sauver des vies. En Ukraine, environ 2 500 journalistes ont reçu une formation, 560 (dont plus de 65 % de femmes) ont bénéficié d'un soutien financier et près de 100 salles de rédaction ont bénéficié d'une aide matérielle ou éditoriale, et six pôles de journalistes ont été créés. Au Liban, l'UNESCO a fourni un soutien psychologique et a remplacé le matériel endommagé des femmes journalistes, s'assurant ainsi qu'elles pouvaient continuer à faire des reportages et à diffuser des informations vitales aux communautés touchées.

© UNESCO/GOGO Play



À Juba, 25 jeunes réalisatrices acquièrent des compétences et des outils de storytelling grâce à un programme de formation porté par l'UNESCO et GOGO Play.

Le *Fonds mondial pour la défense des médias* de l'UNESCO a soutenu plus de 8 000 journalistes (40 % de femmes) à travers le monde, en facilitant près de 1 200 cas d'assistance juridique et 178 actions stratégiques en justice. Des protocoles de sécurité complets et des programmes de formation à la sécurité numérique ont été élaborés pour les professionnelles des médias travaillant dans 61 pays en vue de les aider à naviguer dans des environnements d'information de plus en plus hostiles.

La création artistique dans les environnements de crise n'est pas seulement un acte d'expression créative, c'est aussi un acte de résilience et de résistance. Cependant, **les professionnelles de la culture et les femmes artistes font face à des vulnérabilités et à des défis uniques** dans ces contextes et ont besoin d'une protection contre la persécution, d'une relocalisation d'urgence, de ressources et de mécanismes d'assistance à différents niveaux. Pour répondre à cela, le *Programme UNESCO-Aschberg* et le *Fonds d'urgence pour le patrimoine* ont intensifié leurs efforts afin de protéger la liberté artistique dans les contextes de crise. En Ukraine, l'UNESCO a apporté son soutien à 57 artistes déplacés à l'intérieur du pays, dont 25 femmes, en organisant leur résidence dans 13 institutions culturelles hôtes dans des zones plus sûres du pays.

“ Au milieu de la guerre, d'un conflit, de la violence, les femmes créent des œuvres d'art. C'est un remède. Un moyen de guérir. Et c'est aussi une façon de documenter l'histoire.

Mursal Sayas
Écrivaine/Journaliste
afghane



Le laboratoire
de la chercheuse
Kseniia Minakova en
Ukraine, présenté dans
la publication UNESCO
*Resilient Minds: the unseen
struggles of scientists
in wartime Ukraine.*



© Kseniia Minakova and Mykhailo Kirichenko/scienceatrisk.org

Cette initiative fait suite au déplacement réussi de 38 artistes ukrainiennes dans des résidences temporaires dans 13 pays européens durant l'exercice biennal précédent.

Menant les efforts de sensibilisation au niveau global, l'UNESCO a organisé une consultation thématique mondiale lors de la Journée internationale des femmes de 2025, intitulée *L'art pour toutes et tous : L'égalité des genres au cœur des politiques culturelles de demain*. Il en a résulté un **appel à l'action pour la protection et la promotion des femmes artistes et des professionnelles de la culture en danger dans les situations d'urgence** visant à soutenir leur sécurité, leurs moyens de subsistance, leur bien-être psychosocial et leurs opportunités de création. Cela inclut notamment de soutenir la poursuite de leur travail créatif et d'établir des corridors sécurisés pour l'exposition et la diffusion de leurs œuvres. Il incite également les donateurs à fournir des subventions pour soutenir leurs efforts créatifs en exil. En parallèle à l'Appel à l'action, les principales conclusions de l'*Enquête mondiale sur les femmes, la culture et les situations d'urgence* menée par l'UNESCO ont été présentées aux ministres de la Culture du monde entier lors de MONDIACULT 2025. Ces conclusions aident à mieux comprendre les défis auxquels sont confrontés les femmes artistes, les professionnelles du patrimoine culturel et les praticiennes dans le contexte de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence ainsi que du relèvement rapide, et permettent des politiques plus ciblées et efficaces.

Durant cet exercice biennal, l'UNESCO a également réalisé d'importants progrès dans son travail de **défense des femmes scientifiques dans les situations de crise et d'urgence**. Son *Appel à l'action Comblant l'écart entre les genres en science*, lancé en 2024, a mené à l'établissement d'une feuille de route pour s'attaquer aux barrières exacerbées par les crises auxquelles sont confrontées les femmes scientifiques, telles que l'accès limité aux ressources, aux postes de direction et aux environnements de travail sûrs. Sur le terrain, 24 femmes scientifiques réfugiées et déplacées ont reçu des bourses de master dans le cadre du programme pilote *Women in Science Displacement Outreach Master's Programme* (OWSD WISDOM), qui vise à soutenir les femmes travaillant dans les STIM qui sont touchées par le déplacement. L'UNESCO a également apporté son soutien à 217 femmes scientifiques déplacées au Soudan et 46 en Égypte en facilitant leur mise en réseau et leur inclusion sur des plateformes telles que la *Arab Women in Science Platform* de l'UNESCO.

Encadré 3 Enquête mondiale de l'UNESCO sur les femmes, la culture et les situations d'urgence

En 2025, l'UNESCO a lancé sa toute première enquête mondiale sur l'impact des situations d'urgence sur les femmes travaillant dans le secteur culturel, y compris les conflits armés, les catastrophes naturelles, les catastrophes induites par l'être humain et les autres crises. L'enquête s'adressait à la fois aux individus (artistes, professionnels de la culture et du patrimoine) et aux organisations (institutions publiques, organisations professionnelles, réseaux). Elle avait pour objectif d'amplifier les voix des femmes artistes, des professionnelles du patrimoine et des femmes travaillant dans le secteur culturel qui sont souvent confrontées à des vulnérabilités accrues dans les situations d'urgence, notamment le déplacement, la perte de revenus, l'exclusion des postes de décision et la perte d'opportunités de créer et/ou d'exposer leur travail.

Les résultats de l'enquête ont contribué à orienter les discussions entre les ministres de la Culture du monde entier lors de MONDIACULT 2025. Ils alimenteront également la prochaine publication de l'UNESCO, qui fournira des recommandations basées sur des données factuelles pour protéger les droits des femmes dans le secteur culturel et assurer leur leadership durant les périodes de crise et de reconstruction post-conflit.

Faciliter la participation des femmes aux actions de relèvement visant à reconstruire les infrastructures et le patrimoine culturels

En 2024-2025, l'UNESCO a fait progresser de manière significative la participation des femmes aux actions de relèvement et de reconstruction dans les régions touchées par des conflits, démontrant ainsi comment l'implication des femmes transforme le relèvement post-conflit en une résilience communautaire durable.

L'engagement de l'UNESCO en faveur de la parité des genres a produit des résultats remarquables grâce au *Fonds d'urgence pour le patrimoine*, les femmes représentant en 2024 près de 57 % des bénéficiaires de la formation en **préparation et réponse culturelle aux situations d'urgence** dans 20 pays. Cela porte le nombre total de femmes formées depuis 2015 à plus de 1 500, soit 44 % de l'ensemble des bénéficiaires, ce qui positionne l'UNESCO comme un catalyseur mondial de la transformation **et de la protection inclusive du patrimoine en temps de crise**.

Dans le centre de l'Afghanistan, reconnaissant que l'expression culturelle est essentielle pour favoriser l'identité et la résilience, en particulier dans les périodes les plus difficiles, le *Fonds d'urgence pour le patrimoine* de l'UNESCO et le *Programme UNESCO-Aschberg* ont soutenu **la continuité de l'éducation et la génération de revenus** pour 50 tisserandes et leurs familles. En partenariat avec la *Fondation Turquoise Mountain*, l'UNESCO a renforcé les capacités en matière de techniques de tissage de tapis, de conception et de marketing. Elle a aussi permis à 50 tisserandes de 10 foyers de Bamiyan de générer des revenus. Cette initiative répondait à la fois au besoin immédiat de moyens de subsistance et à la préservation du patrimoine culturel immatériel, démontrant ainsi comment le fait de soutenir le travail culturel des femmes peut générer des revenus indispensables pour des communautés entières.

Au Yémen, le projet *Youth Employment through Heritage and Culture* comprend des éléments importants tenant compte de la dimension de genre. Près de 800 femmes sont activement impliquées dans la restauration de bâtiments historiques et à des postes de gestion culturelle. Cette approche globale de la préservation de l'identité culturelle, de la promotion de l'égalité des genres et de la création d'opportunités de revenus démontre que **la participation des femmes à la protection du patrimoine contribue également à promouvoir le relèvement culturel inclusif, tout en renforçant la cohésion sociale**.

En Ukraine, l'UNESCO a collaboré avec le Musée d'art contemporain d'Ukraine (MOCA) en fournissant des fonds afin de soutenir 14 nouveaux projets créatifs visant à maintenir la vie culturelle au milieu de la guerre. S'appuyant sur le succès des sept projets soutenus au cours de l'exercice biennal précédent, les nouveaux projets ont été menés par des institutions culturelles ukrainiennes et ont couvert un éventail de domaines allant de l'opéra au cinéma en passant par des expositions et des spectacles, dans les régions de Kherson, Kharkiv et Kiev. En outre, neuf projets créatifs menés par des femmes ont bénéficié d'un soutien ciblé, et quatre de ces initiatives documentaient l'impact de la guerre sur les femmes.

Dans le cadre du projet *RESILIAGE* financé par le programme Horizon Europe de l'UE, l'UNESCO a favorisé une compréhension globale des moteurs de la résilience et du patrimoine à travers des méthodologies communautaires, en intégrant une perspective de genre dans les pratiques de gestion des catastrophes. Ces méthodologies ont notamment été utilisées dans le programme *SHERoes Resilience Summer School* visant à autonomiser les femmes dans la réduction des risques de catastrophe par le biais du patrimoine.

J'ai reçu de nombreuses critiques, les gens me suggérant de rester dans un bureau plutôt que d'être sur le terrain avec les travailleurs masculins. J'ai dû faire mes preuves tous les jours, mais mon travail acharné et mon engagement m'ont aidée à gagner leur confiance.

Hanan, architecte, stagiaire et ingénieure résidente impliquée dans le projet UNESCO Youth Employment through Heritage and Culture au Yémen



© UNESCO

Hanan travaillant sur le terrain, dans le cadre du projet Youth Employment through Heritage and Culture de l'UNESCO, dans la vieille ville d'Aden (Yémen).

Encadré 4

Le Festival de Baalbeck transforme le rôle des femmes sur la scène culturelle libanaise

Avec le soutien de l'UNESCO, le prestigieux festival international de Baalbeck au Liban transforme la manière dont les femmes participent aux événements culturels de la région.

L'impact du projet a été immédiat et concret. À travers quatre ateliers intensifs organisés entre les mois de mai et de juillet 2025, sept jeunes femmes ont bénéficié d'une formation spécialisée en gestion de festival, tandis que cinq autres ont contribué directement à la production de l'opéra *Carmen* par la conception et la création des costumes, acquérant ainsi une expérience pratique de la production d'un festival.

Mais cette transformation dépasse le cadre du festival. « Ce projet change la manière dont les gens voient les femmes dans le monde de la culture », explique une participante. Autrefois reléguées au second plan, les femmes occupent aujourd'hui des postes de direction qui mettent en valeur leurs talents créatifs et leur sens de l'organisation. L'initiative a créé un effet d'entraînement, et a inspiré d'autres institutions culturelles de la région à revoir leurs propres pratiques.

L'élaboration d'une stratégie globale et sensible au genre pour la gestion des festivals permet d'assurer la durabilité de ces changements. En montrant que les événements culturels peuvent être de puissants vecteurs de l'égalité des genres, le projet Baalbeck a le potentiel d'établir une nouvelle norme pour une gestion inclusive des festivals dans tout le Moyen-Orient et au-delà.



© UNESCO

Avec le soutien de l'UNESCO, dix jeunes femmes conçoivent l'identité visuelle de l'opéra Carmen au festival international de Baalbeck.

Favoriser la participation des femmes à la prévention de l'extrémisme violent (PEV) et à la réduction des risques de catastrophe (RRC)

Les actions de l'UNESCO ont joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'agenda Femmes, paix et sécurité et du Plan d'action sur le genre de Sendai, notamment en ce qui concerne la participation des femmes à la prévention de l'extrémisme violent (PEV) et à la réduction des risques de catastrophe (RRC).

Les données de 2024 et 2025 confirment que l'approche intégrée de l'UNESCO fournit les bases essentielles pour une paix et une résilience durables en s'attaquant à la nature interconnectée des menaces contemporaines, où l'extrémisme violent et les vulnérabilités aux catastrophes se renforcent souvent mutuellement, en particulier dans les contextes fragiles.

L'éducation est la pierre angulaire des efforts de prévention de l'UNESCO. Dans ce domaine, le *Programme phare sur l'éducation pour la paix* s'attaque aux causes profondes des conflits et de la violence à travers des approches sensibles au genre en intégrant spécifiquement le leadership des femmes dans la consolidation de la paix par une réforme du programme scolaire et par la formation des enseignants et en déifiant les stéréotypes de genre existants qui contribuent aux récits extrémistes. En renforçant la capacité des systèmes éducatifs à alimenter la résilience et la cohésion sociale, en mettant explicitement l'accent sur l'autonomisation des femmes en tant qu'agents de changement dans la prévention de la radicalisation, cette approche reconnaît le rôle essentiel de l'éducation dans la lutte contre les facteurs systémiques qui rendent les communautés vulnérables à l'extrémisme violent.

La protection des infrastructures et le renforcement de la résilience communautaire constituent une autre dimension essentielle de l'action de l'UNESCO. À travers l'*Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation*, 6 000 bâtiments scolaires ont été évalués et 900 ont bénéficié d'une amélioration de la sécurité. Le travail de cette Alliance a permis de protéger 400 000 étudiants et professeurs tout en garantissant que les voix des femmes soient entendues dans les évaluations de vulnérabilités et les protocoles de sécurité, ce qui témoigne de l'impact significatif des femmes dans la planification de la RRC. Par exemple, en République dominicaine, les femmes ont participé aux processus de consultation communautaire qui ont éclairé les stratégies de protection de 80 000 étudiants durant les catastrophes naturelles.



La journaliste de radio Sharda Pun souligne le rôle essentiel des radios communautaires en matière de réponse aux crises, dans le cadre de l'action programmatique de l'UNESCO. Juste après le tremblement de terre au Népal, l'UNESCO a fourni des équipements radio pour soutenir les efforts de relèvement.

À toutes les femmes qui envisagent un avenir dans la science des tsunamis ou la réduction des risques de catastrophe : ne laissez jamais personne vous faire douter de votre valeur ! Vos idées, votre énergie, votre regard sont plus que jamais nécessaires.

Dr. Mahyat Shafapour Tehrani

Scientifique et contributrice clé à la mise en œuvre du Programme de reconnaissance Tsunami Ready de l'UNESCO-COI

À Haïti, les efforts de reconstruction après le tremblement de terre comprenaient la formation de 80 femmes aux techniques de construction antisismique, permettant ainsi aux femmes de mener des initiatives de résilience communautaire et de rénover les bâtiments vulnérables.

Afin de systématiser et d'améliorer l'efficacité de ses interventions dans tous les domaines de son mandat, l'UNESCO a élaboré un **guide pratique visant à incorporer l'égalité des genres dans ses travaux sur la gestion des risques de catastrophe (RRC)**. Cet outil a permis d'éclairer le déploiement de systèmes d'alerte précoce, de donner la priorité aux femmes dans les stratégies d'engagement communautaire et de reconnaître le rôle crucial des femmes en tant que premières intervenantes dans les situations de catastrophe. En Afrique de l'Est par exemple, la mise en œuvre d'un chatbot fondé sur l'IA a permis d'envoyer en temps réel des alertes et des informations sur les situations d'urgence à environ 5 millions d'utilisateurs de smartphones. Le chatbot a permis de collecter des données ventilées par sexe pour s'assurer que les protocoles de préparation aux catastrophes tenaient compte des vulnérabilités et des capacités spécifiques des femmes.

Les médias, la communication et l'information ont joué un rôle essentiel dans la stratégie de l'UNESCO sur les petits États insulaires en développement grâce à laquelle 12 pays ont bénéficié d'un soutien ciblé donnant la priorité aux femmes journalistes et aux professionnelles des médias. La formation s'est concentrée sur la communication, la diffusion d'informations d'alerte précoce et l'établissement de rapport sur le climat avec du matériel de radiodiffusion mobile et le développement de compétences numériques permettant aux femmes de communiquer de manière efficace les risques de catastrophe aux communautés vulnérables. En parallèle, le *cours en ligne ouvert à tous* (MOOC) sur la RRC a donné aux femmes un plus grand accès aux connaissances techniques dans les PEID, tandis que le *Programme relatif aux tsunamis de la Décennie de l'Océan* visait à protéger toutes les communautés côtières à risque d'ici à 2030 grâce à des approches intégrant la dimension de genre.

Si ces réalisations témoignent de progrès significatifs, la réalisation du plein potentiel de la participation des femmes à la prévention de l'extrémisme violent et à la réduction des risques de catastrophe nécessite des investissements soutenus supplémentaires, une meilleure collecte de données et un engagement continu en faveur d'une programmation sensible au genre dans tous les contextes de crise.

Encadré 6

Contributions de l'UNESCO à la mise en œuvre du Plan d'action sur le genre de Sendai

Le Plan d'action sur le genre pour le Cadre de Sendai a été lancé en mars 2024 en tant que premier outil décrivant les actions clés pour la réduction des risques de catastrophe (RRD) et l'adaptation au changement climatique tenant compte du genre.

À travers le partage des connaissances, les actions de plaidoyer et le renforcement des capacités, l'UNESCO a soutenu la mise en œuvre du Plan d'action sur le genre de Sendai au Brésil, en Ukraine, au Vietnam et au Zimbabwe, en analysant l'impact des catastrophes liées à l'eau sur les femmes et les filles, en intégrant une évaluation axée sur le genre dans les systèmes d'alerte précoce aux inondations et en incluant des approches fondées sur le genre à la gestion des eaux souterraines et la planification adaptative.

Encadré 5

Les initiatives de l'UNESCO en matière d'égalité des genres qui bénéficient du soutien du Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies

Le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies est le principal dispositif financier des Nations Unies visant à pérenniser la paix dans les pays touchés par un conflit violent ou des situations qui risquent de dégénérer. Considérant la promotion de l'inclusion par le biais de l'autonomisation des femmes comme l'une de ses priorités, il vient en aide aux entités des Nations Unies, aux gouvernements, aux organisations régionales, aux banques multilatérales, aux fonds d'affectation spéciale multidonateurs et aux organisations de la société civile.

En 2024, Le Fonds pour la consolidation de la paix a approuvé le financement de sept projets impliquant l'UNESCO, dont cinq étaient fortement axés sur la promotion de l'égalité des genres en Bosnie-Herzégovine, au Guatemala, en Haïti, au Madagascar et au Soudan du Sud sur des problèmes allant de la violence fondée sur le genre à l'impact disproportionné du changement climatique sur les femmes et les filles. Au Soudan du Sud, par exemple, l'UNESCO, ONU Femmes et le PNUD collaborent pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action national (PAN) sur le genre et la réforme du secteur de la sécurité pour la période 2023-2027 à travers le projet *Women in South Sudan's Security Sector: A Path to Inclusive and Transformative Leadership*.



Des femmes en uniforme du secteur de la sécurité du Soudan du Sud participent à des cours d'alphabétisation et de calcul organisés par l'UNESCO à Juba, dans le cadre d'un projet conjoint avec le PNUD et ONU Femmes, financé par le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies.

© UNESCO

RÉSULTATS POUR 2024-2025 : DE L'ENGAGEMENT À L'IMPACT

Tandis que les conflits se multiplient et que les catastrophes liées au climat s'intensifient, le 25^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2025 constitue une occasion unique de réfléchir et de renouveler les engagements. Durant l'exercice biennal 2024-2025, la réponse globale de l'UNESCO a réaffirmé la pertinence de son mandat en tant que pierre angulaire de la paix et de la sécurité, établissant l'Organisation comme un acteur clé au sein du système des Nations Unies. La présence de l'UNESCO dans différents contextes de crise a prouvé sa capacité à obtenir des résultats concrets dans des environnements incertains. L'Organisation tire les leçons de cet exercice biennal pour élaborer une stratégie globale de crise et d'urgence axée sur l'égalité des genres.



DONNÉES DE SUIVI DE L'UNESCO POUR 2024-2025

- **22 pays** (6 en Afrique, 4 PEID) ont fait progresser **les politiques socio-économiques transformatrices du genre et la résilience fondée sur le genre** afin de mieux faire face aux impacts liés au genre des crises actuelles
- **20 pays** (7 en Afrique, 3 PEID) ont renforcé leur résilience et leur capacité de réponse **aux difficultés rencontrées par les femmes et les filles face aux catastrophes naturelles et au changement climatique**
- **57 pays** (19 en Afrique, 2 PEID) ont mis en œuvre des **activités éducatives et de formation tenant compte du genre dans le domaine culturel**, en temps de paix et en situation d'urgence
- **En Afghanistan**, plus de 37 000 femmes et filles ont bénéficié de programmes d'alphabétisation communautaires
- **En Ukraine**, 407 femmes journalistes ont reçu des subventions d'urgence depuis le début de la guerre
- **Au Soudan du Sud**, la violence fondée sur le genre a été abordée dans une campagne médiatique et une formation, touchant 8 000 personnes et 50 acteurs clés

Résultats extraits des indicateurs liés au genre du Programme et budget de l'UNESCO pour 2024-2025 et des données de projet.

L'ÉGALITÉ DES GENRES À L'UNESCO

En tant que priorité globale, l'égalité des genres ne s'applique pas uniquement aux programmes de l'UNESCO, mais aussi à son fonctionnement interne et à sa culture institutionnelle. Marqué par de nombreuses réussites, le biennium 2024-2025 reflète l'engagement ferme de l'UNESCO à promouvoir l'égalité des genres dans toutes ses opérations quotidiennes, qu'il s'agisse de la planification stratégique, de la gestion financière, des fonctions de contrôle, des normes en matière de personnel, du développement de partenariats et de la mobilisation des ressources.

Stratégie transversale : l'égalité des genres est l'affaire de tous

L'avantage comparatif de l'UNESCO dans la promotion de l'égalité des genres réside dans son mandat transversal qui couvre l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information. Ce sont autant de domaines essentiels pour s'attaquer aux causes profondes des inégalités de genre, telles que les violences à l'égard des femmes et des filles, et offrir des opportunités dans des domaines émergents, comme l'intelligence artificielle ou les neurotechnologies.

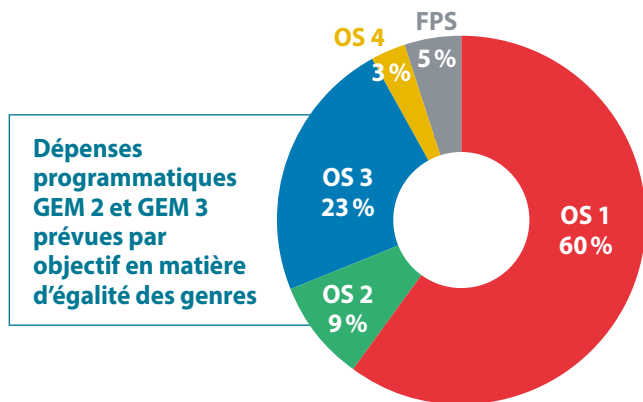
En conséquence, à travers l'adoption de sa Stratégie à moyen terme pour 2022-2029 (41 C/4) et de son Programme et budget pour 2022-2025 (41 C/5 et 42 C/5), l'UNESCO a fait de l'égalité des genres « l'affaire de tous » et l'a **pleinement intégrée dans ses principaux documents de planification stratégique et de programmation**. Cette démarche établit un programme ambitieux pour la mise en œuvre des résultats liés au genre, conformément à l'ODD 5.

Le **Cadre de la priorité globale Égalité des genres**, conçu en 2022, a contribué à améliorer la mise en œuvre de cette priorité globale dans tous les domaines du mandat de l'UNESCO, conformément à ses quatre objectifs stratégiques et à son thème transversal sur la préparation aux crises et la réponse aux situations d'urgence. Le cadre repose sur des effets, des produits et des indicateurs de performance mesurables liés au genre afin d'assurer une mise en œuvre et un suivi exhaustifs et transversaux.

En 2024-2025

50 %
des **dépenses**
programmatiques
prévues en matière
de genre ont été
attribuées à des plans
de travail **GEM 2**
et **22%** à des plans
de travail **GEM 3**

S'appuyant sur ce cadre institutionnel complet, les efforts soutenus visant spécifiquement à promouvoir l'égalité des genres en 2024-2025 ont abouti à l'élaboration de plans de travail GEM 2 (contribution importante à l'égalité des genres) et GEM 3 (l'égalité des genres comme objectif principal) qui représentent 72 % des dépenses programmatiques prévues par l'UNESCO pour l'égalité des genres. 83 % de ces investissements ciblent l'Objectif stratégique 1 (Parvenir à l'égalité des genres dans et par l'éducation) et l'Objectif stratégique 3 (Promouvoir l'inclusion et combattre la violence de genre), et 5 % sont dédiés au thème transversal émergent de la préparation aux crises et de la réponse aux situations d'urgence.



- OS 1** Parvenir à l'égalité des genres dans et par l'éducation
- OS 2** Encourager et soutenir les femmes dans les sciences et la technologie pour l'action environnementale
- OS 3** Promouvoir l'inclusion et combattre la violence de genre
- OS 4** Comblar la fracture numérique entre les genres
- FPS** Femmes, paix et sécurité

■ Financement de l'action pour l'égalité des genres

Le Programme et budget pour 2024-2025 (42 C/5) a **augmenté de manière conséquente le budget alloué à l'égalité des genres**, qui est passé de 16 % en 2022-2023 à 19 % du cadre budgétaire intégré (CBI) des Secteurs de programme et de la Division pour l'égalité des genres en 2024-2025. En valeur réelle, cela représente un financement supplémentaire de 106,4 millions de dollars des États-Unis pour les programmes en faveur de l'égalité des genres, soit l'un des financements les plus élevés dans le système des Nations Unies.

En outre, l'intégration de l'égalité des genres en tant que priorité globale est également visible dans le **Programme de participation de l'UNESCO**, qui soutient la mise en œuvre de projets nationaux, sous-régionaux, interrégionaux et régionaux soumis par les États membres et les ONG et relevant directement du mandat de l'Organisation. En juin 2025, 77 projets liés à l'égalité des genres avaient déjà été approuvés pour un total d'environ 1,5 million de dollars des États-Unis.

■ Soutien sans faille des États membres, des organisations multilatérales et des donateurs privés

L'engagement financier soutenu des États membres et une coopération multilatérale forte sont essentiels pour faire progresser les objectifs d'égalité des genres dans l'ensemble des programmes et initiatives de l'Organisation. **Du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2025, 288 donateurs ont signé des accords avec l'UNESCO**

pour des programmes et des projets incluant une dimension liée à l'égalité des genres. 25,2 % du financement total mobilisé pendant cette période est consacré au soutien des activités de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres (149,7 millions de dollars des États-Unis). Les contributions volontaires allouées à l'égalité des genres ont ainsi augmenté de 16,3 % par rapport à la période 2022-2023 (128,7 millions de dollars des États-Unis). Les contributions destinées à soutenir des programmes et projets apportant une contribution significative à l'égalité entre les genres (GEM 2) ou ayant l'égalité des genres comme objectif principal (GEM 3) ont totalisé 121,2 millions de dollars des États-Unis, soit 81 % du financement total mobilisé pour l'égalité des genres.

Les 20 principaux donateurs de l'UNESCO ont représenté collectivement 87,1 % du total des fonds mobilisés pour mettre en œuvre la priorité globale Égalité des genres. Le financement en faveur de l'égalité des genres provenait principalement d'agences des Nations Unies et de sources multilatérales, qui représentaient 63,9 % des contributions volontaires des 20 principaux donateurs. Il s'agit d'un changement remarquable par rapport au biennium précédent, où ils représentaient 20,5 % des fonds fournis par les 20 principaux donateurs, et qui témoigne des **progrès significatifs accomplis par l'UNESCO en matière de coopération et d'alignement avec l'action multilatérale en faveur de l'égalité des genres**. Parmi ces principaux contributeurs figurent la Banque mondiale, le PNUD, l'Union européenne, l'UNICEF, l'ONUSIDA, la Banque africaine de développement et la FAO.

Les gouvernements ont également continué à jouer un rôle central, représentant 33,3 % des contributions volontaires en faveur de l'égalité des genres parmi les 20 principaux donateurs. Parmi eux figurent la Belgique, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, la République de Corée et la Suède.

Parmi les donateurs privés qui ont contribué à la priorité globale Égalité des genres de l'UNESCO figurent des fondations et des organisations de la société civile telles que : Asociacion Quellaveco, Fundacion Banorte, la Fondation Hamdan Bin Rashid Al-Maktoum, Save the Children ou la Fondation Patrick J. McGovern. Parmi les entreprises privées qui soutiennent le travail de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres en 2024-2025, on trouve notamment Kingold Group, Eni, Gi-Kace Consult, Nestlé, Huawei et Nike.

Les contributions volontaires en faveur de l'égalité des genres ont augmenté de
16,3 %
par rapport au biennium précédent

Faits marquants de la Division pour l'égalité des genres en 2024-2025

La Division pour l'égalité des genres fournit des conseils politiques stratégiques et collabore avec les Secteurs de programme et la Commission océanographique intergouvernementale (COI) pour mettre en œuvre la priorité globale Égalité des genres de l'UNESCO. Elle les accompagne activement tout au long de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de leurs actions en faveur de l'égalité des genres pour leur permettre de s'adapter aux nouveaux défis. La Division soutient également la production de nouvelles connaissances développées grâce à des recherches dans des domaines émergents, renforce les capacités du personnel de l'UNESCO au Siège et dans les bureaux hors Siège et entreprend des actions de communication et de plaidoyer pour promouvoir le travail de l'UNESCO en matière d'égalité des genres.

Leadership stratégique

La Directrice de la Division est membre du Conseil consultatif stratégique de la Direction générale, du Groupe de coordination du programme (PCG), du Groupe de travail sur la transformation numérique et du Conseil consultatif sur la communication. Le leadership stratégique dont a fait preuve la Division pour intégrer l'égalité des genres dans le travail de l'UNESCO dans les contextes de crise et d'urgence a constitué une nouveauté au cours de ce biennium. À cette fin, la Division élabore des orientations stratégiques pour l'Organisation afin de garantir la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des filles dans toutes les actions menées en situation d'urgence et de crise, pour assurer leur protection et leur implication dans des rôles de direction et de prise de décision. En outre, la Division a contribué à six rapports mondiaux du Secrétaire général des Nations Unies présentant les contributions et les progrès de l'UNESCO en matière d'égalité des genres dans différents domaines liés à la paix et à la sécurité, aux technologies numériques et à la violence de genre.

Soutien, suivi et évaluation des programmes

La Division soutient l'élaboration de nouveaux programmes visant à mettre en œuvre la priorité globale Égalité des genres dans l'ensemble du mandat de l'UNESCO. Elle a produit de nouvelles connaissances sur l'océan et l'égalité entre les genres afin d'ouvrir la voie à de nouveaux travaux programmatiques de la COI. Elle a également produit des guides pratiques pour soutenir l'intégration de la dimension de genre dans l'élaboration des politiques culturelles, ainsi que sur la manière de mettre en évidence les préjugés de genre dans les modèles d'IA générative afin de soutenir la mise en œuvre de la Recommandation de 2021 sur l'éthique de l'intelligence artificielle. La Division a participé à plusieurs évaluations de la Division des services de contrôle interne (IOS) afin de garantir la prise en compte de la perspective de genre dans leurs audits et évaluations programmatiques, et a réalisé le suivi 169 plans de travail sectoriels GEM2 et GEM3. Les marqueurs de genre révisés des Nations Unies ont été intégrés dans UNESCORE, améliorant ainsi les capacités de suivi et de contrôle budgétaire et permettant une analyse plus approfondie des investissements financiers en faveur de l'égalité des genres. Afin de soutenir leur mise en œuvre, des outils et des modules de formation ciblés ont été élaborés et largement déployés sur le terrain et au Siège. En conséquence, l'UNESCO a pu, pour la première fois, fournir des données financières sur ses dépenses par GEM pour l'année 2024 au réseau des finances et du budget du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies (CCS).



© UNESCO

Kingston



© UNESCO

Dakar

Développement des capacités

L'évaluation par IOS de la priorité globale Égalité des genres a conclu que lorsque les bureaux hors-Siège bénéficient d'un soutien institutionnel dédié et d'un renforcement des capacités en matière d'égalité des genres, des résultats importants sont obtenus. En réponse, une évaluation approfondie des besoins en matière de capacités a été menée auprès des bureaux hors-Siège et un programme à long terme a été lancé en 2024 pour couvrir tous les bureaux hors-Siège de l'UNESCO. Au cours du biennium, la Division a dispensé des formations de renforcement des capacités en matière d'égalité des genres à 14 bureaux régionaux, nationaux et aux antennes de Buenos Aires et Sarajevo (429 membres du personnel, dont 272 femmes). Pendant ces missions, la Division a tenu des réunions de haut niveau avec des représentants des Nations Unies dans les pays concernés, des bénéficiaires du soutien de l'UNESCO ainsi qu'avec des chaires UNESCO en vue de sensibiliser aux priorités de l'UNESCO en matière d'égalité des genres et de faciliter de nouveaux partenariats au niveau national. Cela a débouché sur la conception, le financement et la mise en œuvre de nouvelles actions au niveau national pour autonomiser les femmes et les filles dans les industries culturelles et créatives (Beyrouth, Dakar), dans le sport (Lima) et dans l'action climatique (Almaty, Quito) ainsi que pour faire face à la violence de genre facilitée par la technologie (Kingston, Kathmandu), pour doter les filles de compétences numériques (Ramallah) ou pour faire des hommes et des garçons des alliés pour l'égalité des genres (Nairobi).

88,6 %

des participants
aux **formations**
sur l'**égalité**
des genres
destinées aux
bureaux hors-Siège
ont indiqué que les
connaissances
transmises étaient
très utiles ou assez
utiles pour leur
travail quotidien



Je m'attendais à acquérir une compréhension de base de l'égalité des genres, mais la formation a dépassé mes attentes. J'ai acquis des connaissances et des informations approfondies pour la conception et la mise en œuvre des projets.

Une personne ayant participé au renforcement des capacités du bureau hors-Siège de l'UNESCO à Dhaka



Dhaka

© UNESCO



Lima

© UNESCO



Beijing

© UNESCO



Beyrouth

© UNESCO

Production de connaissances

La Division a publié des notes politiques pionnières pour le G20 : *Changer l'équation : Pérenniser l'avenir des femmes dans les STIM* (2024) et *En eaux inconnues : Une exploration des rapports entre océan et égalité des genres* (2024).

En outre, la Division a mené plusieurs autres travaux de recherche sur des sujets émergents, notamment : *Ton avis ne compte pas, de toute façon : dénoncer la violence de genre facilitée par la technologie à l'ère de l'intelligence artificielle générative* (2024) et *Tester l'intelligence artificielle pour le bien commun – Guide pratique de red teaming* (2025).

Elle a également soutenu une enquête mondiale sur les femmes, la culture et les situations d'urgence ainsi que la rédaction de *La culture pour toutes et tous : guide pour l'égalité des genres dans l'élaboration des politiques* (2025). La Division est membre du comité éditorial de plusieurs publications mondiales phares, dont le *Rapport mondial sur les politiques culturelles*, présenté lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable - MONDIACULT 2025. Elle a réalisé une évaluation par les pairs de 16 rapports majeurs, dont le *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau* et *L'intelligence artificielle et les futurs de l'apprentissage*.

Plaidoyer international

La Division a collaboré avec les États membres de l'UNESCO réunis au sein du Groupe des amis pour l'égalité des genres, qui plaide en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles, en particulier dans le cadre du multilatéralisme. Elle a coordonné la forte présence de l'UNESCO à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en 2024 et 2025, et a présenté des avancées dans tous les Secteurs. Elle a organisé des événements à fort impact, comme "L'égalité des genres pour répondre à l'urgence climatique" (janvier 2024), "Un but pour les femmes" (mars 2024) et "L'art pour toutes et tous au cœur des politiques culturelles de demain" (mars 2025), chacun ayant donné lieu à des appels à l'action assortis de recommandations clés qui alimentent des initiatives phares menées par les Secteurs de programme. La Division a également conçu et mis en œuvre

un événement de red teaming avec Humane Intelligence pour les ambassadeurs et le personnel de l'UNESCO afin de tester les préjugés de genre des modèles d'intelligence artificielle générative.

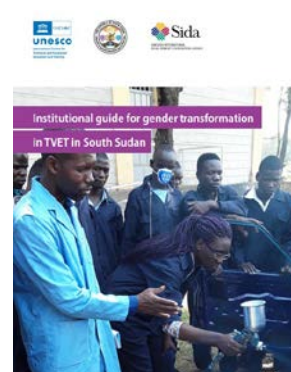
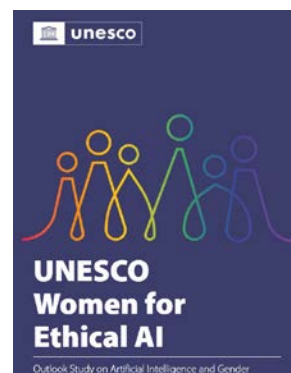
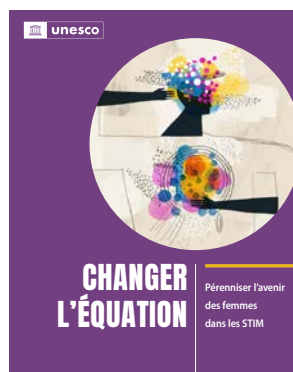
LA CULTURE POUR TOUTES ET TOUS : guide pour intégrer l'égalité des genres dans l'élaboration des politiques

Ce nouveau guide a été lancée à MONDIACULT 2025 et plaide en faveur de l'intégration de l'égalité des genres comme élément central des politiques culturelles. Il souligne que l'intégration transversale de l'égalité des genres et les interventions ciblées sur le genre dans les politiques et mesures culturelles sont non seulement conformes aux engagements internationaux en faveur du respect des droits humains fondamentaux, mais renforcent également le rôle transformateur de la culture, dans toutes ses dimensions, pour parvenir à un développement durable. Ce guide sert également d'outil de plaidoyer et de renforcement des capacités pour les institutions culturelles, les organisations professionnelles des secteurs culturels et créatifs et les bailleurs de fonds du secteur privé, qui sont tous appelés à jouer un rôle crucial dans la conception et la mise en œuvre de programmes visant à autonomiser les femmes et les filles afin qu'elles puissent créer et participer pleinement à la vie culturelle.



Publications de l'UNESCO sur l'égalité des genres

Du mois de janvier 2024 au mois d'août 2025, l'UNESCO a publié 48 publications ayant l'égalité des genres comme objectif principal (GEM 3).



Une culture institutionnelle pour parvenir à l'égalité des genres

La Stratégie des ressources humaines de l'UNESCO (2023-2027) donne la priorité à l'égalité des genres à travers un Plan d'action pour la parité entre les genres, visant 50 % de femmes dans les équipes de direction d'ici à 2027. La stratégie comprend des initiatives en matière d'apprentissage, de mentorat, d'accompagnement de carrière et de bien-être.

Fin juin 2025, les femmes constituaient 58 % du personnel total de l'UNESCO, avec la répartition suivante :

- 41 % des directeurs et sous-directeurs généraux sont des femmes. Ce chiffre n'a pas changé depuis juin 2023 ;
- 58 % du personnel du cadre organique sont des femmes, ce qui représente une augmentation par rapport à juin 2023 (55 %). Elles occupent :
 - 43 % des postes P-5 (légère hausse de 3 points de pourcentage par rapport à 2023) ;
 - 50 % des postes P-4 (légère baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 2023) ;
 - 56 % des postes P-3 (pas de changement) ;
 - 71 % des postes P-1/P-2 (hausse de 3 points de pourcentage par rapport à 2023).
- Les femmes constituent 60 % du personnel des Services généraux, soit une forte majorité.

L'UNESCO continue d'adopter des mesures qui favorisent une culture de l'égalité des genres. Elle a finalisé un cadre unifié et inclusif pour le congé parental assorti de dispositions renforcées, notamment un temps quotidien d'allaitement, des dispositions relatives aux déplacements pour les parents seuls/qui allaitent, un congé en cas de mort fœtale et des modalités de travail flexibles. Des politiques favorisant l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle ont été introduites, notamment des horaires décalés, le travail à temps partiel, le télétravail et des pauses de formation prolongée.

L'UNESCO applique des **politiques spécifiques pour prévenir et répondre au harcèlement sexuel, à l'exploitation sexuelle et aux abus sexuels**, notamment une politique de lutte contre le harcèlement (mise à jour en juin 2019) et une politique sur l'exploitation et les abus sexuels (novembre 2020). Ces politiques de tolérance zéro sont alignées sur les bonnes pratiques des Nations Unies et attribuent des rôles et des responsabilités clairs. L'UNESCO rend compte de ces politiques tous les ans au Conseil exécutif.

L'égalité des genres est au cœur des fonctions de contrôle interne de l'UNESCO. En 2024, cinq évaluations internes ont été examinées à l'aune des critères ONU-SWAP, conformément aux orientations du GNUE, en vue de s'assurer que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont intégrées dans le champ et les critères d'évaluation et que les résultats, les conclusions et les recommandations comportent une analyse de genre.

La *Synthèse 2025 des évaluations de l'UNESCO* a noté des progrès remarquables relatifs à la priorité globale Égalité des genres dans toutes les régions et tous les Secteurs de l'UNESCO. Alors que les synthèses antérieures indiquaient une mise en œuvre de l'égalité des genres principalement dans les programmes d'éducation, la synthèse 2025 fait état de considérations de genre solides dans tous les Secteurs de l'UNESCO. Les évaluations ont identifié différents domaines d'amélioration, notamment l'accès à la formation et à l'expertise, l'accroissement de la visibilité des actions en faveur de l'égalité des genres au niveau national, l'allocation de ressources suffisantes, la fourniture d'exemples pratiques pour la mise en œuvre et le suivi des projets en faveur de l'égalité des genres.

En 2025, **le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN), orienté vers les donateurs, a reconnu les progrès substantiels réalisés par l'UNESCO dans l'intégration de l'égalité des genres**, notant qu'elle a intégré avec succès les exigences de genre dans ses outils programmatiques et ses mécanismes de suivi budgétaire et que les évaluations internes ont montré une application efficace du genre dans tous les Secteurs. L'évaluation a mis en évidence des réalisations concrètes, notamment des interventions qui ont fait avancer l'égalité des genres dans les cinq Secteurs de l'UNESCO, telles que la campagne *Les filles au premier plan*, qui a touché 400 millions de personnes, et des programmes de formation destinés aux journalistes sur la sécurité des femmes.

Les femmes
représentent
58 % du
personnel
de l'UNESCO
en juin 2025



Application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes (ONU-SWAP)

L'UNESCO se conforme aux instruments internationaux relatifs à l'égalité des genres, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Déclaration de Beijing et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et réalise le suivi de son travail au moyen du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (ONU-SWAP) pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes.

ONU-SWAP est un cadre de responsabilisation à l'échelle du système des Nations Unies, conçu pour enregistrer, suivre et mesurer les performances en matière d'intégration du genre dans le travail des Nations Unies et pour progresser vers la réalisation des ODD liés au genre. Il définit 17 indicateurs de performance regroupés en six grandes catégories : gestion axée sur les résultats, supervision, responsabilisation, ressources humaines et financières, capacités et connaissances, communication et cohérence. Fin 2024, ce cadre de responsabilisation a été révisé pour devenir ONU-SWAP 3.0, avec de nouveaux indicateurs qui intègrent le Plan d'accélération pour l'égalité des genres (GEAP) du Secrétaire général et qui placent la barre plus haut pour l'intégration du genre par toutes les agences des Nations Unies.

Les résultats du rapport ONU-SWAP de l'UNESCO, tels qu'évalués par ONU Femmes pour 2024, révèlent **la meilleure performance à ce jour, avec un taux de conformité de 88 %**, surpassant à la fois les entités spécialisées (85 %) et l'ensemble du système des Nations Unies (80 %). Parmi les principales réalisations de l'UNESCO, citons l'introduction d'un solide programme de développement des capacités destiné principalement aux bureaux hors-Siège de l'UNESCO, les progrès accomplis dans la mise en œuvre des marqueurs d'égalité des genres révisés, le renforcement des évaluations, de la planification stratégique et de la reddition de comptes sur les ODD liés au genre, le leadership, la production de connaissances et la communication, ainsi que l'augmentation des allocations budgétaires pour la coordination de l'égalité des genres.

ONU Femmes a félicité l'UNESCO pour les progrès significatifs réalisés dans la promotion de résultats transformateurs de genre dans tous les domaines de son mandat et appelle l'Organisation à poursuivre ses efforts en vue d'atteindre la parité entre les genres à tous les niveaux du personnel, à établir des points de référence pour l'allocation des ressources financières pour l'égalité des genres afin de renforcer la responsabilisation et la transparence, et à se conformer aux nouvelles exigences au titre d'ONU-SWAP 3.0.



« Beyond Birth », de l'artiste kényane Thandiwe Muriu, a rejoint la collection des œuvres d'art de l'UNESCO en 2025

© UNESCO/Christelle Alix

LA COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'UNESCO



- Centres de l'UNESCO
- Chaires UNESCO
- ▲ Réseaux UNITWIN-UNESCO



La **priorité globale Égalité des genres de l'UNESCO** est mise en œuvre du niveau international au niveau local, à travers des programmes, des projets et des actions de plaidoyer, mais aussi par la production de nouvelles données et de nouveaux produits du savoir. Ce travail n'est possible que grâce à l'engagement et à l'action commune de l'ensemble du réseau de bureaux hors Siège, d'instituts et de partenaires de l'UNESCO dans le monde entier, qui apportent collectivement leurs connaissances et leur savoir-faire uniques ainsi que leurs perspectives diverses en vue d'obtenir des résultats concrets en matière d'égalité des genres.

L'UNESCO bénéficie du partenariat de **52 Centres UNESCO de Catégorie II, Chaires et Réseaux UNITWIN** spécialisés sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles. Au cours du biennium 2024-2025, **3 nouvelles Chaires** liées à l'égalité des genres ont rejoint la Communauté.

Centres et chaires de l'UNESCO travaillant principalement sur l'OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

1. Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA), Burkina Faso
2. Chaire UNESCO Femmes, Sciences et Technologie en Amérique latine, Argentine
3. Chaire UNESCO sur le développement durable, la petite enfance, l'éducation inclusive et le genre, États-Unis d'Amérique
4. Chaire UNESCO pour la promotion de l'égalité des genres, Universidad del Rosario, Colombie
5. Chaire UNESCO sur l'égalité des genres dans les établissements d'enseignement supérieur, Pérou
6. Chaire UNESCO sur le leadership des jeunes dans les domaines de la science, de la santé, du genre et de l'éducation, Kenya
7. Chaire UNESCO Femmes et Science, France
8. Chaire UNESCO en culture des droits de l'homme et éducation au développement durable dans l'enseignement préscolaire et primaire, Roumanie
9. Chaire UNESCO sur les études de genre et l'éducation, République dominicaine
10. Chaire UNESCO en éducation complète à la sexualité, Belgique • **NOUVEAUTÉ**
11. Chaire UNESCO sur l'éducation, l'égalité des genres et le bien-être, États-Unis d'Amérique • **NOUVEAUTÉ**

Centres et chaires de l'UNESCO travaillant principalement sur l'OBJECTIF STRATÉGIQUE 2

12. Chaire UNESCO sur les femmes, la science et la technologie, Soudan
13. Chaire UNESCO Eau, femmes et développement, Brésil
14. Chaire UNESCO Eau, femmes et pouvoir de décisions, Côte d'Ivoire
15. Chaire UNESCO Eau, femmes et pouvoir de décisions, Maroc
16. Programme d'études et de formation sur l'égalité des genres, Centre de catégorie II, Islande
17. Chaire UNESCO Femme, science et gestion raisonnée de l'eau en Afrique de l'Ouest, Togo
18. Chaire UNESCO sur l'eau, les femmes et la gouvernance, République dominicaine

19. Chaire UNESCO sur les politiques d'égalité des genres dans la science, la technologie et l'innovation, Espagne
20. Chaire UNESCO sur l'autonomisation des femmes par la science et la technologie, Égypte
21. Chaire UNESCO Femmes et sciences pour le développement, Haïti
22. Chaire UNESCO sur la participation des femmes dans la science, la technologie et l'innovation, Pérou

Centres et chaires de l'UNESCO travaillant principalement sur l'OBJECTIF STRATÉGIQUE 3

23. Chaire UNESCO sur les femmes et la santé communautaire, Kenya
24. Chaire UNESCO sur la femme et ses droits, Maroc
25. Chaire UNESCO Femmes, développement et cultures, Espagne
26. Chaire UNESCO sur les médias et le genre, Chine
27. Chaire UNESCO sur le genre, le leadership et l'équité, Mexique
28. Chaire UNESCO sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, Chypre
29. Chaire UNESCO en politiques de genre et d'égalité des droits entre les femmes et les hommes, Espagne
30. Chaire UNESCO sur la diversité culturelle, le genre et les territoires frontaliers, Brésil
31. Chaire UNESCO sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, Inde
32. Chaire UNESCO sur l'amélioration de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, Türkiye
33. Chaire UNESCO sur le genre, le bien-être et une culture de la paix, États-Unis d'Amérique
34. Chaire UNESCO sur le genre, l'égalité et la culture, Türkiye
35. Chaire UNESCO sur la protection juridique des femmes et l'éducation des femmes entrepreneures, Türkiye
36. Chaire UNESCO pour l'histoire des femmes dans la philosophie, les sciences et la culture, Brésil
37. Chaire UNESCO sur la prévention de la violence à l'égard des femmes, Colombie
38. Chaire UNESCO sur les masculinités et l'égalité des genres, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
39. Observatoire sur les femmes, le sport et l'éducation physique (GOWSPE), Grèce

Centres et chaires de l'UNESCO travaillant principalement sur l'OBJECTIF STRATÉGIQUE 4

40. Chaire UNESCO en technologie de la communication pour les femmes, République de Corée
41. Réseau international sur le genre, les médias et les technologies de l'information et de la communication, Australie, Italie et Mexique
42. Réseau international pour l'autonomisation des femmes à travers les compétences en TIC et l'éducation au leadership, République de Corée
43. Chaire UNESCO sur le genre et les technologies numériques, Namibie
44. Partenariat stratégique et institutionnel pour l'accès des jeunes et des femmes aux technologies de l'information et de la communication en Afrique Centrale, Cameroun

Chaires de l'UNESCO travaillant principalement sur LES FEMMES DANS LES CONTEXTES DE PRÉPARATION AUX CRISES ET DE RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

45. Chaire UNESCO sur les femmes, la paix et la sécurité : renforcer les capacités et la résilience par l'éducation et la recherche, Grèce
46. Chaire UNESCO sur le genre et la vulnérabilité dans l'appui à la réduction des risques de catastrophe, Japon
47. Chaire UNESCO sur la construction de sociétés pacifiques grâce à la recherche sur l'égalité des genres, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Chaires et réseaux de l'UNESCO travaillant sur des THÈMES TRANSVERSAUX

48. Chaire UNESCO sur les femmes, la société et le développement, Pologne
49. Chaire UNESCO sur l'égalité des genres et le développement durable, Türkiye
50. Chaire UNESCO sur l'égalité des genres et les droits des femmes, Italie
51. Réseau UNITWIN sur l'égalité des genres, Argentine
52. Chaire UNESCO sur l'éducation, l'égalité des genres et l'action climatique, Italie • **NOUVEAUTÉ**

Instituts et Centres de catégorie I de l'UNESCO contribuant à l'égalité des genres

- Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)
- Bureau international d'éducation (BIE)
- Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)
- Institut international de planification de l'éducation (IIPE)
- Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC)
- Institut international de renforcement des capacités en Afrique (IIRCA)
- Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP)
- Institut pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE)
- Centre international Abdus Salam de physique théorique (CIPT)

Chaires UNESCO pour l'égalité des genres

Une enquête a été lancée en 2024 afin de cartographier les travaux des Chaires UNESCO et de déterminer la manière dont leurs activités de recherche s'inscrivent dans les priorités du Cadre de la priorité globale Égalité des genres de l'UNESCO. Cette enquête a été lancée par la Division pour l'égalité des genres de l'UNESCO et coordonnée par Gloria Bonder, titulaire de la Chaire UNESCO sur les femmes, la science et la technologie en Amérique latine (FLACSO, Argentine) et coordinatrice du réseau UNITWIN sur l'égalité des genres.

Les résultats montrent que la majorité des Chaires ont entrepris des recherches sur les conditions et/ou les stratégies visant à élargir l'accès à une éducation et un apprentissage équitables et sensibles au genre, y compris dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Plusieurs Chaires ont entamé de nouvelles recherches sur la hausse de la violence, de la discrimination et des stéréotypes fondés sur le genre, y compris dans les environnements numériques, ainsi que des enquêtes sur la résilience et les actions menées par les femmes et les filles pour promouvoir la gestion durable des ressources naturelles.

Les Chaires participantes ont également identifié des domaines d'intérêt pour de futures recherches. Cela inclut des recherches sur la fracture numérique entre les genres, les biais de genre dans l'IA et les innovations technologiques, ainsi que la collecte de nouvelles données sur les femmes entrepreneurs numériques. L'intersection entre le genre et l'action environnementale a été identifiée par plusieurs Chaires comme une priorité future en vue d'approfondir la compréhension des impacts liés au genre des différents types de crises climatiques, spécialement dans le domaine de l'eau.

Les ambassadrices de bonne volonté, les artistes pour la paix et les championnes de UNESCO

Partout dans le monde, les ambassadrices de bonne volonté, les artistes pour la paix et les championnes de l'UNESCO véhiculent bien plus que des titres honorifiques : ce sont des voix engagées pour l'égalité des genres. À travers leurs mots, leur travail créatif et leurs actions concrètes, ces personnalités donnent vie aux valeurs de l'UNESCO, mettent en lumière les inégalités persistantes et ouvrent de nouvelles voies vers l'autonomisation des générations futures. Elles s'expriment, défient l'injustice, inspirent et agissent pour que les droits des femmes et des filles ne soient jamais mis de côté. Leur engagement, fondé sur l'expérience, la visibilité et l'implication personnelle, constitue une force transformatrice puissante.

En 2024-2025, ces femmes d'exception ont investi les stades sportifs, les scènes artistiques, les forums mondiaux et les espaces de dialogue culturel et ont véhiculé le message de l'UNESCO avec conviction, contribuant ainsi à faire de l'égalité des genres une réalité vécue, partagée et tangible.

PROMOUVOIR LE LEADERSHIP DES FEMMES POUR LA PLANÈTE

La justice en matière de genre est indissociable du développement durable. À travers son parcours d'athlète et d'activiste environnementale, **Maya Gabeira** incarne la reconnaissance des femmes dans le sport et le leadership face à l'urgence climatique. Elle plaide pour la protection et la préservation de l'océan, avec la pleine participation des femmes dans les processus de décision. En 2024, à l'occasion de la Journée internationale des femmes dans le multilatéralisme, elle a pris part à un dialogue mondial mettant en avant l'égalité des genres comme condition essentielle pour relever les défis environnementaux. Dans le documentaire *Maya and the Wave*, projeté au Siège de l'UNESCO en 2025, qui retrace son long et combatif parcours personnel en tant que femme dans le monde du surf, son témoignage constitue une source d'inspiration pour une nouvelle génération de femmes œuvrant à la réalisation de l'égalité des genres.



© Maya Gabeira



*Il ne suffit pas d'affronter les vagues,
vous devez apprendre à les transformer.*

Maya Gabeira

Championne de l'UNESCO pour l'océan et la jeunesse



© Guila Clara Kessous

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES FEMMES POUR CONSTRUIRE UNE PAIX DURABLE

Guila Clara Kessous se sert de son art comme un moyen puissant de défense des droits humains. Nommée Artiste de l'UNESCO pour la paix en 2012, elle travaille depuis plus d'une décennie à amplifier les voix des femmes, en particulier de celles touchées par un conflit, un déplacement ou une injustice. Depuis 2021, elle organise le forum international Femina Vox à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Cette plateforme mondiale offre un espace à celles qui sont trop souvent réduites au silence, et met en lumière leur histoire, leurs difficultés et leurs solutions.



*Les femmes doivent bénéficier des mêmes droits que les hommes.
Pas parce qu'elles sont des femmes, mais parce qu'elles sont des êtres humains.*

Dr Guila Clara Kessous

Artiste de l'UNESCO pour la paix



DÉFENDRE LA LIBERTÉ ARTISTIQUE EN TEMPS DE CRISE

Dans les contextes de crise et de conflit, les femmes artistes et journalistes sont souvent les premières à être réduites au silence. En avril 2024, **Deeyah Khan** a participé à la table ronde de l'UNESCO intitulée « Defending Creative Voices: Protection of Artists in Times of Emergency » (Défendre les voix créatives : la protection des artistes dans les situations d'urgence).

Réalisatrice et activiste des droits humains, elle a dénoncé les menaces croissantes qui pèsent sur les femmes qui s'expriment publiquement et a appelé à des politiques solides pour défendre la liberté artistique, en particulier pour celles qui se trouvent en première ligne des conflits.

“ Lorsque les femmes artistes sont réduites au silence, c'est la société tout entière qui perd une part de son humanité. ”

Deeyah Khan

Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la liberté artistique

LIBÉRER LE POTENTIEL DES FILLES À TRAVERS LE SPORT ET LES SCIENCES

Le 8 mars 2024, à l'occasion de la journée internationale des femmes, l'UNESCO a placé le football au cœur de son plaidoyer pour l'égalité des genres. L'événement « Un but pour les femmes » a rassemblé des personnalités du monde du sport, de l'éducation et du développement, unies par une conviction commune : le sport est un puissant moteur d'autonomisation.

Nadia Nadim a partagé un message émouvant sur son parcours, de réfugiée afghane à footballeuse internationale et médecin. Son témoignage nous a rappelé avec force que chaque fille, quelle que soit son origine, a le droit de rêver, d'apprendre et de réussir. Elle a appelé à investir davantage dans le sport en tant que levier clé pour atteindre l'égalité des genres d'ici à 2030. Quelques semaines plus tard, lors du Prix international L'Oréal-UNESCO Pour les Femmes et la Science 2024, elle a à nouveau inspiré le public en partageant son histoire de résilience, mettant en avant le soutien indéfectible de sa mère et sa soif de connaissances comme les fondements de son chemin vers la réussite.



© Nadia Nadim

“ Le football m'a appris à être forte. Je veux que toutes les filles aujourd'hui aient la même chance que moi. ”

Nadia Nadim

Championne de l'UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes

DÉFENDRE L'ÉDUCATION POUR LES FILLES ET LES FEMMES

Depuis sa nomination en tant qu'Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la promotion de l'éducation des filles et des femmes en 2014, **Professeure Peng Liyuan**, Première Dame de la République Populaire de Chine, défend l'autonomisation des filles et des femmes en amplifiant l'impact des initiatives qui promeuvent une éducation de qualité et inclusive.

Le *Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes*, créé en 2016 avec le soutien du gouvernement chinois, célèbre les projets transformateurs qui ouvrent les portes de l'apprentissage et inspirent l'action mondiale pour l'égalité d'accès. Marquant une décennie d'engagement auprès de l'UNESCO en 2024, Professeure Peng Liyuan a félicité les lauréates de l'Ouganda et de la Zambie qui ont chacune reçu 50 000 dollars des États-Unis pour poursuivre leurs efforts visant à faire progresser les opportunités éducatives pour les filles et les femmes.

En octobre 2025, lors d'une visite de haut niveau de l'UNESCO en Chine, la professeure Peng Liyuan a réaffirmé un engagement commun en faveur de l'éducation des filles et des femmes – en particulier dans les domaines des sciences et de la technologie – renforçant ainsi la collaboration entre l'UNESCO et la Chine dans ce domaine prioritaire à l'échelle mondiale.



© COMEIO/Federic Legrand

“ **L'éducation des filles et des femmes a une incidence sur leur propre croissance et développement, sur le bien-être de nombreuses familles et sur l'avenir du monde.**

Professeure Peng Liyuan

Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la promotion de l'éducation des filles et des femmes



© Julio Piatti

FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ DES GENRES PAR LA SOLIDARITÉ ET LA JUSTICE

Nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO en 1997, **Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Maria Teresa du Luxembourg** s'engage depuis longtemps pour l'éducation et les droits des femmes. En tant que présidente de la Fondation du Grand-Duc Henri et de la Grande-Duchesse Maria Teresa, elle soutient l'autonomisation des femmes et la lutte contre les violences sexuelles. Par son engagement profond et constant envers les survivantes, elle plaide pour que l'égalité des genres soit atteinte non seulement par le biais des lois et des politiques, mais aussi grâce à la compassion, la solidarité et des actions concrètes sur le terrain.

“ **La lutte contre les violences faites aux femmes est plus qu'une cause, c'est un devoir d'humanité.**

S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa du Luxembourg

Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO

L'ART POUR TOUTES ET TOUS : UN CATALYSEUR DE LA TRANSFORMATION CULTURELLE

Naomi Kawase, nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour les industries culturelles et créatives en 2021, incarne le pouvoir de l'engagement artistique dans la promotion de l'égalité des genres. Elle s'engage tout particulièrement à renforcer la visibilité des femmes réalisatrices et à créer des espaces pour les voix des femmes dans le cinéma. Dans cet esprit, elle a collaboré avec l'UNESCO pour lancer la *Résidence UNESCO/Nara*, conçue pour soutenir les jeunes réalisatrices africaines en leur offrant des opportunités concrètes dans la création et la production cinématographiques. Son œuvre, marquée par une sensibilité humaine remarquable, transcende les frontières et donne une voix aux femmes, dans une diversité de contextes.



© Dreamstime/ Denis Makarenko

“ *Je crois profondément au pouvoir de l'expression créative. En période d'inégalités et de discriminations, ces espaces d'expression nous détournent de nous-mêmes et nous obligent, ne serait-ce qu'un instant, à penser à « l'autre ».*

Naomi Kawase, Ambassadrice de bonne volonté pour les industries culturelles et créatives



© Urko Suaya

Depuis 2022, l'artiste et l'actrice espagnole **Rossy de Palma** défend la créativité, la diversité culturelle et l'égalité des genres aux côtés de l'UNESCO. En mars 2025, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, elle a prononcé le discours principal de la Consultation mondiale thématique Mondiacult 2025, intitulée « L'art pour toutes et tous », un événement célébrant la créativité des femmes et plaidant pour une égalité d'accès à la vie culturelle. L'événement a mis en lumière les obstacles systémiques qui limitent la participation des femmes au secteur culturel tout en présentant des initiatives inclusives porteuses de changement. Rossy de Palma a lancé un appel puissant pour une représentation équitable des femmes dans l'histoire de l'art et sur la scène artistique contemporaine, soulignant la nécessité d'une culture ouverte, équitable et accessible, où les voix des femmes ne sont pas l'exception, mais une force vitale de transformation.

“ *La situation des femmes dans la culture concerne tout le monde et exige un engagement collectif. Nous vivons dans un monde marqué par l'inégalité, quelle que soit notre origine.*

Rossy de Palma, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la diversité culturelle

Hommage à Claudia Cardinale

Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO depuis mars 2000, la légendaire actrice **Claudia Cardinale** – qui incarnait le combat des femmes pour faire valoir leurs droits – est décédée le 23 septembre 2025 à l'âge de 87 ans. Dans le cadre de son engagement auprès de l'UNESCO, Claudia Cardinale a œuvré activement à l'amélioration de la situation et des conditions de vie des filles et des femmes, notamment par le biais de l'éducation.



© Everett Collection/Shutterstock*

EN CONCLUSION



L'UNESCO a veillé à ce que l'égalité des genres reste une priorité globale et un moteur central pour obtenir des résultats tangibles.

Le chemin vers l'égalité des genres n'est pas un long fleuve tranquille. Il a été marqué de hauts et de bas, de moments de clarté et de zones de turbulence. Caractérisé par une recrudescence dramatique des crises et des conflits et une fragilisation des instruments protégeant nos valeurs les plus fondamentales, ce biennium a prouvé une fois de plus que, lorsque le monde est dans la tourmente, les droits fondamentaux des femmes et des filles sont les premiers à être remis en cause et à être menacés.

Et pourtant, c'est précisément dans ces moments d'incertitude que l'engagement en faveur de l'égalité des genres devient d'autant plus essentiel. L'UNESCO a veillé à ce que l'égalité des genres reste une priorité globale et un moteur central pour obtenir des résultats tangibles. Changer des vies grâce à l'éducation, réconcilier

l'humanité avec la nature, construire des sociétés justes, inclusives et pacifiques, ou encore développer une technologie au service de l'humanité ne peut aboutir, si seule la moitié de l'humanité est placée au cœur de toutes les actions, de tous les programmes et de toutes les politiques soutenues par l'UNESCO.

Grâce à nos partenaires et à une augmentation du financement, soutenue par la hausse du budget du programme ordinaire alloué à la Division pour l'égalité des genres, il a été possible d'intensifier les activités, de combler certains écarts, de renforcer les synergies avec la priorité globale Afrique et le soutien aux jeunes et aux PEID, d'accorder une plus grande attention au handicap et à l'inclusion et, enfin, de libérer le plein potentiel de l'égalité des genres en tant que puissant connecteur entre les secteurs et catalyseur clé du mandat unique de l'UNESCO.

Tout cela a été possible grâce à la mise en œuvre d'une stratégie audacieuse, une architecture de l'égalité des genres mieux structurée, l'élaboration d'outils de mise en œuvre pratiques et adaptés, l'établissement de mécanismes de suivi et d'évaluation efficaces ainsi qu'à la concrétisation de notre mantra en actions : faire de l'égalité des genres « l'affaire de toutes et tous ».

Passer de l'engagement aux progrès est une responsabilité collective partagée par toutes et tous au sein de l'UNESCO. C'est un travail quotidien qui doit être mené à tous les niveaux, du terrain à la scène internationale. Durant ce biennium, un programme de renforcement des capacités contextualisé et participatif a été mis en œuvre en vue d'assurer une large appropriation de la priorité globale Égalité des genres. Un soutien a été apporté pour lancer des initiatives pilotes, promouvoir des pratiques innovantes et créer un environnement favorable afin d'amplifier l'impact de l'UNESCO sur le terrain.

L'intégration de l'égalité des genres dans tous les objectifs stratégiques de l'UNESCO, ainsi que la conception d'un cadre clair axé sur des domaines de travail bien définis, se sont avérées fructueuses et ont démontré que l'égalité des genres n'est pas une question secondaire, mais un engagement fondamental et un pilier qui sous-tend toutes nos actions et nos aspirations.

En outre, l'introduction de nouveaux mécanismes de planification, de suivi et de traçabilité financière – comprenant l'intégration immédiate des nouveaux marqueurs d'égalité des genres des Nations Unies – a marqué une avancée significative. Ces outils offrent un moyen transparent et systématique de suivre les progrès, permettant ainsi à l'UNESCO d'allouer les ressources de manière plus efficace, d'accroître la responsabilisation et d'identifier les lacunes afin de réaliser de réels progrès vers l'égalité des genres.

Les résultats de cette stratégie globale se reflètent clairement dans la synthèse des évaluations de l'UNESCO, qui fait état de progrès remarquables relatifs à l'égalité des genres dans toutes les régions et tous les secteurs de l'UNESCO. Ces avancées structurelles ont donné à l'UNESCO des avantages comparatifs incontestés dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture, de la communication, de l'information et des sciences océaniques sur la scène internationale, permettant un plaidoyer efficace tout en faisant progresser l'égalité des genres en tant que pierre angulaire du multilatéralisme.



© UNESCO / María Etchegoyen

L'UNESCO a continué de jouer un rôle pionnier en matière d'innovation et de réflexion tournée vers l'avenir, en collectant des données, en autonomisant les femmes artistes, scientifiques et activistes et en mettant en lumière le coût des inégalités pour le développement et l'avenir de l'humanité. En tant que leader mondial en matière d'éthique et de gouvernance de l'IA et des neurotechnologies, l'UNESCO ne peut faillir à sa mission de veiller à ce que la technologie serve également les femmes et les filles de tous horizons. Des études novatrices et sans précédent ont été menées pour mettre en lumière l'importance d'intégrer l'égalité des genres dans l'IA, les politiques culturelles, les nouvelles approches éducatives, mais aussi dans les domaines des sciences océaniques et de l'eau ainsi que dans les contextes de crise et les situations d'urgence.

Toutes ces actions menées par l'UNESCO au cours de ce biennium font écho à un engagement renouvelé en faveur de l'égalité des genres, comme en témoignent le Pacte pour l'avenir, le Pacte numérique mondial, la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, le lancement du Plan d'accélération pour l'égalité des genres des Nations Unies et les commémorations du 30^e anniversaire de la Déclaration de Beijing et du 25^e anniversaire de la résolution concernant les femmes, la paix et la sécurité.

Nous sommes désormais mieux structurés et mieux équipés pour poursuivre le chemin vers l'égalité des genres, avec la même détermination et la même énergie. À l'heure où le monde pourrait se trouver à la croisée des chemins en matière d'égalité des genres, la priorité globale Égalité des genres ne peut passer de la rhétorique aux résultats sans le soutien et l'engagement actif de tous nos partenaires et sans un financement durable et prévisible permettant d'obtenir des résultats crédibles et efficaces pour chaque femme, pour chaque fille, pour toutes et tous, partout dans le monde, dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

Begoña Lasagabaster

Directrice de la Division pour l'égalité des genres à l'UNESCO

NOTES

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

1. UNESCO, 2025, *SDG 4 Scorecard 2025: Progress report on national benchmarks, Focus on the out of school rate*, Paris.
2. UNESCO, 2024, *Le prix de l'inaction : les coûts privés, fiscaux et sociaux à l'échelle mondiale des enfants et des jeunes qui n'apprennent pas*, Paris.
3. UNESCO, 2024, *Rapport mondial sur les enseignants : remédier aux pénuries d'enseignants et transformer la profession*, Paris.
4. UNESCO, 2025, *Global Education Monitoring Report 2025. Gender report: Women lead for learning*, Paris.
5. UNESCO, 2025, *Chiffres clés sur le droit des filles et des femmes à l'éducation*, Paris.
6. UNESCO, 2024, *Encourager les filles et les femmes à poursuivre études et carrières dans le domaine des STIM : document de plaidoyer*, Paris.
7. ITU, 2024, *The Gender Digital Divide, Facts and Figures 2024*, Genève.
8. UNESCO, 2024, *Changer l'équation : pérenniser l'avenir des femmes dans les STIM, Note d'orientation à l'attention du Groupe de travail du G20 sur l'autonomisation des femmes*, Paris.
9. UNESCO, 2022, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022 : rapport sur l'égalité des genres, approfondir le débat sur les enfants et les jeunes encore laissés de côté*, Paris.
10. UNESCO, 2025, *Tester l'intelligence artificielle pour le bien commun - Guide pratique de Red Teaming*, Paris.
11. UNESCO, 2024, *Le prix de l'inaction : les coûts privés, fiscaux et sociaux à l'échelle mondiale des enfants et des jeunes qui n'apprennent pas*, Paris.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2

1. ONU Femmes et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2024, *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2024*, New York.
2. Forum économique mondial, 2024, *Global Gender Gap Report 2024*, Genève.
3. Programme mondial des Nations unies pour l'évaluation des ressources en eau, 2016, *Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2016 : l'eau et l'emploi*, Paris.
4. Ali et al, 2023, *A Commentary on Women's Contributions in Hydrology*, Journal of Hydrology.
5. Care, 2024, *COP29: Only 8 out of 78 World Leaders Attending are Women*.
6. OCDE, *Development Finance for Gender Equality Dashboard*, Paris.
7. Ipsos, 2023, *Harcèlement sexuel et sexisme au sein du monde scientifique*, Paris.
8. UNESCO, 2024, *The Safety of Scientific Researchers: Data, Trends and a Typology of Threats*, Paris.
9. UNESCO, 2024, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2024, Rapport sur l'égalité des genres : la technologie à ses conditions*, Paris.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3

1. PNUD, 2023, *Gender Social Norms Index: Breaking Down Gender Biases. Shifting social norms towards gender equality*, New York.
2. ONU Femmes, 2024, *Feminicides in 2023: Global estimates of intimate partner/family member femicides*, New York.
3. Plan International, 2020, *Libres d'être en ligne ? Les expériences des filles et des jeunes femmes en matière de harcèlement en ligne*, Woking.
4. ONU Femmes, 2024, *Care: A critical investment for gender equality and the rights of women and girls*. UN Women Statement for the International Day of Care and Support, New York.
5. ONU Femmes, 2025, *Le point sur les droits des femmes 30 ans après Beijing*, New York.

6. PNUD, 2024, *L'espoir de communautés résilientes et connectées : Pourquoi prendre parti ?*, New York.
7. Ipsos, 2024, *International Women's Day 2024: Global attitudes towards women's leadership*, Paris.
8. Nations Unies, 2025, *Online 'manosphere' is moving misogyny to the mainstream*, New York.
9. UNESCO, 2024, *Safe to learn and thrive: Ending violence in and through education*, Paris.
10. S.Hares, G. Smarrelli, 2023, *What We Know (and Don't Know) about Violence against Girls and Boys in School*, Center for Global Development, Washington.
11. UNESCO, 2024, *Safe to learn and thrive: Ending violence in and through education*, Paris.
12. UNFPA, 2025, *An Infographic Guide to Technology-facilitated Gender-based Violence (TFGBV)*, New York.
13. UNESCO, 2024, *Violence et harcèlement scolaires : l'UNESCO appelle à mieux protéger les élèves*, Paris.
14. S. Macharia, A. Söderberg Jacobson, M. Monir, 2024, *Breaking Barriers: A Whole-of-Society Approach to Gender Equality in Media Development*, Center for International Media Assistance, Washington.
15. CNUCED, 2024, *Creative Economy Outlook 2024: Technical and statistical report*, Genève.
16. UNESCO, 2022, *The Tracker: Culture & Politiques publiques*, Numéro 18, Paris.
17. Female :pressure Trouble Maker, 2024, *Facts 2024*, Vienne.
18. Bachtrack, 2024, *Une transformation constante : Les statistiques Bachtrack 2023 de la musique classique*, Londres
19. Ibid.
20. UNESCO, 2024, *The gender equality quest in video games*, Paris.
21. Freemuse, 2018, *Creativity Wronged: How Women's Right to Artistic Freedom is Denied and Marginalised*, Copenhagen.
22. UNESCO, 2021, *The Chilling: global trends in online violence against women journalists; research discussion paper*, Paris.
23. UNESCO, 2024, *Global outlook on racism and discrimination*, Paris.
24. UNESCO, 2025, *Culture for All: a toolkit for gender equality in policymaking*, Paris.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4

1. UIT, 2024, *Facts and Figures 2024*, Genève.
2. UNESCO, 2024, *UNESCO Women for Ethical AI: Outlook Study on Artificial Intelligence and Gender*, Paris.
3. UNESCO, 2025, *Red Teaming: Artificial Intelligence for Social Good; The Playbook*, Paris.
4. King Caroline, Parker T. Maxwell, Roussos-Ross Kay, Ramirez-Zamora Adolfo, Smulian John C., Okun Michael S., Wong Joshua K., 2022, "Safety of Deep Brain Stimulation in Pregnancy: A comprehensive Review", *Frontiers in Human Neuroscience*, Suisse.
5. Lomas, N, 2024, "Samphire Neuroscience is Building a BrainStimulating Wearable for Period Pain and PMS", *TechCrunch*, États-Unis d'Amérique.
6. Jacobs, E. G., 2020, "Why Neuroscience Needs Girls: Gender Diversity Drives Scientific Discovery", *Frontiers for Young Minds*, États-Unis d'Amérique.
7. UNESCO, 2024, *UNESCO Women for Ethical AI: Outlook Study on Artificial Intelligence and Gender*, Paris.
8. UNESCO, 2024, *Challenging Systematic Prejudices: An investigation into bias against women and girls in Large Language Models*, Paris.
9. FNUAP, 2024, *An Infographic Guide to Technology-facilitated Gender-based Violence (TFGBV)*, États-Unis d'Amérique.
10. UNESCO, 2024, « Ton avis ne compte pas, de toute façon » : dénoncer la violence de genre facilitée par la technologie à l'ère de l'intelligence artificielle générative, Paris.

11. UNESCO, 2023, *Inteligencia artificial centrada en los pueblos indígenas: perspectivas desde América Latina y el Caribe*, Mexique.
12. UNICEF, 2023, *How to improve digital inclusion and accessibility for girls with disabilities*, États-Unis d'Amérique.
13. UNECE, 2023, *Digital gender divide persists among older persons in the UNECE region*, Suisse.
14. Global Centre on AI Governance, 2024, *Global Index on Responsible AI 2024*, Afrique du Sud.
15. UNESCO, 2023, *Méthode d'évaluation de l'état de préparation : un outil de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle*, Paris.
16. UNESCO, 2024, *Statement W4EAI: Women for Ethical AI Action Request*, Paris.
17. UNESCO, 2024, *Universalité de l'Internet: Faire progresser la transformation numérique inclusive grâce aux indicateurs DOAM-X*, Paris.
18. UNESCO, 2025, *Statut et tendances des femmes en sciences : nouvelles observations et perspectives sectorielles*, Paris.
19. UNESCO, 2025, *Projet de Recommandation sur l'éthique des neurotechnologies*, Paris.

THÈME TRANSVERSAL

1. Rustad, S. (à paraître) *Women Exposed to Armed Conflict, 1990–2024, Conflict Trends*, Oslo.
2. ONU Femmes, 2024, *Faits et chiffres: Les femmes, la paix et la sécurité*, New York.
3. Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2025, *Mortalité maternelle*, Genève.
4. ONU Femmes, 2024, *En Ukraine, plus de 8 millions de femmes et de filles auront besoin d'une aide humanitaire en 2024*.
5. ONU Femmes, 2025, *Technical Note, Invisible No More: Estimating the Death Toll of Women and Girls in Gaza*, New York.
6. ONU Femmes, 2025, *Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2025*, New York.
7. Human Rights Council, 2025, *Report of the Commission on Human Rights in South Sudan*, Genève.
8. Human Rights Watch, 2025, *World Report 2025*, New York.
9. Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), 2021, *Comblant l'écart : Faire progresser l'éducation des filles dans les contextes de crise et de conflit*, New York.
10. Nations Unies, 2024, *Afghanistan: le régime des talibans a exclu les femmes de la vie publique et provoqué une crise de la santé mentale*, New York.
11. UNICEF, 2021, *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant: Présentation de l'indice des risques climatiques pour les enfants*, New York.
12. UNICEF, 2023, *Climate Change's Greatest Victims are Women and Girls*, New York.
13. ONU Femmes, 2025, *Le point sur les droits des femmes 30 ans après Beijing*, New York.
14. Banque mondiale, 2024, *A Development Approach to Advancing Gender Engagement and Addressing Gender Inequalities in Fragile, Conflict, and Violent Situations*, Washington.
15. ONU Femmes, 2025, *At a Breaking Point: The Impact of Foreign Aid Cuts on Women's Organizations in Humanitarian Crises Worldwide*, New York.

LISTE DES ENCADRÉS

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

Encadré 1	Renforcer l'intégration de l'égalité des genres dans le système éducatif jordanien	17
Encadré 2	Transformer des vies : l'UNESCO promeut l'égalité des filles dans l'éducation en Afrique	19
Encadré 3	Son éducation, notre avenir : un documentaire sur la façon dont l'éducation transforme la vie des filles au Brésil, au Pakistan et en Tanzanie	20
Encadré 4	Transformer l'enseignement dans les Caraïbes	22
Encadré 5	L'IA pour faire progresser l'éducation à la santé et au bien-être au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe	23
Encadré 6	#EDUCASTEM2030 au Brésil	24

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2

Encadré 1	Faire tomber les barrières dans les domaines des STIM en Europe du Sud-Est et en Méditerranée	34
Encadré 2	La plateforme Femmes arabes en science	35
Encadré 3	Une éducation au changement climatique sensible au genre en Asie centrale	37
Encadré 4	Un appel pour les femmes dans la science, pas dans le silence	38
Encadré 5	Les femmes de l'île de Malolo : les championnes de la résilience hydrique	40

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3

Encadré 1	L'initiative de l'UNESCO pour les Caraïbes Sheroes lutte contre la violence de genre	50
Encadré 2	Les étudiants luttent contre la violence de genre sur les campus kenyans	51
Encadré 3	Championnes sans limites grâce au sport au Pérou	52
Encadré 4	Des médias sans violence : lutter contre la violence de genre dans le journalisme latino-américain	53
Encadré 5	Girls for Culture Culture for Girls au Sénégal	55
Encadré 6	L'UNESCO promeut l'égalité des genres dans l'industrie mondiale de la musique	56

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4

Encadré 1	Tester l'intelligence artificielle pour le bien commun - Guide pratique de red teaming	69
Encadré 2	Les réseaux sociaux pour la paix et l'éducation aux médias et à l'information sensible au genre	71
Encadré 3	L'UNESCO amplifie les voix des femmes contre les discours de haine en ligne au Kirghizistan	72
Encadré 4	Des « Game Jams » pour l'égalité des genres en Argentine	74
Encadré 5	Renforcer les compétences numériques des filles aux Philippines	74

THÈME TRANSVERSAL

Encadré 1	La crise de l'éducation en Afghanistan : Agir avec détermination	83
Encadré 2	La résilience grâce à l'éducation aux STIM en Palestine	84
Encadré 3	Enquête mondiale de l'UNESCO sur les femmes, la culture et les situations d'urgence	87
Encadré 4	Le Festival de Baalbeck transforme le rôle des femmes sur la scène culturelle libanaise	88
Encadré 5	Les initiatives de l'UNESCO en matière d'égalité des genres qui bénéficient du soutien du Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies	90
Encadré 6	Contributions de l'UNESCO à la mise en œuvre du plan d'action sur le genre de Sendai	90



L'UNESCO en action pour **L'ÉGALITÉ DES GENRES**

Ce rapport biennal met en lumière l'action de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles, dans et par l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information, au cours de la période 2024-2025.

Cette quatrième édition propose une évaluation approfondie de l'égalité des genres dans l'ensemble du mandat de l'UNESCO, fondée sur ses propres données et recherches. Elle illustre comment l'UNESCO a impulsé le changement et obtenu des résultats clés avec ses partenaires, grâce à ses efforts stratégiques et programmatiques – en tant que laboratoire d'idées, centre d'échange d'informations, organisme normatif, catalyseur de la coopération internationale et organisme de développement des capacités.

Dans un contexte mondial marqué par l'intensification des crises et des réactions hostiles à l'égard de l'égalité des genres, le rapport témoigne du rôle moteur et pionnier de l'UNESCO dans la promotion d'environnements d'apprentissage inclusifs et sains, la valorisation des femmes scientifiques, la lutte contre les violences basées sur le genre avec le soutien des hommes et des garçons, la création d'espaces numériques sûrs pour les femmes et les filles, ainsi que la protection de la vie et des droits des femmes journalistes, artistes et scientifiques en situation de crise.

RESTEZ EN CONTACT

gender.equality@unesco.org

www.unesco.org/gender-equality

Division pour l'égalité des genres
Cabinet du Directeur général



unesco

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

